

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2020/15563]

15 SEPTEMBER 2020. — Ministerieel besluit tot vaststelling, voor het tweede semester van 2020, van de bijdrage aan de investeringskosten verschuldigd voor iedere aanvraag om informatie van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten van de Nationale Bank van België

De Minister van Justitie en de Minister van Financiën

Gelet op de wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest, zoals gewijzigd bij wet van 7 november 2018, artikel 10, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 2019 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten, artikel 22;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de FOD Financiën, gegeven op 30 juni 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de FOD Justitie, gegeven op 8 juli 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juli 2020 inzake het punt 24 van de Ministerraad van 3 juli 2020;

Gelet op de notificatie van het punt 24 van de Ministerraad van 3 juli 2020;

Gelet op de mededeling door de Nationale Bank van België (NBB), op datum van 9 juni 2020, van het bedrag van de investeringskosten die zij gedragen heeft voor de oprichting van het vernieuwde centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten (CAP) enerzijds, van de schatting van het totale aantal aanvragen om informatie van het CAP verwacht door de NBB voor het tweede semester van het jaar 2020, zoals op voorzichtige wijze door haar geschat op grond van de door de centraliserende organisaties en individuele informatiege-rechtigden meegedeelde prognoses anderzijds.

Overwegende dat het van belang is onverwijld het bedrag vast te stellen van de bijdrage aan de investeringskosten die aan de in artikel 22, § 1, eerste lid van voormeld koninklijk besluit bedoelde instellingen verschuldigd is voor iedere aanvraag om informatie van het CAP die gedurende het tweede semester van het jaar 2020 zal worden verricht.

Besluiten :

**Enig artikel.** Het bedrag van de bijdrage aan de investeringskosten bedoeld in artikel 22, § 2 van het koninklijk besluit van 7 april 2019 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten, wordt vastgesteld op 5,82 euro per ingediende vraag om informatie bij het centraal aanspreekpunt gedurende het tweede semester van het jaar 2020.

Brussel, 15 september 2020.

K. GEENS  
A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2020/15563]

15 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté ministériel fixant, pour le deuxième semestre de 2020, le montant de la contribution aux coûts d'investissement due pour chaque demande d'information du point de contact central des comptes et contrats financiers de la Banque nationale de Belgique

Le Ministre de la Justice et le Ministre des Finances

Vu la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt, telle que modifiée par la loi du 7 novembre 2018, l'article 10, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers, l'article 22 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, accrédité auprès du SPF Finances, donné le 30 juin 2020 ;

Vu l'avis du l'Inspecteur des Finances, accrédité auprès du SPF Justice, donné le 8 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget sur le point 24 du Conseil des Ministres du 3 juillet 2020, donné le 2 juillet 2020 ;

Vu la notification du point 24 du Conseil des Ministres du 3 juillet 2020 ;

Vu la communication par la Banque nationale de Belgique (BNB), en date du 9 juin 2020, du montant des frais d'investissement qu'elle a supportés pour l'établissement du nouveau point de contact central des comptes et contrats financiers (PCC), d'une part, de l'évaluation du nombre total de demandes d'information du PCC attendues par la BNB pour le deuxième semestre de l'année 2020, tel qu'évalué de manière prudente par elle sur la base des estimations communiquées par les organisations centralisatrices et par les personnes habilitées à recevoir l'information individuelles, d'autre part.

Attendu qu'il importe d'arrêter sans délai le montant de la contribution aux coûts d'investissement due aux institutions visées à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, de l'arrêté royal précité, pour chaque demande d'information du PCC qui sera effectuée durant le deuxième semestre de l'année 2020.

Arrêtent :

**Article unique.** Le montant de la contribution aux coûts d'investissement visée à l'article 22, § 2, de l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers, est fixée à 5,82 euros par demande d'information introduite auprès du point de contact central durant le deuxième semestre de l'année 2020.

Bruxelles, le 15 septembre 2020.

K. GEENS  
A. DE CROO

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/15525]

3 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Le présent arrêté détermine les délégations accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française.

Il vise à remplacer l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française. Si de nombreuses délégations existantes sont reprises dans ce texte, il contient également plusieurs nouveautés ou clarifications dont la portée sera commentée dans le présent rapport.

#### Commentaires des articles

##### Article 1<sup>er</sup>

L'article contient les définitions applicables au texte.

La définition reprise au point 2° vise à permettre aux membres du personnel contractuel, dans le respect de la jurisprudence du Conseil d'Etat, d'exercer les délégations de signature et de compétences dans les mêmes conditions que les agents statutaires du Ministère.

La définition reprise au point 5° concernant la notion d'autorité délégataire, signifie que les délégations sont données par l'arrêté au niveau des Directeurs généraux adjoints au moins, désignés par mandat ou non.

##### Articles 2 à 7

Les articles 3 à 7 fixent les modalités à respecter concernant les actes de subdélégations.

L'article 3 généralise, sauf exceptions explicitement prévues par le présent arrêté, la possibilité de procéder à des subdélégations selon des formalités clairement définies.

L'article 7 prévoit les modalités de publicité des actes de subdélégation. Ces actes sont publiés sur le site Gallilex, dans le respect des règles en matière d'opposabilité des délégations. La jurisprudence du Conseil d'Etat distingue deux types d'actes de délégation :

-ceux qui habilitent à prendre des décisions n'affectant que les agents de l'administration : ils sont opposables à ces derniers pour autant qu'ils aient été portés à leur connaissance via une note de service ou un recueil de textes applicables à leur administration ;

-ceux qui habilitent à prendre des décisions affectant les personnes étrangères à l'administration : ils doivent être publiés au *Moniteur belge* dans la mesure où ils intéressent la généralité des citoyens.

L'opposabilité actes internes à l'administration est assurée via la publication sur le site Gallilex.

Pour les actes affectant des personnes étrangères au Ministère de la Communauté française, la publication via Gallilex, est doublée d'une publication au *Moniteur belge* en application de l'article 84 de loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

##### Articles 8 à 11

Les articles 8 à 11 déterminent les conditions que doivent remplir les membres du personnel pour exercer une délégation.

L'article 8 élargit le champ d'attribution des délégations aux membres du personnel contractuel ainsi qu'aux membres du personnel désigné ad interim. Les limitations antérieurement posées à l'octroi de délégations aux membres du personnel contractuel ne correspondaient plus à l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat depuis son arrêt Bequet n° 192.102 du 31 mars 2009, arrêt rendu "toutes chambres réunies", qui lève les réserves de principe qui s'opposaient à ce qu'un membre du personnel contractuel puisse agir en qualité d'organe de l'administration. Le recours à la mesure d'ordre de la désignation ad interim est quant à lui postérieur à l'adoption du précédent arrêté de délégations en sorte que ce dernier n'en faisait pas mention. Il est renvoyé, pour le surplus, au commentaire de l'article 22, 10° ci-après. En son paragraphe 2, cet article 8 permet de régler avec souplesse la question de l'assimilation de grades des agents transférés dans le cadre d'une réforme de l'Etat. Cet article n'a pas pour objet de permettre au Secrétaire général de fixer la conversion des grades mais permet, dans l'attente de la décision du Gouvernement, d'assurer la continuité du service par l'assimilation des grades des membres du personnel transférés.

##### Articles 12 à 17

Ces articles règlent les modalités de suppléance en cas d'absence d'un fonctionnaire général.

Outre les règles de suppléance, l'article 16 précise que le membre du personnel désigné dans un rang 15, 16, 16+ ou 17 qui a été désigné ad interim est investi de toutes les prérogatives qui sont conférées par le présent arrêté au fonctionnaire général qu'il remplace. Cet article ne porte pas préjudice à la compétence du Gouvernement pour désigner les fonctionnaires généraux mandataires.

L'article 17 instaure une dérogation aux règles relatives à la publicité des actes subdélégations pour ce qui concerne les absences de moins d'un mois. Considérant les délais requis pour procéder à une publication, il est préférable que l'opposabilité soit assurée par la notification.

##### Articles 18 à 20

Les articles 18 à 20 n'appellent pas de commentaire.

##### Article 21

L'article 21 fixe des modalités particulières en cas d'absence d'un délégataire pour les délégations prévues au chapitre 2. Le paragraphe 2 permet en outre au personnel de Rang 12 encadrement d'exercer les compétences du Secrétaire général, d'un administrateur général ou d'un directeur général en cas d'absence ou d'empêchement d'un de ces derniers. Conformément à l'article 2, § 2, alinéa 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement, « les grades de promotion jusque et y compris au grade de rang 15 sont répartis en grades d'encadrement et grades d'expert ». Le personnel désigné sur un grade « expert » n'est pas visé par le présent article.

Le « *Personnel de Rang 12 encadrement* », est le personnel qui a été désigné comme tel en application de l'article 55 de l'arrêté du 22 juillet 1996.

##### Article 22

L'article 22 donne diverses délégations au Secrétaire général en matière de personnel. Certaines délégations sont déjà prévues par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 et

Le 1° délègue au Secrétaire général la compétence pour prendre toutes une séries d'actes prévus dans l'arrêté du Gouvernement du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Le 2° étend les délégations en termes de procédure de promotion en donnant la compétence au Secrétaire général pour déclarer vacant tout emploi jusqu'au rang 12 inclus. La logique retenue est de fixer la ligne de répartition des délégations Ministère/Gouvernement au niveau de ce qui est attribution de mandat et de ce qui ne l'est pas. S'agissant des emplois de promotion qui ne sont pas attribuables par mandats, il doit être rappelé que leur nombre reste fixé par le cadre tel qu'adopté par le Gouvernement. La même logique prévaut pour les emplois ressortissants de la carrière d'expert tel qu'instaurée dans le statut par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019. La compétence reprise à l'article 22, 2° est également sans préjudice de la compétence du Gouvernement pour fixer l'organigramme du Ministère.

Le 22, 4° et 8° suivent également la logique décrite pour le 2°, en donnant la compétence pour nommer jusqu'au rang 12, à l'exception des fonctionnaires mandataires et pour attribuer et prolonger les fonctions supérieures.

L'article 22, 10° donne délégation au fonctionnaire général pour désigner des membres du personnel sur une fonction en qualité d'ad interim jusqu'au rang 12, à l'exclusion des fonctionnaires généraux mandataires. Cela implique que le Gouvernement reste compétent pour la désignation des fonctionnaires généraux mandataires ad interim, ce qui suit toujours la logique selon laquelle le Gouvernement est l'autorité compétente pour ce qui touche aux fonctions à mandat.

Concernant le 11°, il s'agit d'une carrière hors statut commun du 22 juillet 1996 en sorte que les délégations générales de nomination ne s'appliquent pas. Cette carrière particulière est organisée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française. Elle concerne des emplois dont l'équivalence de rang est en dessous du rang 12 et de récentes procédures de carrière ont fait apparaître qu'il y avait eu un oubli de délégation spécifique dans l'arrêté de délégations.

Concernant le 12°, l'article 8 § 3 dernier alinéa de l'arrêté du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII est un dispositif nouveau introduit dans cette réglementation en 2017. En cas d'appel en vue de pourvoir à un emploi contractuel d'expert, les membres du personnel internes, en ce compris le personnel statutaire, peuvent postuler. Si un membre du personnel statutaire est sélectionné pour pourvoir à cet emploi et que la tâche correspondant à l'expertise en cause ne l'empêche pas d'assumer sa fonction de base, il n'est pas mis en congé mais bénéficie d'une mission avec complément de traitement à hauteur de l'emploi mis en compétition. L'octroi de la mission est une application directe et formelle de l'arrêté puisque les délégations relatives à la sélection elle-même ne sont pas modifiées étant entendu que le seul pouvoir d'appréciation qui s'exerce ici porte sur le degré de proximité et donc de compatibilité des emplois en cause.

#### Article 23

Cet article offre une procédure simplifiée pour que la désignation dans les services continus du Ministère et du remplacement des absences de moins de six mois ne passe pas obligatoirement par l'Administrateur général. Cela ne concerne pas la signature du contrat de travail qui reste de la compétence de la Direction Générale du Personnel et de la Fonction publique.

#### Articles 24

L'article 24 pas de commentaire.

#### Article 25

L'article 25 détermine les dispositifs en vertu desquels le Ministère de la Communauté française est autorisé à procéder à des recrutements définitifs et des remplacements des absences temporaires non rémunérées. L'article reprend les dispositifs existants, à savoir l'arrêté du 21 juin 1999, le mécanisme actuel des enveloppes de recrutement de remplacement et, le cas échéant, les recrutements qui seraient autorisés dans le cadre du contrat d'administration.

#### Article 26

L'article 26 n'appelle pas de commentaire.

#### Article 27

Cet article comporte plusieurs dispositions nouvelles.

L'article 27, § 1<sup>er</sup>, 4°, concerne les autorisations de cumul d'activité. Cette délégation existe déjà mais l'arrêté du 9 février 1998 prévoit en son article 6, § 7, que les autorisations sont soumises au Ministre de la Fonction publique qui a huit jours pour se prononcer sur la demande. Ce mécanisme est supprimé, et il est désormais uniquement prévu que les autorisations pour les fonctionnaires généraux, mandataires ou non, doivent être communiquées aux ministres fonctionnellement compétents.

L'article 27, § 1<sup>er</sup>, 8°, fait référence aux modalités d'application des échanges temporaires de personnel entre le Ministère et d'autres administrations dont l'objectif est l'enrichissement de l'expérience des agents qui s'inscrivent dans ce type de programme appelé « Talent avenue ». Par cette délégation, il s'agit juste de formaliser la situation administrative des agents concernés, le processus restant par ailleurs inchangé.

Enfin, l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sécurise pour autant que de besoin le fait qu'en matière de télétravail, les décisions du Comité de direction sont formalisées par acte signé du Secrétaire général.

#### Articles 28 à 36

Les articles 28 à 36 n'appellent pas de commentaire.

#### Article 37

L'article 37 retient le principe selon lequel le Gouvernement délègue les compétences relatives aux marchés publics dans le strict respect de seuils dont le montant dépend du type de procédure choisie et du grade du membre du personnel qui souhaite exercer la délégation.

Les seuils sont repris à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté.

L'article prévoit toutefois des exceptions à ce principe aux paragraphes 3 à 5. Il est ainsi prévu que les seuils maximums fixés à l'annexe 1<sup>re</sup> ne sont pas applicables aux marchés publics suivants et sont délégués, sans limite de montant :

- les marchés de fournitures et de services relatifs aux dépenses de fonctionnement et dont les montants sont imputables sur un programme fonctionnel d'une division organique du budget au sens de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, du décret 20 décembre 2011 : sont délégués, soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'Administration générale ou la Direction générale qu'ils dirigent ;

- les marchés de travaux et les marchés de fournitures et de services accessoires aux marchés de travaux : sont délégués au Directeur général des Infrastructures pour ce qui concerne les marchés passés par la Direction générale qu'il dirige ;

- les marchés de services visés à l'article 88 de la loi marchés publics : sont délégués, soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'Administration générale ou la Direction générale qu'ils dirigent.

Le paragraphe 6 instaure l'obligation de prévoir une programmation informative de l'ensemble des marchés visés aux paragraphes 3 à 5 qui devra être adressée au Ministre fonctionnel et au Ministre du Budget. Cette programmation reprendra l'ensemble des marchés visés, en ce compris ceux qui sont en deçà des seuils visés à l'annexe I.

Les marchés qui dépasseront 110% du montant programmé et qui dépassent les seuils visés à l'annexe 1<sup>re</sup> devront faire l'objet d'une information complémentaire au Ministre fonctionnel et au Ministre du Budget.

#### Article 38

Cet article permet de mettre à jour les bases légales relatives aux hypothèses dans lesquelles il est possible, en cours de la passation d'un marché dans lequel aucune offre n'a été reçue, aucune offre appropriée n'a été reçue, ou dans lequel seules des offres irrégulières ou inacceptables ont été reçues de poursuivre la passation du marché avec une autre procédure.

#### Article 39

Cet article permet de mettre à jour les bases légales applicables et de supprimer le verbe "renouveler" qui n'est plus adapté aux hypothèses visées par cette disposition. Il s'agit désormais de répéter ou de reconduire le marché. Les hypothèses de répétition, de fournitures complémentaires et de reconduction doivent être prévues dans le cahier des charges qui est approuvé dans le cadre de la passation du marché, par conséquent, cet article prévoit une possibilité de subdélégation pour l'étape qui consiste à concrétiser ces décisions.

#### Article 40

Le paragraphe premier, alinéa premier de cet article permet de combler un vide juridique : actuellement aucune délégation ne vise spécifiquement l'exécution d'une concession fondée sur la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession.

Le paragraphe premier, deuxième alinéa permet, en pratique, d'accorder une délégation au fonctionnaire dirigeant chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché et désigné par le cahier des charges ou au plus tard, au moment de la conclusion du marché, au sens de l'article 11 de l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution.

Le deuxième paragraphe de cet article permet de combler un vide juridique : actuellement aucune délégation ne vise spécifiquement les décisions de lever une tranche conditionnelle ou une option. Etant donné que les tranches conditionnelles et les options doivent être prévues dans le cahier des charges qui est approuvé dans le cadre de la passation du marché, cet article prévoit une possibilité de subdélégation pour l'étape qui consiste à concrétiser ces décisions.

Le troisième paragraphe correspond au texte de l'article 14, § 2 de l'arrêté actuel. Le quatrième paragraphe prévoit une possibilité de subdélégation à un membre du personnel de rang 12 encadrement pour les mesures d'exécution particulières que sont l'application des pénalités (qui sont prévues dans le cahier des charges), d'amendes pour retard, de mesures d'office (celles-ci impliquent la rédaction préalable d'un procès-verbal qui permet de constater, immédiatement, les manquements de l'adjudicataire au sens de l'article 44, § 2 de l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution) et de remise des amendes et pénalités. Cela permettra de rencontrer la pratique et de permettre notamment aux agents de terrain de respecter la condition "d'immédiateté" requise pour la rédaction d'un procès-verbal de manquement.

#### Article 41

Cet article permet de combler un vide juridique : actuellement aucune délégation ne vise spécifiquement les hypothèses de modification de marché prévues aux articles 38 à 38/19 de l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

Le paragraphe premier, alinéa premier prévoit que les modifications de marché qui confèrent un pouvoir d'appréciation plus important au pouvoir adjudicateur, à savoir les travaux, services et fournitures complémentaires au sens de l'article 38/1 de l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution, les événements imprévisibles dans le chef du pouvoir adjudicateur au sens de l'article 38/2 du même arrêté, l'application de la règle de minimis au sens de l'article 38/4 du même arrêté, les circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire au sens des articles 38/9 et 38/10 du même arrêté, les faits de l'adjudicataire au sens de l'article 38/11 du même arrêté et les indemnités de suspension au sens de l'article 38/12 du même arrêté sont en principe délégués aux membres du personnel qui ont attribué le marché. Le deuxième alinéa permet toutefois de subdéléguer ces pouvoirs.

Le deuxième paragraphe permet de subdéléguer la compétence d'approuver les modifications aux marchés qui relèvent du remplacement de l'adjudicataire au sens de l'article 38/3 de l'arrêté du 14 janvier 2013, de modifications non substantielles au sens de l'article 38/5 du même arrêté, de l'application de la formule de révision des prix, prévue dans le cahier des charges, au sens de l'article 38/7 du même arrêté, ou qui sont issues d'impositions ayant une incidence sur le montant du marché au sens de l'article 38/8 du même arrêté.

#### Article 42

L'article 42 n'appelle pas de commentaire.

#### Article 43

L'article unifie les délégations de compétence et de signature en matière de subventions. Dès lors que la subvention n'implique aucune marge d'appréciation de l'autorité (subvention nominative, basée sur un contrat-programme/une convention ou remboursement au Fonds écoreuil), l'Administration se voit confier une délégation de compétence et de

signature. Les subventions organiques « pures » à savoir celles autorisée par un acte normatif qui en fixe les conditions d'octroi et le montant (ou le mode de calcul de celui-ci) de manière ferme et définitive ne sont pas reprises dans la délégation car elles ne nécessitent aucun arrêté d'exécution.

Dans le cas des subventions facultatives ponctuelles, l'Administration formalise la décision ministérielle comme c'est déjà le cas aujourd'hui. Elle ne dispose donc que d'une compétence de signature. Il en va de même en cas d'insuffisance des crédits budgétaires: le Gouvernement ou le Ministre compétent décide de la manière d'affecter les fonds restants et l'Administration formalise cette décision.

Il est en outre prévu que les délégations accordées s'exercent sans préjudice de sans préjudice des contrôles administratifs et budgétaires fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire et après avoir reçu l'accord du Ministre du Budget. Il sera donc requis que le fonctionnaire compétent sollicite directement et préalablement l'accord du Ministre du budget.

Le projet modifie également, à son article 88, l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement. Cette modification a pour objet d'aligner l'arrêté de fonctionnement du gouvernement sur ce que prévoit l'article 43 du projet d'arrêté de délégation, et donc de ne pas imposer la délibération du gouvernement lorsqu'on est dans une hypothèse visée à l'article 43, quand bien même les montants dépassent les seuils de l'article 13 de l'arrêté de fonctionnement.

#### Article 44

L'article 44 rassemble les délégations en matière financière reprises dans plusieurs articles de la réglementation actuelle. L'article 45, alinéa 1, vise des délégations particulières au Secrétaire général dont la subdélégation ne peut se faire qu'avec avis du Directeur général DGBF (e.g. désignation receveur). L'article 45, alinéa 2, reprend essentiellement les fonctions de l'ordonnateur conformément à l'article 2, 6° du décret du 20 décembre 2011 qui peuvent être déléguées jusqu'au directeur et non aux directeurs généraux comme précédemment. L'autorité habilitée à prendre l'engagement juridique l'est aussi pour l'engagement budgétaire y afférent.

#### Article 46

Cet article n'appelle pas de commentaire.

#### Article 47

Cet article a été toiletté par rapport à l'arrêté du 9 février 1998. Les articles relatifs aux accidents de travail ont été déplacés, l'article ne prévoit plus d'autorisation ministérielle préalable pour ester en justice mais une information préalable et la délégation relative aux "bons à tirer" pour le *Moniteur belge* a été déplacée de l'article 52 par cohérence (matières juridiques).

#### Article 48

Cet article n'appelle pas de commentaires

#### Article 49

Cet article n'appelle pas de commentaires

#### Article 50

Cet article définit les compétences territoriales des services extérieurs en charge des infrastructures scolaires.

#### Article 51

Cet article assure la suppléance générale en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général de la Direction générale des Infrastructures.

#### Article 52

Cet article permet, en pratique, d'accorder une délégation ou une subdélégation au fonctionnaire dirigeant chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché et désigné par le cahier des charges ou au plus tard, au moment de la conclusion du marché, au sens de l'article 11 de l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution.

#### Article 53

Cet article reprend la formulation des articles 31, 34 et 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998. Les délégations particulières en matière de marchés publics exécutés sur base du budget de fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française (art. 31), du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné (art. 34) et du Fonds de garantie des bâtiments scolaires (art. 37) ont été regroupé en un seul article. Au second alinéa, une délégation nouvelle portant sur l'achat de véhicules automobiles a été ajouté en dérogation à l'aliéna premier.

#### Article 54

Cet article octroie une délégation particulière en matière informatique au Directeur général des Infrastructures. Le Directeur général est d'une part, compétent pour établir les cadres généraux de collaboration avec d'autres entités publiques et/ou privées, et d'autre part, acquérir du matériel, des logiciels ou des services en matière informatique dont l'estimation financière ne dépasse pas 250.000 euros au moment de la passation du marché.

#### Article 55

Cet article est destiné à clarifier et préciser la délégation de compétence du Directeur général de la Direction générale des Infrastructures en matière d'acquisitions, d'aliénations et de droits réels (cf. article 26 de l'AGCF du 9 février 1998).

Le Directeur général pourra d'une part négocier les conventions y relatives, et, d'autre part, après accord de l'autorité, les signer et procéder aux formalités utiles.

#### Article 56

Cet article est destiné à mettre à jour et préciser les délégations de compétences respectives du Directeur général de la Direction générale des Infrastructures et du Secrétaire général en matière de conventions de prise en location et d'occupation d'immeubles (cf. article 27 de l'AGCF du 9 février 1998).

Le Directeur général a délégation pour négocier lesdites conventions ainsi que leurs avenants et celles relatives aux dommages locatifs.

Deux critères jouent sur la délégation donnée pour procéder à la signature des conventions visées : la durée et les montants concernés par l'opération.

Le Directeur général a délégation pour autant que la durée du bail ou de l'occupation n'excède pas six années et que le montant du loyer annuel soit inférieur à 50.000€ hors charges et hors indexation éventuelle. Le Secrétaire général a lui délégation pour autant que le montant du loyer soit inférieur à 100.000€.

Le Directeur général a en outre délégation pour toute démarche, et signature de tout document, se rapportant à l'exécution des conventions de prise en location et d'occupation d'immeubles, en ce compris les états des lieux.

Délégation est également accordée pour signer les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs jusqu'à un montant maximal de 30.000€ pour le Directeur général et jusqu'à 67.000€ pour le Secrétaire général.

Enfin, délégation de compétence est donnée respectivement aux fonctionnaires généraux dirigeant le Service général du Patrimoine et de la Gestion immobilière et le Service général des Infrastructures scolaires subventionnées pour négocier et signer les conventions réglant les dégâts locatifs afférents aux locaux occupés par les services dépendant de leur service général, jusqu'à un montant de 2.500€.

#### Article 57

Cet article est destiné à développer et préciser les délégations de compétences respectives du Directeur général de la Direction générale des Infrastructures et du Secrétaire général en matière de conventions de mise en location ou de mise à disposition d'immeubles (cf. article 27 de l'AGCF du 9 février 1998).

Délégation est donnée au Directeur général pour négocier ce type de convention, ainsi que pour les signer elles et leurs avenants pour autant que la durée n'excède pas 5 jours.

Le Secrétaire général a délégation pour les durées n'excédant pas 30 jours.

Le Directeur général a en outre délégation pour toute démarche, et signature de tout document, se rapportant à l'exécution des conventions de mise en location ou de mise à disposition d'immeubles, en ce compris les états des lieux.

Délégation est également accordée pour signer les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs jusqu'à un montant maximal de 10.000€ pour le Directeur général et jusqu'à 30.000€ pour le Secrétaire général.

#### Article 58

Cet article est destiné à assurer la délégation de compétence du Directeur général de la Direction générale des Infrastructures en matière d'intervention en assemblée générale de copropriétaires.

Il permet au Directeur général d'autoriser et d'approuver les interventions en assemblée générale des copropriétaires et tout procès-verbal y relatif, pour autant que l'éventuel engagement financier à charge de la FWB soit inférieur à 31.000€ et qu'aucun transfert de droits réels n'y soit accepté.

#### Article 59

Cet article n'appelle pas de commentaire.

#### Article 60

Cet article reprend la formulation précédente de l'article 43 de l'arrêté du 9 février 1998 et est relatif aux fonctionnaires délégués des services régionaux.

Le fonctionnaire délégué a un rôle important à jouer. Outre le fait qu'il dirige une équipe de plus ou moins 6 à 8 agents, qui constitue un service extérieur, c'est également lui qui a les contacts avec les pouvoirs organisateurs qui sollicitent les subventions pour leurs infrastructures scolaires. Il instruit les dossiers et fait les propositions au fonctionnaire dirigeant et au Ministre en charge des Bâtiments scolaires. Il a aussi pour mission de conseiller au mieux les pouvoirs organisateurs pour résoudre leurs difficultés d'infrastructures scolaires.

#### Article 61

Cet article reprend la formulation précédente de l'article 44 de l'arrêté du 9 février 1998 concernant le Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné et la complète dans un but de simplification et d'harmonisation avec les autres programmes de subvention (Créations de places, CRAC et PPT). Ces programmes étant postérieurs à l'AGCF de 1998, ils n'ont jamais fait l'objet d'une disposition au sein de l'AGCF susmentionné. Ils sont insérés dans cet article afin que le directeur général adjoint puisse également procéder à toutes les mesures d'instruction nécessaires pour ces dossiers de subvention. En outre, c'est le Ministre en charge des Bâtiments scolaires qui a délégation pour signer les accords concernant les subventions, sachant que, sauf s'il y a engagement financier complémentaire, toute dépêche rectifiant le montant d'une promesse ferme, ou accord ferme, les accords PPT sans passage au Gouvernement ainsi que les arrêtés de décompte finaux sont signés par le directeur général adjoint.

#### Article 62

Cet article reprend la formulation précédente de l'arrêté du 9 février 1998 concernant le Fonds de garantie.

#### Article 63

Il s'agit d'une reprise de l'article 45 de l'AGCF de 1998 pour lesquels certains points ont été complétés, notamment, la liquidation par tranche est ainsi prévue, ce qui correspond à la majorité des liquidations au sein des divers programmes de subventions.

#### Article 64

Cet article prévoit une délégation de compétence en faveur des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse, ainsi que de leurs adjoints, afin de leur permettre de représenter utilement la Communauté française dans le cadre des procédures prévues par les livres III et IV du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Ces procédures visent d'une part, les recours formés suite à un refus de consultation du dossier de l'enfant, et d'autre part, les recours formés devant les juridictions de la jeunesse contre les décisions rendues par les conseillers de l'aide à la jeunesse, les directeurs de la protection de la jeunesse, et leurs adjoints.

#### Article 65 à 66

Ces articles n'appellent pas de commentaires.

## Article 67

Cet article permet à l'Administrateur général de pouvoir engager le personnel occasionnel pédagogique nécessaire pour encadrer les activités sportives organisées par l'ADEPS, telles que par exemple les stages ADEPS (2°) et le personnel occasionnel technique assurant des tâches de restauration, d'hébergement, de nettoyage, d'entretien des bâtiments et de conciergerie (5°). Cet article permet également d'engager des étudiants sous contrat dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants.

## Articles 68 à 71

Ces articles n'appellent pas de commentaires.

## Article 72

Cet article vise les compétences attribuées aux Centres de Conseil du Sport de l'Administration générale du Sport.

## Article 73

Cet article concerne les compétences attribuées aux Centres sportifs de l'Administration générale du Sport.

## Article 74

Cet article vise à encadrer la possibilité d'une part pour les Centres sportifs et d'autre part pour les Centres de conseil du sport de pouvoir réaliser des travaux ou des achats ne dépassant pas un certain moment, à travers un marché public.

## Article 75

Cet article permet, pour ce qui concerne les articles 72 à 74, en cas d'absence de l'agent ayant reçu la subdélégation, de pouvoir assurer la continuité du service en confiant la suppléance à l'agent du service ayant l'échelle de rémunération la plus élevée.

## Article 76

Suite à la fusion de l'administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique avec l'administration générale des personnels de l'enseignement, les sections 3 et 4 y afférentes de l'arrêté actuel ont été remplacées par un chapitre 4 consacré à l'Administration générale de l'enseignement.

Au sein de ce chapitre, les sections visent désormais les différentes directions générales de l'Administration générale de l'enseignement. L'article 76 n'appelle en lui-même aucun commentaire particulier.

## Article 77

Cette disposition vise à conférer une base légale à la signature de ces avenants par l'Administrateur général de l'enseignement.

## Article 78

Cette disposition reprend la version actuelle de l'article 69 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998. Celle-ci a été adaptée pour tenir compte de la mise en place de la nouvelle Direction générale des Personnels de l'enseignement (non encore intégrée dans l'actuel article 69).

Cela s'est traduit par:

- la suppression de la référence au Directeur général adjoint du Service général de la coordination, la conception et des relations sociales qui a été intégré au sein de cette nouvelle Direction générale
- une modification de la dénomination des fonctionnaires généraux de cette nouvelle Direction générale.

Dans le § 1<sup>er</sup>, le 17°, a été modifié suite au transfert de compétence du jury CAP de la Direction générale des Personnels de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles vers la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique.

Dans le § 2, l'alinéa 2 a été supprimé car il était redondant par rapport à l'alinéa 1<sup>er</sup>. En effet, dans l'actuel article 69, § 2, l'alinéa 2 prévoit qu'il est possible de déléguer des compétences à des agents d'un niveau supérieur au niveau 1 alors que l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit quant à lui qu'il est possible de descendre jusqu'au niveau 1 pour déléguer ces mêmes compétences.

Il a été proposé de supprimer le § 3 de l'article 69 de l'AGCF de 1998 dans la mesure où :

- il n'a jamais été exécuté,
- il ne vise que certains dispositifs et pas les autres( il est d'ailleurs permis de s'interroger sur la justification de pareille distinction),
- son 2° paraît dépassé car il vise une situation antérieure à 2006.

## Article 79

Cette disposition reprend la version actuelle de l'article 70, §§ 1 à 3bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 laquelle a été retravaillée en fonction d'erreurs constatées, de l'évolution des bases légales auxquelles elle fait référence, de l'adoption de nouvelles dispositions ou encore de l'évolution même de l'Administration générale de l'enseignement.

Ainsi :

- le 7° de l'arrêté actuel a été modifié suite à une évolution législative de la base légale à laquelle il fait référence ;
- le 10° de l'arrêté actuel a été modifié pour corriger une erreur matérielle ;
- le 20° et le 21° de l'arrêté actuel ont été supprimés puisque la base légale à laquelle ils se rapportaient a été abrogée ;
- le 29° de l'arrêté actuel a été supprimé puisqu'il existe déjà des dispositions générales en matière financières au Chapitre 5 du projet ;
- le 45° a été ajouté à la suite de l'adoption d'une disposition modificative de l'article 5 de l'Arrêté royal du 20 juillet 1971 ;
- le 46° a été ajouté et correspond à un glissement de compétences au sein de l'Administration générale de l'enseignement de la Direction générale des Personnels de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles vers la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ;
- le 47° a été ajouté pour combler un oubli. La pratique ayant démontré que l'avis de l'Administration a toujours été suivi par le cabinet, il est proposé de déléguer directement cette compétence à cette dernière.

De plus, il a été tenu compte de la nouvelle dénomination de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en tant que : « Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ». Cela s'est traduit par une modification de la dénomination du fonctionnaire général dirigeant cette Direction générale.

Ensuite, une modification a été apportée au niveau des délégations. Actuellement, l'article 70, § 2 établit une distinction entre les compétences qui peuvent être déléguées sur base du rang du délégataire. Dans un souci d'une plus grande efficacité administrative et compte tenu du fait que les articles 79, § 2 et 81, § 2 le permettent déjà, la disposition prévoit que toutes les compétences peuvent être déléguées à un agent de niveau 1 au moins.

Enfin, les §§ 3 et 3bis de l'article 70 actuel ont été supprimés du fait de l'autonomisation de WBE.

#### Article 80

Cette disposition reprend la version actuelle de l'article 70/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 laquelle a été adaptée pour tenir compte de la nouvelle dénomination de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en tant que : « Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ». Cela se traduit par une modification de la dénomination du fonctionnaire dirigeant cette Direction générale.

Dans le § 1<sup>er</sup>, il convient également de remarquer qu'ont été modifiés:

-le 7<sup>o</sup> et le 8<sup>o</sup> ont été modifiés dans la mesure où :

1.le terme « reconnaissance professionnelle » est utilisé au sens large à savoir l'agrément de toute profession de soins de santé (y compris l'enregistrement des aides-soignants).

Il n'y a donc pas lieu de distinguer les décisions d'irrecevabilité de toutes les professions des soins de santé visées par la loi coordonnée du 10 mai 2015 des décisions relatives aux titres professionnels particuliers et aux qualifications professionnelles particulières des kinésithérapeutes (d'autant plus qu'actuellement, il n'existe pas de titre professionnel particulier en kinésithérapie). La valorisation des acquis concerne uniquement les médecins (prévue dans l'AGCF 29 novembre 2017 de procédure des médecins) et l'enregistrement, les aides-soignants

2.le chapitre 9 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 prévoit des dispositions différentes pour la reconnaissance des qualifications professionnelles des diplômés délivrés par les états membres de l'Union Européenne.

Les dispositions proposées visent donc :

1.à préciser les demandes pouvant faire l'objet d'une décision d'irrecevabilité,

2.à mettre fin à la distinction existant actuellement entre les kinésithérapeutes et les autres professions de soins de santé,

3.à distinguer les demandes européennes des dossiers nationaux et internationaux non européens

-le 10<sup>o</sup> pour lequel les termes " coordonnés le 7 novembre 1983" ont été ajoutés dans un souci de précision.

-le 11<sup>o</sup> pour lequel les termes " ainsi que les rentes d'invalidité en matière d'accident du travail" ont été supprimés car cette matière ne relève pas de la compétence de cette direction générale.

Dans le § 2, il est à noter qu'une modification de terminologie a été apportée puisque la disposition fait référence au "niveau 1" (désigne le détenteur d'un diplôme universitaire) et non plus au "rang 10" (appellation faisant référence à une échelle barémique).

#### Article 81

Cette disposition reprend la version actuelle de l'article 70/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 laquelle a été adaptée pour tenir compte de la nouvelle dénomination de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en tant que : « Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ». Cela se traduit par une modification de la dénomination du fonctionnaire dirigeant cette Direction générale.

Une nouveauté est apportée car dans un souci d'homogénéité, la disposition prévoit qu'une délégation jusqu'au niveau 1 au moins est possible."

#### Article 82

Cette disposition reprend la version actuelle de l'article 70/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 laquelle a été adaptée pour tenir compte de la nouvelle dénomination de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en tant que : « Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ». Cela se traduit par une modification de la dénomination du fonctionnaire dirigeant cette Direction générale.

Une nouveauté est apportée car dans un souci d'homogénéité, la disposition prévoit qu'une délégation jusqu'au niveau 1 au moins est possible."

#### Article 83

Cette disposition reprend l'article 70, § 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 laquelle a été adaptée pour tenir compte de l'entrée en vigueur du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection qui abroge celui du 8 mars 2007 auquel il est actuellement fait référence.

Dans la mesure où le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection fait mention dans les articles visés du « fonctionnaire général désigné par le Gouvernement », cette disposition vise à déterminer :

- les cas dans lesquels il s'agit du Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif,
- et ceux dans lesquels il s'agit de l'Administrateur général de l'Enseignement.

#### Article 84

Dans la mesure où l'article 25 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs fait mention du « fonctionnaire général désigné par le Gouvernement », cette disposition prévoit qu'il s'agit du Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

#### Article 85

Cette disposition vise à donner une base légale à la signature de ces conventions sectorielles par l'Administrateur général de l'enseignement et par le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

#### Article 86

Les dispositions de l'article 86, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> et 6 existaient déjà à l'art.70bis, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> de l'AGCF 09/02/1998.



S'agissant du 3°, la Communauté française accorde des prêts et mises en dépôt d'œuvres d'art, issues de sa collection, aux organismes publics. L'Arrêté royal relatif aux inventaires, aux dépôts et aux prêts d'œuvres d'art du 8/3/51 (concernant les œuvres de l'Etat belge) ainsi que le décret organisant le prêt des œuvres d'art au bénéfice des communes et autres organismes publics du 5/6/81 (concernant les œuvres de la Communauté française) prévoient que l'accord de prêt doit émaner du Ministre. Dans un souci de simplification administrative, il conviendrait de légaliser la signature au niveau de l'Administration générale de la Culture, tant au niveau des œuvres de l'Etat belge qu'au niveau des œuvres de la Communauté française.

Il n'y a aucune plus-value à faire passer ceci par la Ministre tant l'expertise est nécessaire et relève donc des services dédiés de l'administration. De plus, les prêts font parfois l'objet d'avenant (en cas de prolongation d'exposition par exemple) ce qui alourdit les procédures une seconde fois. Chaque prêt d'œuvre est accompagné d'une convention type rigoureuse qui encadre l'autorisation de prêt. La délégation vise la simplification administrative.

S'agissant du 4°, la Communauté française remet depuis 1993 des licences d'exportation de biens culturels en vertu de la réglementation européenne (Règlement CE n°116/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 concernant l'exportation de biens culturels). Le nombre de licences octroyées chaque année ne cesse de croître. Cette procédure implique des délais de traitement assez longs (2 à 3 semaines) difficilement compatibles avec les pratiques en vigueur dans le commerce de l'art. La signature par l'administrateur général plutôt que par la ministre contribuerait à la simplification de la procédure et permettrait une accélération de celle-ci.

Les autorisations d'exportations doivent être traitées rapidement sinon les licences arrivent à échéance. La délégation vise la simplification administrative.

S'agissant du 6°, la délégation prévue existe depuis le 8 juillet 2009 (article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française). L'octroi de la reconnaissance n'ouvre pas un droit automatique à un subventionnement mais en conditionne l'accès pour tout opérateur qu'il soit une personne physique ou constitué en personne morale.

S'agissant du 7°, cette proposition de modification concerne essentiellement le secteur de l'éducation permanente et vise la délégation pour la signature de conventions et contrats-programmes liés à un décret et dont la conclusion découle de la décision de reconnaissance prise préalablement par le Ministre.

S'agissant du 8°, il existait déjà à l'art.70bis § 1<sup>er</sup>, 8°. Si l'AGCF du 9/02/1998 visait déjà bien les arts de la scène, il a été jugé, pour éviter toute interprétation, de nommer précisément ce secteur. Quant à la suppression du seuil de 1250€, les interventions sont déterminées sur base forfaitaire et sur des éléments objectifs déterminés par l'administration (discipline, nombre d'intervenants, jauge, nombre de séances). Supprimer le plafond permettra de rendre plus aisé le traitement des demandes d'intervention liées aux programmes d'aide à la diffusion en arts de la scène et une harmonisation. La majorité des demandes sont inférieures à 1250€. Ce n'est qu'à titre très exceptionnel qu'elles atteignent 1770€.

S'agissant du 9°, un arrêté attribuant un prêt doit être accompagné d'une convention (avec les conditions de prêt et de remboursement) signée actuellement par la Ministre de la Culture et l'opérateur. Jusqu'ici, l'administration avait délégation de signature sur l'arrêté octroyant le prêt, mais pas sur la convention de prêt. Dans un esprit de bonne gouvernance, d'efficacité et d'allègement des circuits administratifs, la délégation est élargie aux conventions de prêt. La délégation de signature vaut donc maintenant tant pour les arrêtés que pour les conventions de prêts après avis favorable de l'instance d'avis concernée.

Les dossiers d'opérateurs qui bénéficieraient cependant d'un cumul des aides de la FWB (sous forme de subventions ou de prêts) égal ou supérieur à 25.000 euros requerront cependant l'accord du Ministre du Budget.

Les prêts aux éditeurs (tous genres confondus) sont octroyés pour soutenir la production imprimée de livres ; il y en a eu entre trois et dix par an depuis 2010, pour un montant total annuel variant entre 4855€ et 41725€.

Les prêts aux libraires sont octroyés pour l'acquisition d'équipements informatiques, pour des travaux d'embellissement, d'aménagement ou de modernisation ou pour constituer un fonds de littérature valorisant les auteurs de la Communauté française ; il y en a eu entre zéro et quatre par an entre 2015 et 2019, pour un montant total annuel variant entre 10000€ et 30000€.

S'agissant des 10° et 11°, les délégations prévues s'inscrivent dans le principe de bonne administration consistant à prendre les décisions au niveau le plus approprié. Les autorisations de restauration et de mouvement de biens classés sont des décisions administratives, étant entendu que la décision de subventionner une restauration continue de relever de l'autorité politique.

De la même manière, la démarche d'ouverture de classement est essentiellement administrative, le classement définitif relevant de l'autorité politique.

L'administration reçoit annuellement entre 10 et 15 demandes de restauration. Parmi ces demandes de restauration, moins de la moitié s'accompagnent d'une demande de subvention. La demande de délégation de signature ne concerne que les demandes de restauration qui ne sont pas subsidiées par la FWB.

En ce qui concerne les demandes de déplacement, l'Administration reçoit annuellement environ 15 demandes. Ces demandes nécessitent une réponse assez rapide de la part de la Communauté française car les propriétaires et emprunteurs doivent s'organiser en amont. C'est aussi l'objectif de la délégation de signature de raccourcir les délais d'attente.

Pour le point 11, l'administration et la commission initient annuellement environ une trentaine d'ouvertures de classement.

Enfin, un point 12° a été ajouté qui concerne à octroyer délégation à l'administration en vue de l'enregistrement des armoiries et ceci en vue d'une simplification administrative.

#### Article 87

L'article définit les cas pour lesquels délégation de compétences est accordée au fonctionnaire de rang 15 du Service Général de l'Audiovisuel et des Médias des délégations spécifiques à son secteur. Il s'agit de lui permettre d'accorder les dérogations de langue (pour l'aide à la création et l'aide à la promotion) et des dérogations de lieux, de signer les contrats validant les aides décidées par la Commission de sélection des Films (CSF), de même que les conventions découlant des décisions prises dans le cadre du Fonds spécial RTBF/FWB pour la production indépendante et dans le cadre du Fonds des séries RTBF-FWB, de décider d'octroyer, ou non, une aide à l'édition en DVD/blu Ray d'un film belge, pour autant que le montant ne dépasse pas 4.500 euros, d'approuver la transmission d'une aide vers une autre personne physique ou morale.

Ces délégations permettront de faciliter les procédures administratives et d'accélérer la liquidation des aides décidées par la Commission de sélection des films, rencontrant ainsi la demande tant du Centre du cinéma et de l'audiovisuel que des acteurs du secteur.

Les 1° à 3° reprennent des délégations précédemment octroyées au secrétaire général avant que la fonction de directeur/trice du Centre du Cinéma n'ait été transféré(e) vers le fonctionnaire de rang 15. Ces délégations ont par ailleurs été précisées afin de couvrir toutes les conventions concernant des subventions aux différents stades d'un projet (écriture, développement, production) et toutes les subventions octroyées par le Service général de l'Audiovisuel et des Médias (que ce soit dans le cadre du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, dans le cadre du Fonds Spécial RTBF/FWB ou dans le cadre du Fonds Séries). Afin d'accélérer la procédure administrative, délégation est accordée directement au fonctionnaire de rang 15 du Service Général de l'Audiovisuel et des Médias.

Le 4° porte sur des arrêtés de subventions d'un montant très faible puisque limité à 4.500 €.

Le 5° concerne une délégation de signature pour des actes reposant sur des analyses techniques effectuées par des agents du SGAM relatives à la coordination de fréquences; ces actes ne permettent aucune interprétation ou marge de manœuvre car ils résultent de calculs.

La délégation prévue à l'article 6° a été ajoutée afin d'harmoniser la signature des contrats portant sur des subventions lors d'appels à projets non prévus par un texte décretaal avec la délégation visée au 1°.

Les 7° à 9° concernent des délégations relatives à l'octroi de dérogations très spécifiques prévues dans le cadre du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle. Ces dérogations, déterminées par la réglementation, relatives à des conditions de recevabilité de demandes d'aides et ensuite soumises à des instances d'avis n'entraînant pas d'importantes conséquences politiques, une délégation au fonctionnaire de rang 15 du Service Général de l'Audiovisuel et des Médias se justifie afin de diminuer sérieusement la lourdeur administrative pour le cabinet ministériel et la longueur de la procédure pour le demandeur d'aide.

Le 10° porte sur une délégation relative à une décision de cession d'aide qui est encadrée par la réglementation puisque la décision doit être rendue sur la base d'un avis de l'instance d'avis compétente et pour autant que les conditions requises pour déposer une demande d'aide soient remplies.

### 3 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les articles 69 et 87, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993 ;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1951 relatif aux inventaires, aux dépôts et aux prêts d'œuvres d'art ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 août 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2020 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française ;

Sur proposition du Ministre du Budget et de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « Ministère » : le Ministère de la Communauté française, institué au sein des services du Gouvernement par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française ;

2° « membre du personnel » : toute personne occupant un emploi, à quelque titre que ce soit, au sein des services du Gouvernement de la Communauté française ;

3° « fonctionnaire général » : le membre du personnel visé à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, en ce compris les membres du personnel désignés ad interim à une fonction de rang 15, 16, 16+ ou 17 en vertu de l'article 16 du présent arrêté ;

4° « autorité déléguante » : le ou les ministre(s) compétent(s) ;

5° « autorité déléguataire » : le fonctionnaire général à qui une délégation de compétence est accordée par le présent arrêté ;

6° « subdélégation » : l'acte par lequel une autorité déléguataire ou un subdéléguataire délègue, conformément au chapitre 2 du présent titre, à un membre du personnel soumis à son autorité hiérarchique tout ou partie des compétences qui lui sont déléguées par le présent arrêté ;

7° « subdéléguataire » : le bénéficiaire d'une subdélégation, même donnée en vertu d'une subdélégation préalable ;

8° « décret du 20 décembre 2011 » : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

9° « subventions » : les subventions définies à l'article 57 du décret du 20 décembre 2011 ;

10° « subvention nominative » : la subvention dont le bénéficiaire fait l'objet d'une inscription nominative dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du décret du 20 décembre 2011 ;

11° « subvention organique » : subvention autorisée par un acte normatif qui en fixe les conditions d'octroi et le montant (ou le mode de calcul de celui-ci) de manière ferme et définitive ;

12° « subvention facultative » : toute subvention qui n'est ni nominative ni organique au sens des points 10° et 11° ;

13° la loi marchés publics : la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

14° la loi concession : la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

15° l'arrêté royal du 18 avril 2017 : l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

16° l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

## CHAPITRE 2. — Des subdélégations

### Section 1<sup>re</sup>. — Objet et forme des actes de subdélégation

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Sauf dans les cas où le présent arrêté interdit ou limite expressément cette faculté, les autorités délégataires peuvent, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi selon les modalités définies à l'article 3, subdéléguer tout ou partie des compétences qui leur sont déléguées par ou en vertu du présent arrêté aux membres du personnel qu'elles désignent.

Les autorités délégataires ne peuvent donner délégation qu'aux membres du personnel sur lesquels elles exercent leur autorité hiérarchique.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du subdélégataire, et de celui ou ceux qui assurent sa suppléance en vertu de l'acte de subdélégation, la compétence déléguée est exercée par l'autorité délégataire compétente.

Si l'autorité délégataire est elle-même absente, la suppléance est assurée conformément au chapitre 4 du présent titre.

§ 3. La faculté de subdéléguer visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peut, sauf dans les cas où le présent arrêté le prévoit expressément, faire elle-même l'objet d'une subdélégation.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Toute subdélégation repose sur un acte écrit et préalable.

Pour être valablement formé, l'acte de subdélégation indique :

1° la date à laquelle il est établi ;

2° la compétence qui en fait l'objet et sa base légale ou réglementaire ;

3° la base réglementaire autorisant la subdélégation ;

4° la fonction et le rang de l'autorité délégataire et du subdélégataire ainsi que l'identité du subdélégataire lorsque sa fonction ne suffit pas à l'identifier ;

5° le cas échéant, si l'autorité délégataire l'estime opportun ou si le présent arrêté le prévoit, l'identité, la fonction et le rang du ou des suppléant(s) désigné(s) pour exercer la compétence déléguée en cas d'absence ou d'empêchement du subdélégataire.

§ 2. Il contient, en outre, la signature de l'autorité délégataire et du ou des subdélégataire(s).

§ 3. L'acte mentionne également la date de son entrée en vigueur, sans que celle-ci ne puisse être antérieure à sa date d'établissement, et, le cas échéant, la date à laquelle il prend fin.

En l'absence d'une mention de la date d'entrée en vigueur dans l'acte visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, celui-ci est réputé entrer en vigueur à la date de sa publication.

§ 4. Les dispositions du présent arrêté qui dérogent expressément au paragraphe 1<sup>er</sup> sont de stricte interprétation.

### Section 2. — Révocation et changement de subdélégataire

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité délégataire peut, à tout moment, décider de révoquer tout ou partie de la subdélégation accordée, moyennant un acte écrit et préalable de révocation indiquant l'identité, la fonction et le rang du membre du personnel dans le chef duquel cette révocation a lieu, ainsi que la date à laquelle elle prend effet.

§ 2. En cas de révocation pure et simple, l'acte de subdélégation établi conformément à l'article 3, prend fin de plein droit à la date d'entrée en vigueur de l'acte de révocation.

§ 3. En cas de remplacement du subdélégataire ou d'un de ses suppléants, l'acte de révocation mentionne l'identité du membre du personnel qui le remplace. Ce remplacement prend effet au jour de l'entrée en vigueur de l'acte de révocation.

Dans ce cas, une mention spéciale indiquant l'identité du remplaçant et la date à laquelle le remplacement prend effet, est apposée sur l'acte de subdélégation, lequel fait alors l'objet d'une nouvelle publication, conformément à l'article 7.

**Art. 5.** Sans préjudice de l'article 3, § 3, la subdélégation prend fin de plein droit à la date à laquelle le subdélégataire cesse définitivement d'exercer la fonction indiquée dans l'acte de subdélégation.

### Section 3. — Changement d'autorité délégataire

**Art. 6.** Au cas où l'autorité délégataire vient à changer, les actes de subdélégation pris par la précédente autorité délégataire subsistent jusqu'à leur révocation ou leur remplacement par la nouvelle autorité délégataire.

### Section 4. — De la publicité des actes de subdélégation

**Art. 7.** Les subdélégations accordées en vertu du présent arrêté sont publiées par le Ministère de la Communauté française sur le site Internet [www.galilex.cfwb.be](http://www.galilex.cfwb.be) endéans les trente jours à dater de leur signature.

Sans préjudice des autres modes de publicité qui permettent d'en assurer la publicité, les subdélégations relatives aux actes touchant les membres du personnel du Ministère leur sont opposables à dater du jour de leur publication sur le site visé à l'alinéa précédent.

Les subdélégations qui intéressent la généralité des citoyens sont publiées par le Ministère de la Communauté française au *Moniteur belge*. Elles sont opposables à dater du jour de leur publication.

CHAPITRE 3. — *Des conditions générales que doivent remplir les membres du personnel pour exercer une délégation*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les délégations de compétence et de signature prévues par ou en vertu du présent arrêté ne peuvent être exercées que par des membres du personnel.

Lorsque le présent arrêté fixe une condition de rang administratif, le membre du personnel non statutaire doit être titulaire d'une échelle pécuniaire le situant dans un rang au moins égal à celui d'un agent pouvant exercer la même délégation par ou en vertu du présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, le membre du personnel désigné ad interim pour pourvoir provisoirement au remplacement d'un membre du personnel d'un rang déterminé ou désigné pour exercer une fonction supérieure, au sens de l'arrêté du Gouvernement du 5 décembre 2008 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux relations internationales, exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté et aussi longtemps qu'un arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant conversion des grades ne sera pas entré en vigueur, le Secrétaire général peut, par acte écrit et publié selon les modalités prévues à l'article 7 du présent arrêté, assimiler les grades des membres du personnel transférés au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française depuis une administration relevant d'un autre niveau de pouvoir aux grades compris dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant Statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 9.** Les dispositions du présent arrêté relatives à l'absence d'une autorité délégataire ou d'un subdélégataire visent toutes les hypothèses d'absence fonctionnelle de la personne concernée notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures ou ad intérim sont exercées.

**Art. 10.** En cas d'urgence, les membres du Gouvernement peuvent, par écrit et dans la limite des compétences qui leur sont attribuées, accorder à tout membre du personnel des délégations de compétence ou de signature non prévues par le présent arrêté.

Les délégations accordées font l'objet d'une publication selon les modalités qui permettent d'en assurer l'opposabilité.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à moins que l'instruction ministérielle ne l'y autorise expressément, le membre du personnel qui a reçu délégation en vertu du présent article ne peut pas faire usage de la faculté de subdéléguer prévue à l'article 2.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice :

1° du contrôle et de l'exercice par les autorités délégantes ou par les autorités délégataires des compétences qu'elles ont déléguées ;

2° de l'exercice par un fonctionnaire général de rang plus élevé des compétences des autorités délégataires soumises à son autorité hiérarchique en ce compris, pour l'exercice de ces compétences, de la capacité à poser des actes de subdélégation aux mêmes conditions que l'autorité délégataire compétente.

Toute proposition formulée par un membre du personnel relative à l'accomplissement d'un acte pour lequel il ne dispose pas d'une délégation est nécessairement transmise à l'autorité délégataire ou à son subdélégataire compétent le plus proche par l'intermédiaire de chacun des supérieurs hiérarchiques qui composent la ligne hiérarchique existante entre ce membre du personnel et cette autorité.

§ 2. Les autorités délégataires peuvent, lorsqu'elles font usage de la faculté de subdéléguer prévue à l'article 2, exiger de leurs subdélégataires qu'ils leur rendent compte, sous la forme d'un rapport annuel, de l'exercice des compétences déléguées.

Dans ce cas, elles en fixent les modalités dans l'acte écrit et préalable visé à l'article 3.

CHAPITRE 4. — *Dispositions applicables en cas d'absence ou d'empêchement d'un fonctionnaire général*

**Art. 12.** Les règles de suppléance prévues au présent chapitre ne portent pas préjudice à la possibilité d'appliquer l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'absence ou d'empêchement d'une autorité délégataire.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement assure sa suppléance.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général et de l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement, la suppléance du Secrétaire général est assurée soit par l'administrateur général désigné par le Secrétaire général par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3, communiqué pour information au secrétaire du Gouvernement, soit par l'administrateur général le plus ancien en grade étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de grade, il sera tenu compte d'abord de l'ancienneté de service, ensuite de l'âge.

**Art. 14.** En cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur général, sa suppléance est exercée soit par le fonctionnaire général désigné par ledit administrateur général par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3, communiqué pour information au Secrétaire général, soit, à défaut, par le fonctionnaire général qui, au sein de l'administration générale concernée, est titulaire du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

**Art. 15.** En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur général ou d'un directeur général adjoint, les délégations qui lui sont données par ou en vertu le présent arrêté sont exercées soit par l'agent désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du Service général du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

**Art. 16.** Le membre du personnel désigné ad interim pour pourvoir provisoirement au remplacement d'un fonctionnaire général de rang 15, 16, 16+ ou 17 est investi de toutes les prérogatives qui sont déléguées par le présent arrêté au fonctionnaire général qu'il remplace.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les actes écrits et préalables établis en application du présent chapitre sont publiés selon les modalités décrites à l'article 7.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les actes qui concernent des périodes d'absence ne dépassant pas un mois ne doivent pas être publiés.

Les actes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont rendus opposables aux tiers en joignant une copie de l'acte concerné aux décisions prises en vertu de celui-ci.

## TITRE 2. — DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition liminaire*

**Art. 18.** Les délégations prévues au présent titre s'exercent sans préjudice des délégations particulières prévues au titre 3.

### CHAPITRE 2. — *Délégations en matière de personnel du Ministère*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales applicables au présent chapitre*

**Art. 19.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « Ministre » : le membre du Gouvernement ayant la Fonction publique dans ses attributions ;
- 2° « statut » : les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;
- 3° « SELOR » : la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ;
- 4° « Comité de direction » : l'organe visé à l'article 12 du statut ou le(s) membre(s) de cet organe au(x)quel(s) celui-ci a délégué tout ou partie de ses compétences ;
- 5° « le Directeur général » : le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le Secrétaire général ne peut subdéléguer les compétences exclusives qui lui sont déléguées en vertu du présent chapitre qu'au Directeur général, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

§ 2. Conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le Secrétaire général et les administrateurs généraux peuvent subdéléguer les compétences qu'ils exercent respectivement, en vertu du présent chapitre, vis-à-vis du Secrétariat général ou de l'administration générale qu'ils dirigent aux directeurs généraux soumis à leur autorité hiérarchique, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les directeurs généraux peuvent subdéléguer les compétences qui leur sont déléguées en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les cas et aux conditions prévus au présent chapitre.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, les compétences exclusives qui lui sont déléguées en vertu du présent chapitre sont exercées par le Directeur général.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du Secrétaire général et du Directeur général, les compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées, en cas d'urgence, par le fonctionnaire général de rang 15 appartenant à la même direction générale désigné par le Secrétaire général par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3, ou à défaut, par le fonctionnaire général de rang 15, appartenant à la même direction générale, ayant l'ancienneté de grade la plus élevée, étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de grade il sera d'abord tenu compte de l'ancienneté de service et ensuite de l'âge.

§ 2. Par dérogation à l'article 14, en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, d'un administrateur général ou d'un directeur général bénéficiant d'une subdélégation en application de l'article 20, § 2, les compétences qu'ils exercent respectivement, en vertu du présent chapitre, vis-à-vis du Secrétariat général, de l'administration générale ou de la direction générale qu'ils dirigent sont exercées, en cas d'urgence :

1° soit par le membre du personnel de rang 12 encadrement désigné par le fonctionnaire général absent ou empêché en vertu d'un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3 dont la publicité est assurée conformément à l'article 7 ;

2° soit, en l'absence d'une telle désignation, par le membre du personnel de rang 12 encadrement ayant le grade le plus élevé, étant entendu qu'à égalité de grade il sera tenu compte d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

Par membre du personnel de rang 12 encadrement au sens de l'alinéa précédent, il convient d'entendre le membre du personnel de rang 12 encadrement visé à l'article 2, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement.

#### *Section 2. — Délégations en matière de recrutement, de désignation, de nomination et de promotion des membres du personnel*

**Art. 22.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour :

1° représenter la Communauté française dans toutes ses relations avec le SELOR, en ce compris exercer les prérogatives qui lui sont confiées par le SELOR, se concerter avec son Directeur général et prendre les décisions relatives à l'organisation des concours visés aux articles 3, 14 à 19, 21 à 24 et 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

2° déclarer vacants :

a) les emplois du cadre des agents de niveau 1 jusqu'au rang 12 inclus, 2+, 2 et 3, désignés à cette fin par le Comité de direction ;

b) les grades d'expert en application de l'article 40/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française dans les limites de la norme de programmation fixée en application de l'article 120 du même arrêté en ce compris en ce que ces dispositions s'appliquent par référence aux membres du personnel contractuel soumis à l'article 14/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

3° admettre au stage les lauréats admis par le SELOR et pour nommer à titre définitif les agents stagiaires ou dispensés de stage conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

4° nommer en application de toutes les règles de carrière, les agents et membres du personnel de niveau 1 jusqu'au rang 12 inclus, 2+, 2 et 3 ;

5° recevoir le serment constitutionnel des agents de niveau 1, 2+, 2, et 3 ;

6° conclure les contrats d'engagement, et les avenants auxdits contrats, des membres du personnel désignés, après avis du Directeur général :

a) par le Secrétaire général, pour le personnel du Secrétariat général ;

b) par les administrateurs généraux, chacun pour ce qui concerne l'administration générale qu'il dirige ;

7° établir la proposition requise pour le changement de grade, le changement de catégorie, le changement de groupe de qualification et la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur ;

8° attribuer ou proroger les fonctions supérieures jusqu'au rang 12 inclus ;

9° pour désigner les membres de la délégation de l'autorité au sein du Comité intermédiaire de concertation du Ministère et, sur proposition des présidents des Comités de concertation de base du Ministère, chacun pour ce qui concerne le Comité qu'il préside, les membres de la délégation de l'autorité au sein des Comités, parmi lesquels le Secrétaire général désigne le Président suppléant lorsque celui-ci n'est pas désigné par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du secteur XVII – Communauté française – de Comités de concertation de base et de Comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces Comités.

10° procéder aux désignations ad intérim jusqu'au rang 12 inclus;

11° déclarer vacants les emplois de la carrière scientifique des établissements scientifiques intégrés au Ministère, admettre au stage dans ces emplois et nommer en application de toutes les règles de la carrière scientifique.

Délégation de signature est donnée au Secrétaire général pour signer les actes d'octroi des missions visées à l'article 8, § 3, dernier alinéa, de l'arrêté du 15 avril 2014 relatif à l'engagement contractuel en ce compris l'octroi du complément de traitement éventuel qui y est attaché.

Les déclarations de vacances pour des emplois de rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les nominations au rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et les attributions ou prorogations de fonctions supérieures au rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, font l'objet d'une information au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au Ministre fonctionnel, ainsi que d'un rapport d'évaluation à l'attention du Gouvernement de l'exercice de ces délégations chaque année.

Les délégations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 4°, pour ce qui concerne les emplois de rang 12, s'exercent sans préjudice des contrôles administratifs et budgétaires fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire et après avoir reçu l'accord du Ministre du Budget.

**Art. 23.** Les administrateurs généraux peuvent subdéléguer, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3, la compétence de désignation visée à l'article 22, 6°, b), aux responsables de service, chacun pour ce qui concerne les membres du personnel qui relèvent de leur service, lorsque la signature des contrats d'engagement ou les actes de mise au travail ont trait :

1° à l'exercice de fonctions jusqu'au rang 15 inclus des membres du personnel visés à l'article 2, A, de l'arrêté du Gouvernement du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française ;

2° au remplacement de membres du personnel absents pour une durée de six mois maximum.

**Art. 24.** A la demande du Ministre, le Secrétaire général informe les membres du Gouvernement en leur communiquant une liste actualisée de tous les membres du personnel dans leurs fonctions et grades réels en ce compris les fonctions supérieures éventuelles.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Les déclarations de vacances d'emploi de recrutement et engagements visés à l'article 22 sont opérés :

1° dans les limites fixées par l'arrêté du 21 juin 1999 relatif au remplacement de certains membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

2° dans les limites d'une enveloppe budgétaire propre au Secrétariat général et à chaque Administration générale.

3° le cas échéant, dans les limites des ressources qui découlent du contrat d'administration conclu en application de l'arrêté du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

§ 2. Les enveloppes budgétaires visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, sont établies par la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines en tenant compte pour le Secrétariat général et chaque administration générale du remplacement des départs définitifs et des absences temporaires non rémunérées. Toute décision légale ou exécutive restreignant ou augmentant la capacité administrative d'engagement réduit ou accroît d'autant les moyens précités.

Chaque enveloppe reprend la totalité des moyens dégagés par le personnel dont le remplacement est imposé par une norme légale ou réglementaire et 2/3 des autres moyens.

Le reliquat de 1/3 de moyens dégagés en application de l'alinéa précédent est redistribué entre les différentes enveloppes visées à l'alinéa premier par l'organe visé à l'article 12 du statut, sur proposition du Secrétaire général.

**Art. 26.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général et aux administrateurs généraux, respectivement pour ce qui concerne le Secrétariat général ou l'administration générale qu'ils dirigent, pour conclure les conventions de stage non rémunéré des étudiants.

Le Secrétaire général, les administrateurs généraux et les directeurs généraux bénéficiant d'une subdélégation en application de l'article 20, § 2, peuvent, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3, subdéléguer la compétence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux membres du personnel d'un grade de rang 12 encadrement ou au responsable d'un service lorsque ce service ne comprend pas effectivement un membre du personnel de rang 12 encadrement.

*Section 3. — Délégations en matière de conditions de travail*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général :

1° pour fixer ou modifier, sur proposition ou de l'avis préalable de l'administrateur général ou du directeur général concerné :

- a) l'affectation des agents de niveau 1 jusqu'au rang 12 inclus, 2, 2+ et 3 ;
- b) la résidence administrative desdits agents ;

2° pour fixer et liquider le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement, et fixer et liquider le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures ;

3° pour accorder et suspendre, sur proposition ou de l'avis préalable des administrateurs généraux ou des directeurs généraux concernés, le bénéfice de l'allocation forfaitaire spéciale en application de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation forfaitaire spéciale à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII ;

4° pour autoriser le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques visé à l'article 14 du statut, ainsi que pour renouveler l'autorisation de cumul ;

5° pour autoriser les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail ;

6° pour procéder aux reconnaissances administratives en application de l'article 36 du statut ;

7° pour délivrer les certificats d'identification aux membres du personnel ;

8° pour autoriser, via une convention, la mise à disposition de personnel dans le cadre de programmes de collaboration spécifiques entre administrations du secteur public belge.

Délégation de signature est donnée au Secrétaire général pour signer les actes formalisant les décisions du Comité de direction en matière de télétravail.

Les autorisations de cumul d'activités délivrées en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, aux fonctionnaires généraux sont communiquées pour information aux Ministres fonctionnellement compétents.

§ 2. Les propositions ou avis visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, sous 1°, sont formulés par les administrateurs généraux lorsqu'ils portent sur un emploi du cadre d'une administration générale non inclus dans le cadre d'une direction générale.

Ils sont formulés par les directeurs généraux lorsqu'ils portent sur un emploi du cadre d'une direction générale.

Les propositions et avis visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas requis lorsqu'est concerné un emploi du cadre du Secrétariat général non inclus dans le cadre d'une direction générale.

§ 3. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général et aux administrateurs généraux, respectivement pour ce qui concerne le Secrétariat général ou l'administration générale qu'ils dirigent, pour approuver, avant liquidation du traitement correspondant et sur avis préalable du Directeur général, l'octroi des allocations pour prestations à titre exceptionnel effectués par un membre du personnel.

*Section 4. — Délégations en matière de frais de transports et de missions*

**Art. 28.** Le Secrétaire général approuve les dépenses pour frais professionnels des administrateurs généraux et des directeurs généraux relevant du Secrétariat général.

Chaque administrateur général approuve les dépenses pour frais professionnels des directeurs généraux relevant de l'administration générale qu'il dirige.

Le fonctionnaire général dirigeant du Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie approuve les dépenses pour frais professionnels du Secrétaire général.

**Art. 29.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général:

1° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est supérieur à 625 euros ;

2° pour approuver les états de frais de route des administrateurs généraux et directeurs généraux pour ce qui concerne les frais de route correspondant à l'utilisation d'un véhicule personnel pour les besoins du service ;

3° pour approuver les états de frais de séjour des administrateurs généraux et directeurs généraux ;

4° pour mettre à disposition des administrateurs généraux et des directeurs généraux un véhicule de service ou de fonction destiné à des missions professionnelles ;

5° pour délivrer aux membres du personnel les documents relatifs à l'obtention d'un titre permanent de transport, le cas échéant diminué de la part patronale, et récupérer ledit titre de transport lorsque son bénéficiaire perd la qualité de membre du personnel.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général et aux administrateurs généraux, respectivement pour ce qui concerne le Secrétariat général ou l'administration générale qu'ils dirigent :

1° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est inférieur ou égal à 625 euros ;

2° pour autoriser le déplacement des membres du personnel relevant de leur autorité et valider les demandes de réquisitoires établis au nom desdits membres du personnel en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges ;

3° pour approuver les états de frais de route, autres que ceux visés à l'article 30, sous 2°, et de séjour des membres du personnel relevant de leur autorité ;

4° pour attribuer, dans les limites d'un maximum kilométrique fixé annuellement par le Ministre pour chaque administration générale et direction générale, un quota kilométrique aux membres du personnel qu'ils autorisent à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service et accorder à ceux-ci, en fonction de besoins spécifiques dûment justifiés, un quota kilométrique ponctuel dans les limites d'un contingent kilométrique global fixé annuellement par le Ministre pour chaque administration générale et direction générale.

§ 2. Le Secrétaire général, les administrateurs généraux et les directeurs généraux bénéficiant d'une subdélégation en application de l'article 20, § 2, peuvent subdéléguer la compétence visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, sous 2<sup>o</sup>, aux membres du personnel qu'ils désignent, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

Toutefois, nul ne peut exercer la compétence déléguée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> lorsqu'il s'agit des déplacements qu'il effectue personnellement ainsi que des déplacements effectués par un membre du personnel d'un rang équivalent ou supérieur.

§ 3. Le Secrétaire général, les administrateurs généraux et les directeurs généraux bénéficiant d'une subdélégation en application de l'article 20, § 2, peuvent, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3, subdéléguer la compétence visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, sous 3<sup>o</sup>, aux membres du personnel d'un grade de rang 12 encadrement ou au responsable d'un service lorsque ce service ne comprend pas effectivement un membre du personnel de rang 12 encadrement au moins.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des règles et conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 portant organisation des missions de service à l'étranger, délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour autoriser les missions à l'étranger des membres du personnel du Ministère lorsque ces missions ne s'inscrivent pas dans les relations bilatérales de la Communauté française, la participation des entités fédérées francophones à l'exercice de leurs compétences dans un cadre multilatéral, ou la promotion internationale de la Communauté française et lorsque la dépense à approuver pour l'accomplissement de la mission ne dépasse pas 2.500 euros.

Par dérogation à l'article 2, chaque Ministre compétent pour autoriser les autres missions à l'étranger peut, selon les modalités éventuelles qu'il détermine dans un acte écrit et préalable, déléguer au Secrétaire général tout ou partie de sa compétence.

Sauf pour ce qui concerne les missions de représentation de la Communauté française dans les Organisations internationales, le Secrétaire général peut déléguer aux administrateurs généraux, aux directeurs généraux et aux directeurs généraux adjoints, chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige et dans la limite d'une enveloppe budgétaire fixée à cette fin, la délégation visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. L'autorité déléguée transmet au Secrétariat général les données utiles à l'analyse des objectifs stratégiques et opérationnels liés à la matière considérée.

§ 2. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour accorder l'autorisation de déplacement des membres du personnel du Ministère hors du Royaume. Dans ce cadre, les règles fixées par l'arrêté ministériel du 2 juillet 2018 portant établissement d'indemnités de séjour octroyées aux membres du personnel et aux représentants du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales sont applicables.

Le Secrétaire général peut déléguer aux administrateurs généraux, aux directeurs généraux et aux directeurs généraux adjoints, chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige, la délégation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Section 5. — Délégations en matière de congés

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général :

1<sup>o</sup> pour accorder aux membres du personnel, n'appartenant pas à la catégorie des fonctionnaires généraux, les congés suivants :

- a) congé d'adoption et congé d'accueil;
- b) congé parental;
- c) congé pour raisons personnelles;
- d) congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi dans un service public ou dans l'enseignement subventionné;
- e) congé pour exercer une fonction de membre du personnel directeur ou enseignant ou une fonction d'auxiliaire d'éducation dans le secteur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- f) congé pour présenter une candidature aux élections des assemblées européennes, des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires, des conseils provinciaux et des conseils communaux;
- g) congé pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;
- h) congé pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;
- i) prestations réduites pour convenance personnelle;
- j) octroi d'une mission, en ce compris son renouvellement et la reconnaissance de son caractère d'intérêt général ;

2<sup>o</sup> pour fixer la position administrative des agents de niveau 1, 2+, 2 et 3 sur accord du Ministre dans le cas :

- a) soit d'un congé pour exercer des fonctions dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat du gouvernement fédéral, d'une communauté, d'une région ou d'un collège ;
- b) soit d'une désignation pour l'accomplissement d'une mission empêchant l'agent de s'acquitter des fonctions inhérentes à sa nomination ;

3<sup>o</sup> pour octroyer aux membres du personnel le bénéfice des mesures d'interruption de carrière et de redistribution du travail applicables auxdits membres du personnel.

§ 2. Les congés visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont accordés sur proposition ou après avis des administrateurs généraux ou des directeurs généraux concernés.

Les propositions ou avis visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont formulés par les administrateurs généraux lorsqu'ils portent sur un emploi du cadre d'une administration générale non inclus dans le cadre d'une direction générale.

Ils sont formulés par les directeurs généraux lorsqu'ils portent sur un emploi du cadre d'une direction générale.

**Art. 33.** Délégation de compétence est donnée aux fonctionnaires généraux, respectivement pour ce qui concerne les services qu'ils dirigent :

1<sup>o</sup> pour accorder, aux membres du personnel relevant de leur autorité, les congés annuels de vacances, les congés pour motif impérieux d'ordre familial, les congés de circonstances et pour force majeure et les congés exceptionnels ;



2° pour accorder, après avis du Directeur général, des congés aux membres du personnel n'appartenant pas à la catégorie des fonctionnaires généraux dans les cas suivants :

- a) pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- b) pour exercer un mandat politique ou une fonction qui peut y être assimilée.

Les fonctionnaires généraux peuvent subdéléguer la compétence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sous 1°, aux responsables de service chacun pour ce qui concerne les membres du personnel qui relèvent de leur service, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

*Section 6. — Délégations en matière de maladie, d'incapacité ou d'accidents du travail*

**Art. 34.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général:

1° pour prendre les actes administratifs nécessaires lorsque l'Administration de l'expertise médicale (MEDEX) conclut à l'incapacité du candidat ou du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension ;

2° pour mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité et pour fixer le traitement d'attente à octroyer aux agents concernés ;

3° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le service de contrôle médical a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel ;

4° pour accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en ce compris pour attribuer à un accident la qualification juridique d'« accident du travail » ou d'« accident survenu sur le chemin du travail » et diligenter les recours contre les tiers responsables.

*Section 7. — Délégations relative à la suspension et prise de fin des fonctions*

**Art. 35.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général:

1° pour placer un agent en non-activité, s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé ;

2° pour suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service, à l'exception des fonctionnaires généraux mandataires ;

3° en ce qui concerne les membres du personnel n'appartenant pas à la catégorie des fonctionnaires généraux :

a) pour accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, la démission de leurs fonctions ;

b) pour mettre d'office à la retraite les membres du personnel visés à l'article 83, §§ 3 à 6, de la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978 ;

c) pour fixer le droit à la pension à charge du Trésor des membres du personnel visés sous a) et b) ;

4° pour licencier les membres du personnel engagés par contrat en ce compris pour faute grave ;

5° pour désigner le membre du personnel appelé à défendre la proposition contestée devant la Chambre de recours.

*CHAPITRE 3. — Délégations en matière de marchés publics*

**Art. 36.** Les limites financières des délégations prévues par le présent chapitre s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'application des dispositions prévues aux paragraphes 2 et 3, le pouvoir de passer un marché ou une concession et de renoncer à attribuer un marché ou une concession, d'adhérer à une centrale d'achats et de conclure tout autre contrat public quel qu'il soit, sont délégués aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe 1, dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon la procédure retenue.

En application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les autorités délégataires peuvent subdéléguer tout ou partie des compétences qui leur sont déléguées par le présent chapitre, dans les limites strictement définies par les articles 39, 40 et 41.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le pouvoir de passer un marché fondé sur un accord-cadre, est délégué aux membres du personnel de rang 12 encadrement.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les marchés de fournitures et de services relatifs aux dépenses de fonctionnement et dont les montants sont imputables sur un programme fonctionnel d'une division organique du budget au sens de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1°, du décret 20 décembre 2011 sont délégués, soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'administration générale ou la direction générale qu'ils dirigent lorsque le montant de ces marchés excède les limites financières mentionnées au regard de leur fonction dans le tableau repris à l'annexe 1.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les marchés de travaux et les marchés de fournitures et de services accessoires aux marchés de travaux sont délégués au Directeur général des Infrastructures pour ce qui concerne les marchés passés par la direction générale qu'il dirige lorsque le montant de ces marchés excède les limites financières mentionnées au regard de sa fonction dans le tableau repris à l'annexe 1.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les marchés de services visés à l'article 88 de la loi marchés publics sont délégués, soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'administration générale ou la direction générale qu'ils dirigent lorsque le montant de ces marchés excède les limites financières mentionnées au regard de leur fonction dans le tableau repris à l'annexe 1.

§ 6. Les marchés visés aux paragraphes 3 à 5 font l'objet d'une programmation annuelle qui est envoyée au Ministre fonctionnel et au Ministre du Budget

La programmation annuelle reprendra l'ensemble des engagements et liquidations prévus pour l'année visée ainsi qu'une projection sur les 4 années suivantes pour tous les marchés visés aux paragraphes 3 à 5 programmés

Les marchés visés aux paragraphes 3 à 5 qui, à l'attribution, dépassent 110% du montant qui a été inscrit dans la programmation annuelle et qui dépassent les seuils fixés à l'annexe 1, font l'objet d'une information complémentaire au Ministre fonctionnel et au Ministre du Budget.

Aucun marché ne pourra être attribué au-delà des crédits disponibles sur l'article budgétaire à charge duquel il a été programmé.

Les dossiers inscrits à la programmation annuelle, pourront faire l'objet d'un engagement budgétaire dans le courant de l'année en cours et l'année suivante.

Tant que la programmation annuelle n'est pas transmise, aucun engagement budgétaire ne pourra être pris pour des marchés visés aux paragraphes 3 à 5, hormis si le marché soumis à l'engagement était prévu dans la programmation précédente.

La programmation sera présentée au Ministre fonctionnel et Ministre du Budget pour le 31 janvier de chaque année au plus tard.

De plus, lors de la présentation de la programmation, un rapport d'exécution de l'année précédente sera également présenté.

**Art. 38.** Le pouvoir de décider du changement de procédure de passation et de passer le marché selon la procédure prévue par les articles 38, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c), de la loi du 17 juin 2016, est délégué aux membres du personnel qui ont passé le marché en application de l'article 37.

Lorsque le Gouvernement ou le ministre a attribué le marché initial, les pouvoirs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont délégués soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'administration générale ou la direction générale qu'ils dirigent.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup> Le pouvoir de répéter des services et travaux ou d'acquérir un complément de fournitures en application des articles 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b), de la loi du 17 juin 2016 et le pouvoir de reconduire le marché en application de l'article 57, alinéa 2, de la loi du 17 juin 2016, sont délégués aux membres du personnel qui ont attribué le marché en application de l'article 37.

Les membres du personnel précité peuvent subdéléguer les pouvoirs qui leurs sont délégués en vertu de l'alinéa premier à un membre du personnel de rang 12 encadrement ou plus, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

§ 2. Lorsque le Gouvernement ou le ministre a attribué le marché initial, les pouvoirs visés au § 1<sup>er</sup> sont délégués soit au Secrétaire général, soit à l'Administrateur général, soit au Directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'administration générale ou la direction générale qu'ils dirigent.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de l'article 52, la compétence de prendre les mesures et décisions ayant trait à l'exécution d'un marché public ou d'une concession est déléguée aux membres du personnel qui ont attribué le marché en application de l'article 37.

Les membres du personnel précité peuvent subdéléguer les pouvoirs qui leurs sont délégués en vertu de l'alinéa premier à un ou plusieurs membres du personnel de rang 12 encadrement ou plus, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation pouvant figurer dans les documents du marché ou dans le courrier de notification de l'attribution du marché. Dans ce cas, les conditions énoncées à l'article 3 ne sont pas applicables.

§ 2. La compétence de lever une tranche conditionnelle et de lever une option est déléguée aux membres du personnel ayant attribué le marché en application de l'article 37.

Les membres du personnel précité peuvent subdéléguer les pouvoirs qui leurs sont délégués en vertu de l'alinéa premier à un membre du personnel de rang 12 encadrement ou plus, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

En ce qui concerne les tranches conditionnelles et options à lever ayant trait à l'exécution des marchés attribués par le ministre ou par le Gouvernement, délégation de compétence est donnée au Secrétaire général, à l'administrateur général ou au directeur général respectivement pour ce qui concerne les marchés passés par le Secrétariat général, l'administration générale ou la direction générale qu'ils dirigent.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les compétences suivantes sont réservées au Secrétaire général :

1<sup>o</sup> la compétence d'exclure un adjudicataire des marchés du Ministère pour une durée déterminée, en application de l'article 48 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ;

2<sup>o</sup> la compétence d'appliquer les sanctions, prévues à l'article 49 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, en cas de découverte d'un acte, une convention ou une entente susceptible de fausser les conditions normales de la concurrence.

§ 4. Par dérogation à l'article 2, la compétence d'appliquer les moyens d'action du pouvoir adjudicateur, prévus aux articles 45 à 48, 50 et 51 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, ne peut être subdéléguée qu'à un membre du personnel de rang 12 encadrement au moins.

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup> La compétence d'approuver les modifications au marché visées aux articles 38, 38/1, 38/2, 38/4, 38/9, 38/10, 38/11 et 38/12 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est déléguée aux membres du personnel qui ont attribué le marché en application de l'article 37.

Les membres du personnel précité peuvent subdéléguer les pouvoirs qui leurs sont délégués en vertu de l'alinéa premier à un membre du personnel de rang 12 encadrement ou plus, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

§ 2. La compétence d'approuver les modifications au marché visées aux articles 38/3, 38/5, 38/7 et 38/8 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est déléguée à un membre du personnel de rang 12 encadrement ou plus, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation.

**Art. 42.** Par dérogation à l'article 13, en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, les délégations qui lui sont délégués par la présente section sont exercées par les administrateurs généraux, chacun pour ce qui concerne les attributions dévolues à l'Administration générale qu'il dirige.

Pour ce qui concerne le Secrétariat général, ou en cas d'absences conjuguées du Secrétaire général et de l'administrateur général concerné, les délégations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées par l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement.

CHAPITRE 4. — *Délégations en matière de subventions*

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 59 à 63 et de la compétence du Gouvernement ou du Ministre compétent de déterminer la manière de répartir les fonds en cas d'insuffisance des crédits budgétaires, délégation de compétence est donnée aux fonctionnaires généraux chacun dans le cadre des attributions dévolues à leurs services respectifs, pour

1° les arrêtés d'octroi de :

a) toute subvention organique;

b) toute subvention nominative;

c) toute subvention facultative faisant l'objet d'une convention pluriannuelle ou d'un contrat-programme en cours ou d'une aide au projet pluriannuelle dont l'octroi, le montant et la durée a préalablement fait l'objet d'une décision du Ministre compétent ou du Gouvernement;

d) remboursement au Fonds Ecureuil de toute avance de fonds accordée aux bénéficiaires repris sur la liste établie par les ministres fonctionnellement compétents conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds ;

2° toute convention de mise à disposition ou de prêt à titre gratuit de matériel, accordée conformément à l'article 57, alinéa 2, 2° du décret du 20 décembre 2011, dont la valeur est inférieure ou égale à 25.000 euros.

§ 2. Sans préjudice des articles 59 à 63, délégation de signature est donnée aux fonctionnaires généraux chacun dans le cadre des attributions dévolues à leurs services respectifs, pour signer à la demande du Ministre compétent tout arrêté d'octroi de toute subvention non visée au § 1<sup>er</sup>, le cas échéant après avis préalable des organes consultatifs.

Par organe consultatif, l'on entend au sens de la présente disposition : « les conseils, commissions, comités et autres organes, quelle que soit leur dénomination, chargés principalement d'assister de leur avis, d'initiative ou sur demande, le Gouvernement, un ou plusieurs ministres. ».

§ 3. Les délégations visées aux paragraphes 1 et 2 s'exercent sans préjudice des contrôles administratifs et budgétaires fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire et après avoir reçu l'accord du Ministre du Budget.

Les fonctionnaires généraux, chacun dans le cadre des attributions dévolues à leurs services respectifs, peuvent solliciter l'accord du Ministre du budget sur les projets d'arrêtés et de convention faisant l'objet des délégations reprises au paragraphe 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE 5. — *Délégations en matière financière*

**Art. 44.** Sans préjudice des délégations données aux administrateurs généraux, aux directeurs généraux et aux directeurs généraux adjoints, délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour :

1° désigner les trésoriers et receveurs du Ministère ;

2° contrôler les comptes rendus par les receveurs et les trésoriers et les produire à la Cour des comptes ;

3° autoriser la remise ou la reprise aux Domaines d'objets mobiliers sans emploi jusqu'à un montant maximum de 10.000 euros ;

4° approuver les déclarations spéciales à la T.V.A..

Délégation de compétence est donnée aux fonctionnaires généraux et aux directeurs, chacun dans le cadre des attributions dévolues à leurs services respectifs, pour :

1° engager budgétairement les dépenses se rapportant à un engagement juridique qu'ils sont habilités à prendre par délégation ;

2° constater les droits en faveur des tiers, assurer leur liquidation et donner l'ordre de leur paiement ;

3° constater les droits à charge des tiers et donner l'ordre de leur recouvrement ;

4° approuver les comptes à rendre par les trésoriers et receveurs du Ministère.

Par dérogation à l'article 2, les compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article ne peuvent être subdéléguées qu'après avoir recueilli l'avis du Directeur général de la Direction générale du Budget et des Finances.

CHAPITRE 6. — *Délégations diverses*

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée aux fonctionnaires généraux, chacun dans le cadre des attributions dévolues à leurs services respectifs, pour :

1° valider la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission ;

2° délivrer les copies et extraits de documents déposés aux archives de leurs services ;

3° fixer le prix de vente des publications et de tous documents y assimilés, édités à charge des crédits inscrits au budget du Ministère ;

4° accomplir tout acte dans le cadre du traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ;

5° sans préjudice des règles et délégations applicables aux procédures de marché public, signer les conventions relatives à la cession, l'acquisition, le transfert, la prise ou la mise en licence de droits de propriété intellectuelle.

§ 2. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour :

1° solliciter une consultation préalable de l'autorité de protection de données sur les traitements de données à caractère personnel dans le cadre de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

2° accomplir tout acte prescrit par la législation belge relative aux données à caractère personnel et le Règlement européen 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel ;

3° conclure la convention cadre conclue entre les services du Gouvernement et l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et de l'article 10, § 2, de l'arrêté du

Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

4° valider les fiches reprises en annexe de la convention cadre visée au point 2°, établies en vertu de l'article 4, § 3, du décret du 25 octobre 2018 repris au point 2°.

5° conclure les contrats d'exécution portant sur des missions délocalisées de l'ETNIC au Ministère.

### TITRE 3. — DÉLÉGATIONS PARTICULIÈRES

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Délégations particulières au Secrétariat général

##### Section 1<sup>re</sup>. — Délivrance des accusés de réceptions

**Art. 46.** Délégation est donnée aux membres du personnel de niveau 1 des services dépendant du Secrétariat général pour signer les accusés de réception du courrier adressé au Ministère de la Communauté française, à l'exception des citations en justice et des actes des huissiers de justice.

Le cas échéant, le membre du personnel concerné renvoie l'huissier de justice vers le cabinet du Ministre-Président, conformément à l'article 82 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

##### Section 2. — Délégations en matière judiciaire et de publication au *Moniteur belge*

**Art. 47.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général dans les matières suivantes:

1° pour ester en justice, y déposer plainte au-delà de ce qu'impose l'article 29 du Code d'instruction criminelle, participer à une médiation pénale et transiger;

2° pour diligenter les procédures contentieuses, en ce compris représenter la Communauté française dans les actes de procédure et aux audiences, et désigner les avocats conformément à la réglementation relative aux marchés publics;

3° pour interjeter appel et se pourvoir en cassation d'une décision judiciaire intervenue dans des dossiers contentieux dont la gestion a été confiée au Ministère de la Communauté française ;

4° pour procéder aux déclarations de tiers saisi ou cédé, aux médiations de dettes, aux délégations judiciaires, aux ouvertures de crédit et aux nantissements de créances dans les matières relevant du contentieux pécuniaire du Ministère ;

5° pour valider les « bons à tirer » à destination du *Moniteur belge*.

Sauf pour ce qui concerne la matière des répétitions d'indû ainsi que la matière des accidents de travail, la délégation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, s'exerce après information adressée au Ministre fonctionnellement compétent au minimum 3 jours avant l'exercice de la compétence.

Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le Secrétaire général ne peut déléguer les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa 1<sup>er</sup> qu'à des membres du personnel de niveau 1, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3.

##### Section 3. — Délégations relatives à l'Agence francophone pour l'Education et la Formation tout au long de la vie

**Art. 48.** Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour approuver les délégations octroyées par le Comité de gestion de l'Agence francophone pour l'Education et la Formation tout au long de la vie aux membres de sa cellule exécutive sur proposition de son Directeur.

##### Section 4. — Délégations particulières à la Direction générale des Infrastructures

###### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Définitions particulières à la présente section

**Art. 49.** Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1° « Directeur général » : le directeur général de la Direction générale des Infrastructures ;

2° « membre du personnel » : le membre du personnel, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 1°, qui est affecté à la Direction générale des Infrastructures ;

3° « SPABS » : une des six sociétés publiques créées par le décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics ;

4° « autorité propriétaire » : le ministre compétent ou le Conseil d'administration de la SPABS compétente, selon que l'immeuble concerné appartient à la Communauté française ou à une SPABS ;

5° « ministre compétent » : le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la gestion de l'immeuble concerné.

###### Sous-section 2. — Dispositions générales

**Art. 50.** La compétence territoriale des services extérieurs s'exerce dans les limites de la province où ils ont respectivement leur siège, sauf en ce qui concerne :

1° la Direction régionale de Bruxelles en charge des infrastructures scolaires de la Communauté française (WBE), dont la compétence territoriale s'exerce dans les limites de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° la Direction régionale de Bruxelles en charge des infrastructures scolaires subventionnées, dont la compétence territoriale s'exerce dans les limites de la Région de Bruxelles-Capitale et dans la Province du Brabant-wallon.

Le Directeur général peut désigner tout agent de niveau 1 au moins relevant de la Direction générale des Infrastructures pour assumer à l'administration centrale, dans les matières qui ne relèvent pas de la compétence des services extérieurs, tout ou partie des mêmes compétences que celles dévolues aux directeurs en application de la présente sous-section.

**Art. 51.** En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, la suppléance est assurée par le fonctionnaire général de rang 15 désigné par le Directeur général par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3 ou, à défaut, par le fonctionnaire général de rang 15 ayant l'ancienneté de grade la plus élevée, étant entendu qu'à égalité d'ancienneté dans le grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

## Sous-section 3. — Délégations en matière de marchés publics

**Art. 52.** La compétence de prendre les mesures et décisions ayant trait à l'exécution d'un marché public ou d'une concession visées à l'article 40, est également déléguée aux membres du personnel de niveau 1 à qui le Directeur général a confié la direction d'un service en charge des infrastructures.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent subdéléguer les pouvoirs qui leurs sont délégués en vertu du présent article à tout membre du personnel, quel que soit son rang, moyennant un acte écrit et préalable de délégation établi conformément à l'article 3.

**Art. 53.** Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française, du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné et du Fonds de garantie des bâtiments scolaires, le Directeur général et les directeurs généraux adjoints sont compétents pour conclure et approuver, dans les limites financières afférentes à leur fonction respective fixées en annexe 1, les marchés de travaux, de fournitures et de services relatifs aux objets suivants :

1° aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services dépendant de leurs services ;

2° entretien et réparation desdits locaux;

3° achat, location, entretien et réparation du matériel et du mobilier, achat de fournitures consommables de fonctionnement, fournitures de services, dépenses de consommation, achat de documentations;

4° moyens de communication et d'information en rapport avec les missions du service.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'achat de véhicules automobiles est subordonné à l'accord préalable du ministre ayant les bâtiments scolaires dans ses attributions.

**Art. 54.** En matière informatique, pour les besoins des services à comptabilité autonome relevant de la Direction générale des Infrastructures, le directeur général est compétent pour établir les cadres généraux de collaboration avec d'autres pouvoirs publics ainsi qu'avec des prestataires publics et privés, à condition que ces cadres généraux soient conformes au plan stratégique du numérique et de l'informatique défini en vertu du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française.

Dans ce cadre, il peut acquérir du matériel, des logiciels ou des services en matière informatique dont l'estimation financière, au moment de la passation du marché, ne dépasse pas 250.000 euros.

## Sous-section 4. — Acquisitions, aliénations et droits réels

**Art. 55.** Délégation de compétence est donnée au Directeur général pour :

1° négocier les conventions relatives aux opérations immobilières translatives ou constitutives de droits réels ;

2° conclure lesdites conventions, après accord de l'autorité propriétaire, et procéder à toutes les formalités utiles à cet effet, en ce compris la signature de l'acte authentique, dans le respect des conditions éventuellement émises par l'autorité propriétaire.

Au sens du présent article, l'autorité propriétaire vise également l'autorité qui s'apprête à acquérir l'immeuble ou le droit réel concerné.

## Sous-section 5. — Locations et occupations

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée au directeur général pour :

1° négocier les conventions de prise en location et d'occupation d'immeubles, ainsi que leurs avenants ;

2° conclure les conventions visées sous 1° et leurs avenants, pour autant que la durée du bail ou de l'occupation n'excède pas six années et que le montant du loyer annuel soit inférieur à 50.000 euros hors charges et hors indexation éventuelle ;

3° négocier les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs et conclure celles-ci jusqu'à un montant maximal de 30.000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée ;

4° hormis les cas visés sous les points 1° à 3°, procéder à toute démarche et approuver tout document se rapportant à l'exécution des conventions visées sous 1°, en ce compris les états des lieux.

Sans préjudice de la compétence du Directeur général visée sous 3°, délégation de compétence est donnée respectivement aux fonctionnaires généraux dirigeant le Service général du Patrimoine et de la Gestion immobilière et le Service général des Infrastructures scolaires subventionnées pour négocier et conclure les conventions réglant les dégâts locatifs afférents aux locaux occupés par les services dépendant de leur service général, jusqu'à un montant de 2.500 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour :

1° pour conclure les conventions de prise en location et d'occupation d'immeubles, ainsi que leurs avenants, pour autant que la durée du bail ou de l'occupation n'excède pas six années et que le montant du loyer annuel soit inférieur à 100.000 euros hors charges et hors indexation éventuelle ;

2° pour conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs jusqu'à un montant maximal de 67.000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

§ 3° Au-delà des montants fixés au paragraphe 2, lesdites conventions sont signées par le Directeur général, après accord du ministre compétent ou du gouvernement selon le montant et/ou la durée de la convention.

Dans cette hypothèse, le Directeur général peut procéder à toutes les formalités utiles à cet effet, en ce compris la signature éventuelle d'un acte authentique, dans le respect des conditions éventuellement émises par le ministre compétent.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée au Directeur général pour :

1° négocier les conventions de mise en location ou de mise à disposition d'immeubles, ainsi que leurs avenants ;

2° conclure les conventions visées sous 1° et leurs avenants, pour autant que la durée d'occupation ne dépasse pas cinq jours ;

3° négocier les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs et signer celles-ci jusqu'à un montant maximal de 10.000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

4° hormis les cas visés aux points 1° à 3°, procéder à toute démarche et approuver tout document se rapportant à l'exécution des conventions visées sous 1°, en ce compris les états des lieux.

§ 2. Délégation de compétence est donnée au Secrétaire général pour :

1° pour conclure les conventions de mise en location ou de mise à disposition d'immeubles, ainsi que leurs avenants, pour autant que la durée d'occupation ne dépasse pas 30 jours ;

2° pour conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs jusqu'à un montant maximal de 30.000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

§ 3. Au-delà de la durée ou du montant fixés au paragraphe 2, lesdites conventions sont signées par le Directeur général, après accord du ministre compétent ou du gouvernement selon le montant et/ou la durée de la convention.

Dans cette hypothèse, le Directeur général peut procéder à toutes les formalités utiles à cet effet, en ce compris la signature éventuelle d'un acte authentique, dans le respect des conditions éventuellement émises par le ministre compétent.

Sous-section 6. — Délégations particulières aux immeubles appartenant à la Communauté française en copropriété

**Art. 58.** Délégation de compétence est donnée au Directeur général pour autoriser et approuver toute intervention en assemblée générale des copropriétaires et tout procès-verbal y relatif, pour autant que l'éventuel engagement financier à charge de la Communauté française soit inférieur à 31.000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée et qu'aucun transfert de droits réels n'y soit accepté.

En dehors des cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute intervention en assemblée générale des copropriétaires et tout procès-verbal y relatif, ne peut être autorisée ou approuvée par le Directeur général qu'après accord du ministre compétent.

Sous-section 7. — Délégations relatives aux subventions en matière d'infrastructures scolaires

**Art. 59.** Au sens de la présente sous-section, il faut entendre par :

1° « le Ministre » : le membre du Gouvernement ayant les bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné dans ses attributions ;

2° « le Service général » : le Service général des Infrastructures scolaires subventionnées ;

3° « le Directeur général adjoint » : le fonctionnaire général dirigeant le Service général ;

4° « fonctionnaire délégué » : le fonctionnaire représentant, sous son autorité directe, le Directeur général adjoint dans un service extérieur de la Direction générale des Infrastructures ;

5° « le décret du 5 février 1990 » : le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ;

6° « le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné » : le service administratif à comptabilité autonome institué par l'article 7 du décret du 5 février 1990 ;

7° « le Fonds de garantie » : le service administratif à comptabilité autonome institué par l'article 9 du décret du 5 février 1990 ;

8° « CRAC » : le service autonome de la Région wallonne créé par le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne ;

9° « Programme prioritaire de travaux » : le programme de subventionnement prévu par le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit ; des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés et subventionnés par la Communauté française ;

10° « le Fonds de création de places » : le service administratif à comptabilité autonome institué par l'article 13bis du décret du 5 février 1990.

**Art. 60.** Les fonctionnaires délégués procèdent à toutes les mesures d'instruction des dossiers de demande de subvention en matière d'infrastructures scolaires.

Ils présentent au Directeur général adjoint les propositions d'octroi de subventions

**Art. 61.** Pour les dossiers qui concernent un financement via le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, le CRAC, le Fonds de création de places et le Programme prioritaire des travaux, le Directeur général adjoint a délégation pour procéder et faire procéder à toutes les mesures d'instruction du dossier et pour correspondre, dans le cadre des mesures d'instruction des dossiers, avec tous services et administrations compétents, les décisions de subventions étant toutefois signées par le Ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, in fine, délégation est donnée au Directeur général adjoint pour signer, pour autant qu'ils n'impliquent pas un engagement financier complémentaire :

1° toute dépêche rectifiant le montant d'une promesse ou d'un accord ferme de subsides ;

2° tout arrêté de décompte final, y compris ceux relatifs à des dossiers « CRAC »

3° tout accord de subvention du Programme prioritaire des travaux ne nécessitant pas la dérogation du Gouvernement.

**Art. 62.** Pour les dossiers qui concernent un financement via le fonds de garantie, le Directeur général adjoint a délégation pour procéder et faire procéder à toutes les mesures d'instruction du dossier, ainsi que pour correspondre, dans le cadre des mesures d'instruction des dossiers, avec tous services et administrations compétents et prendre toutes décisions conformes aux habilitations qui lui sont données en application du règlement visé à l'article 10, § 5, alinéa 2, 2°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 63.** Dans le cadre des compétences du Service général, délégation de compétence est donnée au Directeur général adjoint pour :

1° procéder à la liquidation des acomptes de subvention, au fur et à mesure de la réalisation des travaux concernés, ou le cas échéant, par tranches, dans les limites des décisions de subventionnement accordées ;

2° approuver les acomptes de subvention à liquider dans le cadre du Programme prioritaire de travaux ;

3° approuver le montant définitif de la subvention à charge du Programme prioritaire de travaux octroyée par le Ministre ou le Gouvernement ;

4° autoriser un pouvoir organisateur à débiter les travaux présentant un caractère d'extrême urgence préalablement à la sollicitation d'une subvention à charge du Programme prioritaire de travaux ;

5° conclure les conventions particulières relatives au financement exceptionnel des bâtiments scolaires du réseau officiel subventionné, conclues en application de l'article 7, § 6, 3°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, suite aux accords fermes de subventions donnés par le Ministre.

CHAPITRE 2. — *Délégations particulières à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du centre pour mineurs dessaisis*

**Art. 64.** Délégation de compétence est donnée aux conseillers et conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse et aux directeurs et aux directeurs adjoints de la protection de la jeunesse pour intervenir, au nom de la Communauté française, dans les actions en justice visées aux articles 27, 36, 44 et 54 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

CHAPITRE 3. — *Délégations particulières à l'Administration générale du Sport*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 65.** Au sens du présent chapitre, il faut entendre par « Ministre », le membre du Gouvernement qui a les sports dans ses attributions.

**Art. 66.** Toutes les délégations particulières données en vertu du présent chapitre sont limitées au montant des crédits inscrits au budget des dépenses du secteur francophone du Fond des Sports.

**Art. 67.** Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général pour engager et ordonnancer les dépenses qui concernent :

1° sans préjudice de l'article 74, 2°, les frais de réception découlant de cérémonies officielles ;

2° les engagements, pour des prestations annuelles totales ne dépassant pas un tiers du nombre d'heures que constitue une fonction à prestations complètes, des collaborateurs occasionnels, chargés de tâches pédagogiques et d'encadrement, et des personnes chargées du titulariat ou de l'enseignement des cours de moniteurs sportifs organisés par la Communauté française, conformément aux taux de rémunération et, s'il échet, aux normes d'engagement approuvés par le Ministre ;

3° l'application des diverses conventions d'engagement signées par le Ministre ;

4° l'engagement d'étudiants, destinés aux centres sportifs et à l'encadrement d'événements sportifs exceptionnels, conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2011 portant des mesures en vue de l'instauration d'une cotisation de solidarité pour l'occupation d'étudiants non assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés et de ses arrêtés royaux d'application relatifs au contrat d'occupation d'étudiants ;

5° les engagements, à titre exceptionnel, de collaborateurs occasionnels chargés de tâches techniques liées à la restauration, à l'hébergement, au nettoyage, à la maintenance à la conciergerie, à seule fin d'assurer la continuité du service à rendre aux clients en cas d'absence inopinée du personnel permanent et le besoin de palier à cette absence, dans les plus brefs délais, et dans l'attente de l'effectivité du contrat de remplacement du membre du personnel absent ;

6° la fixation et la liquidation des traitements, allocations et indemnités du personnel engagé en application des points 2°, 4° et 5° ;

7° l'application des conventions passées par le Ministre avec les associations sans but lucratif chargées de la gestion des centres sportifs et notamment l'intervention dans les dépenses résultant de l'occupation des installations gérées par ces associations.

Les membres du personnel, quelle que soit leur incorporation au sein de l'Administration générale du Sport, qui se sont vus déléguer les compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 4° et 5°, transmettent à l'Administrateur général un programme trimestriel d'activités, une prévision mensuelle d'occupation, des tableaux attestant le volume des prestations pédagogiques hebdomadaires ainsi qu'un original de chaque contrat d'engagement qu'ils concluent.

*Section 2. — Subdélégations aux membres du personnel affectés aux services centraux de l'Administration générale du Sport*

**Art. 68.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les délégations accordées à l'Administrateur général en vertu de l'article 68, peuvent être subdéléguées aux membres du personnel affectés aux services centraux de l'Administration générale du Sport dans les limites énoncées dans la présente section.

**Art. 69.** La compétence visée à l'article 67, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ne peut être subdéléguée qu'à un fonctionnaire général de rang 15.

**Art. 70.** Les compétences visées à l'article 67, alinéa 1<sup>er</sup>, sous les points 2°, 4°, 6° et 7°, peuvent être subdéléguées à un membre du personnel de rang 12 encadrement au moins, pour ce qui concerne les attributions des services placés sous son autorité.

Le membre du personnel désigné, en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5°, pour suppléer le membre du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> en cas d'absence ou d'empêchement doit être titulaire d'un grade de rang 10 au moins.

*Section 3. — Subdélégations aux membres du personnel affectés aux services extérieurs de l'Administration générale du Sport*

**Art. 71.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les délégations accordées à l'Administrateur général en vertu de l'article 67, peuvent être subdéléguées aux membres du personnel affectés aux services extérieurs de l'Administration générale du Sport dans les limites énoncées dans la présente section.

**Art. 72.** Les compétences visées à l'article 67, alinéa 1<sup>er</sup>, sous les points 2° et 3°, peuvent être subdéléguées aux membres du personnel de niveau 1 du service d'inspection, dans le cadre des attributions des services placés sous leur autorité.

**Art. 73.** Peuvent être subdéléguées aux membres du personnel chargés de la direction d'un centre sportif, les compétences visées à l'article 67, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° sous les points 3°, 6° et 7° ;

2° sous les points 2° et 4°, pour autant que l'engagement des collaborateurs occasionnels et des étudiants soit effectué à des fins d'encadrement et pour assurer le bon fonctionnement des activités sportives organisées par la Communauté française, en ce compris les activités de type résidentiel ;

**Art. 74.** Par dérogation à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, la compétence d'engager et d'ordonnancer les dépenses qui concernent la passation et l'exécution de marchés de travaux, de fournitures et de services directement liés à l'exercice de leurs missions est déléguée :

1° aux membres du personnel de niveau 1 du service d'inspection, jusqu'à concurrence de 2.500 euros HT.V.A. pour ce qui concerne spécifiquement les dépenses liées à l'organisation d'événements et d'activités sportives portés par leurs propres services;

2° aux membres du personnel chargés de la direction d'un centre sportif, jusqu'à concurrence de 2.500 euros HT.V.A. ; cette limite est portée à 5.000 euros HT.V.A. pour les dépenses relatives à l'achat de produits destinés à la nourriture des stagiaires et à l'entretien des locaux et des installations du centre ; les dépenses relatives à la consommation d'énergie, les communications téléphoniques et l'affranchissement du courrier ne sont pas limitées.

Au-delà des seuils visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou pour ce qui concerne les dépenses non visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sous 2°, la compétence d'engager ou d'ordonnancer les dépenses qui concernent la passation et l'exécution de marchés de travaux, de fournitures et de services est attribuée aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe 1, dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon le mode de passation retenu et le type de marché.

**Art. 75.** En cas d'absence des membres du personnel visés aux articles 72 à 74, les compétences qui leur ont été subdélégées en vertu desdits articles sont exercées par le membre du personnel permanent désigné, en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5°, pour assurer leur suppléance ou, à défaut, par le membre du personnel permanent, affecté audit service, bénéficiaire de l'échelle de rémunération la plus élevée et justifiant de la plus grande durée de services ininterrompus

#### CHAPITRE 4. — Délégués particuliers à l'Administration générale de l'Enseignement

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 76.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par « Administrateur général » : le fonctionnaire général dirigeant l'Administration générale de l'Enseignement.

##### Section 2. — Délégués particuliers à l'Administrateur général

**Art. 77.** Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général pour conclure les avenants à la convention spécifique entre les Fonds sociaux de formation du secteur non marchand (asbl FE.BI-APEF) et l'Enseignement de Promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française.

##### Section 3. — Délégués particuliers en matière de personnel de l'enseignement

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup> Délégation est donnée à l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et aux directeurs généraux dirigeant chaque direction générale de cette administration générale, chacun pour les attributions dévolues à l'administration ou à la direction générale qu'il dirige, dans les matières suivantes :

1° fixation et liquidation des traitements et des subventions – traitements, allocations et indemnités octroyées à titre temporaire ou définitif aux membres des différents personnels de l'enseignement et assimilés;

2° adoption des fiches de traitements, des mandats, ordonnances de paiement, ordonnances de régularisation, dépêches agréant l'engagement ou la nomination à titre définitif des membres du personnel de l'enseignement et assimilés;

3° octroi ou vérification des conditions d'octroi des congés, absences et disponibilités accordés aux membres des personnels de l'enseignement et assimilés - à l'exception des congés annuels, des congés de circonstance et congés de force majeure - en ce compris l'autorisation d'exercer une activité lucrative pendant ceux - ci et la reprise anticipée des fonctions durant ceux - ci, à l'exception des congés pour mission octroyés en vertu des articles 5 et 14 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° autorisation de prolongation des fonctions jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle le membre du personnel est admissible à la pension pour le membre du personnel bénéficiant d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour le membre du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale secondaire et supérieur admis à la pension et susceptible d'exercer une fonction en pénurie jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ce membre du personnel atteint l'âge de 67 ans, pour le membre du personnel de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale secondaire et supérieur admis à la pension de retraite et susceptible d'exercer le fonction d'expert dans l'enseignement de promotion sociale jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ce membre du personnel a atteint l'âge de 70 ans, pour le membre du personnel des Hautes Ecoles, des Ecoles Supérieures des Arts et des Instituts Supérieurs d'Architecture admis à la pension de retraite et susceptible de se voir confier un mandat de conférencier dans une Ecole Supérieure des Arts à concurrence de 120/600<sup>ème</sup> au maximum jusqu'à la fin de l'année académique au cours de laquelle le membre du personnel a atteint l'âge de 70 ans et pour le membre du personnel des Hautes Ecoles, des Ecoles Supérieures des Arts et des Instituts Supérieurs d'Architecture qui a atteint l'âge légal de la retraite et susceptible de se voir autoriser à être maintenu en activité de service pour une durée maximum d'une année renouvelable une seule fois ;

5° autorisation des mises en disponibilité par défaut d'emploi et pour cause de maladie des membres du personnel de l'enseignement et assimilés;

6° traitement des demandes d'accès à la pension;

7° autorisation des mesures d'écartement des femmes enceintes et allaitantes ;

8° octroi de dérogations linguistiques ;

9° octroi de dérogations de titres ;

10° octroi de dérogations de nationalité pour les fonctions d'inspecteur, de directeur de zone et de délégué au contrat d'objectifs, à l'exception de celle faisant l'objet d'un avis défavorable de l'Office des Etrangers du SPF Intérieur pour raisons de sécurité publique ;

11° reconnaissance de fonction principale dans l'enseignement pour les membres du personnel ayant exercé une activité indépendante en cumul avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;



12° reconnaissance de l'expérience utile pour toutes les fonctions qui ne sont pas visées par le champ d'application du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

13° reconnaissance de notoriété professionnelle ou scientifique dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long;

14° gestion administrative et pécuniaire des carrières des médiateurs scolaires engagés sous contrat ;

15° fixation des rentes d'invalidité et des rentes pour les conjoints ou les cohabitants légaux survivants, pour les enfants et les parents de la victime en application directe de la réglementation fédérale applicable en matière d'accident de travail ou d'accident sur le chemin du travail, dans les matières relevant de la compétence du Service des Accidents du travail ;

16° adoption des décisions de déclaration de guérison sans incapacité permanente de travail destinées aux membres du personnel de l'enseignement et assimilés ;

17° adoption, en exécution des propositions requises, des arrêtés de désignation des membres et rapporteurs, à l'exclusion des Présidents et Secrétaires, des instances suivantes : Chambres de recours, Commission DE BONDT, Commissions zonales de gestion des emplois, Commissions centrales de gestion des emplois, Commissions zonales de réaffectation, Commissions centrales de réaffectation, Commissions de gestion des emplois pour les maîtres de religion et les professeurs de religion, Chambres de recours, Commissions paritaires, Commission de reconnaissance d'expérience utile, Commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété, Commission interréseaux des titres de capacité, Commission permanente et interréseaux des statuts, Commissions zonales et interzonales d'affectation du personnel, Commission permanente de promotion et de sélection, Commission de réaffectation du personnel technique des CPMS, Commission d'affectation pour les maîtres et professeurs de religion, Commission d'habilitation à enseigner en langue d'immersion et jurys chargés de délivrer des brevets de sélection et de promotion ;

18° adoption des arrêtés individuels relatifs aux membres des personnels de l'enseignement et assimilés et exécutant des décisions ministérielles à l'exception des actes de nomination et des actes infligeant une peine disciplinaire ;

19° autorisation de proposer la désignation, l'entrée en stage et la nomination des membres des personnels de l'enseignement et assimilés dans l'hypothèse où le candidat ne serait pas de conduite irréprochable ;

20° autorisation de démission volontaire des membres des personnels de l'enseignement et assimilés.

§ 2. L'Administrateur général, les Directeurs généraux peuvent, chacun en ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration ou à la direction générale qu'il dirige, déléguer à un membre du personnel de niveau 1 au moins les compétences visées au § 1<sup>er</sup>.

L'Administrateur général de l'Administration de l'enseignement peut déléguer les compétences visées au § 1<sup>er</sup> au Directeur général des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Directeur général des personnels de l'enseignement ou au Directeur général adjoint du service général de gestion des personnels de l'enseignement, indépendamment de leurs attributions respectives.

Les Directeurs généraux et Directeurs généraux adjoints qui se sont vu déléguer des attributions en application de l'alinéa 2 peuvent, suivant les règles de délégation fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, subdéléguer ces attributions.

Les subdélégations visées aux alinéas précédents font l'objet d'un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3.

*Section 4. — Délégations particulières pour ce qui concerne les compétences dévolues à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et à la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique*

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup>. Délégation est donnée à l'administrateur général et aux directeurs généraux de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique, chacun pour ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration ou à la direction générale qu'il dirige, dans les matières suivantes :

1° signature des diplômes, certificats et attestations d'études. L'Administrateur général et le Directeur général peuvent déléguer cette compétence à un membre du personnel de niveau 1 au moins ;

2° octroi des équivalences d'études et des décisions de reconnaissance professionnelle pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement ;

3° admission aux subventions des écoles et centres psycho-médico-sociaux;

4° engagement et liquidation des dotations de fonctionnement aux établissements d'enseignement et Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que les subventions diverses, report des crédits y afférents;

5° octroi des dérogations et dispenses prévues aux articles 56, 56 bis et 58 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

6° octroi de l'autorisation de changement d'établissements introduit conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 79, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

7° autorisation d'engagement d'un enseignant temporaire en remplacement d'un membre du personnel en formation, en application de l'article 16 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

8° octroi des dérogations prévues à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé de la Communauté française;

9° homologation prévue à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique appropriée à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention, ainsi que l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES;

10° décision motivée de subventionnement de la charge de cours attribuée à un intervenant en application de l'article 28 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

- 11° appréciation des intitulés des diplômes en fonction de la spécialité à enseigner, aux termes de l'article 100, § 5, du décret visé au 10°;
- 12° octroi des dispenses du titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement visées à l'article 104 du décret visé au 10°;
- 13° désignation des membres et des délégués de la Communauté française siégeant dans les Commissions d'examen habilitées à délivrer les certificats d'aptitude pédagogique à l'enseignement, aux termes des articles 112 et 114 du décret visé au 10°;
- 14° octroi des autorisations prévues à l'article 1<sup>er</sup>, § 4*bis*, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, modifié par le décret du 13 juillet 1998 ;
- 15° octroi de la dérogation prévue à l'article 6 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;
- 16° octroi des dérogations prévues à l'article 9 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;
- 17° octroi de l'autorisation de changement de cours de langue pour un élève fréquentant la 6<sup>e</sup> année primaire tel que prévu à l'article 7 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;
- 18° octroi des dérogations prévues aux articles 13, § 3, 14, § 2, et 15, § 3 et § 4, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;
- 19° reconnaissance des qualifications en application des articles 10, 11, 12, 13, 15 et 16, du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques ;
- 20° octroi de la dérogation pour les élèves reconnus comme sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, prévue à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1<sup>er</sup>, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;
- 21° octroi de la dérogation prévue à l'article 63 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;
- 22° approbation annuelle de la liste des organismes visés à l'article 12, 1°, et 3°, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;
- 23° octroi des autorisations concernant la prise en charge d'un élève par un des services aux articles 1.7.1-29 à 31 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun ;
- 24° autorisations à donner aux institutions d'enseignement supérieur (universitaires et non universitaires) pour accepter des dons et des legs;
- 25° octroi de la dérogation pour l'organisation des stages à l'étranger visé par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante nursing » du 3<sup>ème</sup> degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7<sup>ème</sup> année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice »;
- 26° octroi de la dérogation pour l'organisation de stages pendant les vacances scolaires prévue à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement visé au 26° ;
- 27° octroi de la dérogation pour l'organisation de stages pendant les vacances scolaires prévue à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers ;
- 28° octroi des autorisations prévues aux articles 20, § 4, alinéa 5, et 23*bis*, § 3, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- 29° octroi des dérogations prévues aux articles 6*ter* et 10/1 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;
- 30° octroi des dispenses d'interrogations prévues à l'article 6, § 2, du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française;
- 31° octroi de l'encadrement des établissements scolaires conformément aux dispositions des décrets du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 32° octroi de la dérogation prévue à l'article 1.9.3-2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, alinéa 2, du décret du 3 mai 2019 précité, pour l'organisation des épreuves d'évaluation sommative dans l'enseignement qualifiant ;
- 33° octroi de la dérogation prévue à l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;
- 34° signature, en exécution des propositions requises, des arrêtés de désignation des membres, à l'exclusion des Présidents et Secrétaires, du Jury chargé de délivrer le certificat d'aptitudes pédagogiques;
- 35° octroi de l'autorisation à titre exceptionnelle prévue à l'article 37, alinéa 5, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ;
- 36° désignation des membres des Commissions linguistiques instituées par le décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques, des membres du jury institué par le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement et des membres du jury institué par l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 fixant le programme d'examens linguistiques pour les professeurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique.

§ 2. L'Administrateur général, les Directeurs généraux peuvent, chacun en ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration ou à la direction générale qu'il dirige, déléguer à un membre du personnel de niveau 1 au moins les compétences visées au § 1er.

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. Délégation est donnée à l'administrateur général et au Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique pour signer :

1° les décisions relatives aux demandes d'agrément des professionnels des soins de santé pris en application de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, ainsi que pour les décisions de reconnaissance de diplômes européens prises en application du chapitre 9 de la même loi;

2° les décisions de maintien, retrait, suspension et recouvrement d'agrément;

3° l'approbation des plans de stages des candidats médecins spécialistes, candidats médecins généralistes, candidats dentistes spécialistes, candidats dentistes généralistes et candidats pharmaciens hospitaliers, l'approbation des modifications de ces plans de stage, ainsi que toutes les décisions en rapport avec ces plans de stage, prises en application de la loi coordonnée du 10 mai 2015;

4° les décisions relatives aux arrêts de formation pour l'obtention d'un titre professionnel particulier réservé aux praticiens de l'art médical ou aux praticiens de l'art dentaire, prises, soit à la demande du candidat, soit sur base du constat, par le maître de stage, que le candidat n'est pas apte à exercer la discipline choisie;

5° les décisions relatives aux demandes d'attestation d'enregistrement comme aide-soignant, prises en application de la loi coordonnée du 10 mai 2015;

6° les attestations de conformité d'un titre de formation à la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

7° les décisions d'irrecevabilité d'une demande d'agrément, d'enregistrement ou de valorisation des acquis, selon le cas, pour les professions visées par la loi coordonnée du 10 mai 2015;

8° les décisions d'irrecevabilité d'une demande de reconnaissance de qualifications professionnelles visée au chapitre 9 de la même loi ;

9° les actes relatifs à l'octroi des allocations et des prêts d'études relevant de la compétence de la Direction des Allocations et Prêts d'études, en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles ayant au moins 3 enfants;

10° les désignations des membres du Conseil d'appel et du Conseil supérieur compétents en matière d'Allocations et Prêts d'études en application du décret réglant pour la Communauté française les Allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983;

11° les fixations et liquidation des allocations, subventions ou rentes régies par des normes organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le mode de calcul de ce montant pour ce qui concerne les allocations et prêts d'études.

§ 2. L'Administrateur général, les Directeurs généraux peuvent, chacun en ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration ou à la direction générale qu'il dirige, déléguer à un membre du personnel de niveau 1 au moins les compétences visées au § 1er.

**Art. 81.** Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général et au Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique pour désigner, sur proposition de l'Académie de recherche et d'Enseignement supérieur, les membres des sections de la Commission d'équivalence telle que prévue par l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger.

Cette compétence peut être déléguée, moyennant un acte écrit et préalable de subdélégation établi conformément à l'article 3, à un membre du personnel de niveau 1.

*Section 5. — Délégations particulières pour ce qui concerne les compétences dévolues à la Direction générale du Pilotage du système éducatif*

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. Le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif est le fonctionnaire général visé aux articles 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33, alinéa 2, 60, § 2, 83, alinéa 3, 106, alinéa 3, 133, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 139, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

§ 2. Dans le même décret, le fonctionnaire général visé aux articles 4, §§ 3 et 4, 5, §§ 4 à 7, 6, §§ 2 et 3, et 7, §§ 3 et 4, est l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement.

**Art. 83.** Le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif est le fonctionnaire général visé à l'article 25 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs.

**Art. 84.** Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général et au Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif pour conclure les conventions sectorielles spécifiques entre l'Administration générale de l'Enseignement et les différents secteurs professionnels.

**Art. 85.** Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général et au Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif pour octroyer la dispense telle que prévue à l'article 10, § 4, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement.

*CHAPITRE 5. — Délégations particulières à l'Administration générale de la Culture*

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Délégation de compétence est donnée à l'Administrateur général de l'Administration générale de la Culture :

1° pour conclure les conventions de transfert de documents de la Réserve centrale de la Communauté française conclues dans le cadre de la politique d'élagage et de réorientation de certains documents;

2° pour exercer le droit de préemption lors d'achat de biens culturels mobiliers en vente publique sur décision du Ministre compétent ou du Gouvernement indiquant les pièces pouvant faire l'objet d'une préemption ainsi que le montant maximal qui pourra être engagé;

3° pour accorder les prêts et dépôts d'œuvres d'art visés par les articles 8, 9 et 13 de l'arrêté royal du 8 mars 1951 relatif aux inventaires, aux dépôts et aux prêts d'œuvres d'art et conclure les conventions y afférentes;

4° pour délivrer les autorisations d'exportations des biens culturels ;

5° pour octroyer la reconnaissance aux personnes morales et physiques en application de l'article 32 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène;

6° pour adopter les arrêtés de subvention d'aides à la diffusion octroyées à charge des programmes relevant du service de la diffusion des arts de la scène

7° pour conclure les contrats de prêts sans intérêt accordé aux libraires et aux éditeurs, après avis de la Commission des Ecritures et du Livre ;

8° pour délivrer les autorisations de restauration ou de mouvement des biens classés visées à l'article 7 du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, ainsi que les autorisations de restauration ou de mouvement des biens en cours de classement placés sur la liste de sauvegarde visée à l'article 12 du même décret pour autant que la dépense engendrée ne dépasse pas 6.000 EUR, à charge du budget de la Communauté française ;

9° pour prendre la décision d'entamer la procédure de classement des biens culturels mobiliers, qualifiés de trésors, visée aux articles 4 et 5 du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française.

10° pour autoriser l'enregistrement des armoires visé à l'article 9 du décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française ainsi que pour prononcer la modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement en vertu de l'article 10 du même décret.

§ 2. Par dérogation à l'article 14, en cas d'absence ou d'empêchement de l'Administrateur général, les délégations prévues au § 1<sup>er</sup> sont exercées par les fonctionnaires généraux de rang 15 chacun pour les attributions dévolues à leur administration respective.

**Art. 87.** Délégation de compétence est donnée au fonctionnaire de rang 15 du Service général de l'Audiovisuel et des Médias pour:

1° conclure tout contrat type visé à l'article 11, 5°, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle dans le cadre de l'octroi d'une aide à la création d'œuvres audiovisuelles prévue au titre IV du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle ;

2° conclure toute convention dans le cadre de l'octroi d'une subvention relative au Fonds Spécial RTBF/ Fédération Wallonie Bruxelles/ Producteurs Indépendants conformément à la convention conclue entre la Communauté française, la RTBF et les associations professionnelles intervenant dans la production indépendante ;

3° conclure toute convention dans le cadre de l'octroi d'une subvention relative au Fonds FWB-RTBF pour les séries belges conformément à la convention du 22 janvier 2014 entre la Communauté française et la RTBF ;

4° adopter tout arrêté de subvention d'aide à l'édition des films belges francophones en DVD/Blue ray d'un montant égal ou inférieur à 4.500 euros ;

5° adopter tout acte relatif à la coordination des fréquences conformément aux accords de Genève de 1984 pour la FM et de 2006 pour le DVB-T et le DAB-T ;

6° conclure toute convention dans le cadre d'un appel à projets après l'accord préalable du Ministre quant à la décision d'accorder la subvention et au modèle de la convention et sur le contenu de l'appel à projets préalable s'il s'agit d'une nouvelle initiative expérimentale non prévue par un texte décretaal ;

7° accorder ou refuser, dans le cadre d'une aide à la promotion, une dérogation à la condition d'avoir sa version originale en langue française, en application de l'article 29, 2°, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle;

8° dans le cadre d'une demande d'aide à l'organisation d'événements, en application de l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 relatif aux aides à la promotion d'œuvres audiovisuelles, rendre éligible comme séance publique événementielle, une diffusion dans un autre lieu qu'une salle de cinéma ou un lieu de diffusion reconnu si ce lieu est en lien direct avec la thématique du film concerné ou permet de toucher un public spécifique lié à la thématique ou à la nature du film.;

9° accorder ou refuser, dans le cadre d'une aide à la création ou d'une aide à la promotion, une dérogation à la condition de la réalisation intégrale ou principale en version originale en langue française, en application respectivement des annexes 2, 3, 4, 4/1, 4/2, 4/3 en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création et en application des annexes 3, 4 et 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 relatif aux aides à la promotion d'œuvres audiovisuelles ;

10° accorder ou refuser, dans le cadre d'une aide à la création d'œuvres audiovisuelles, l'autorisation de céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée à une autre personne physique ou morale, en application de l'article 14/1, alinéa 2, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

#### TITRE 4. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES ET FINALES

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Art. 88.** A l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, aux 3° et 4°, repris sous le titre « Dossiers B », les mots « et directeur » sont abrogés.

**Art. 89.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 43 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement » ; 2° au point 3°, b), les mots « investissements directs, » sont abrogés ;

3° il est inséré un 9° rédigé comme suit : « 9° les conventions de prise en location d'immeubles dont le montant du loyer annuel est inférieur à 250.000 EUR, pour autant que la durée du bail ou de l'occupation n'excède pas six années ; »

4° il est inséré un 11°, rédigé comme suit :

« 11° le classement des biens culturels mobiliers, en ce compris les trésors, en application du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française ».

**Art. 90.** A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° sont insérés avant le 1<sup>er</sup> alinéa les mots suivants : « Sans préjudice des délégations prévues à l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, » ;

2° le tableau est remplacé par le tableau suivant :

	<b>Procédure ouverte Procédure restreinte Dialogue compétitif</b>	<b>Procédures d'exception, hors dialogue compétitif, concessions</b> <i>(soit la procédure négociée sans publication préalable, la procédure concurrentielle avec négociation, la procédure négociée directe avec publication préalable, le partenariat d'innovation, les procédures relatives aux services sociaux et autres services spécifiques, <u>procédure sui generis</u> avec publication préalable de la loi marchés publics,...)</i>
<b>Marchés de travaux, de fournitures ou de services</b>	Montant correspondant au seuil européen de publicité pour les travaux	Montant correspondant au double du seuil prévu par l'article 41, § 1 <sup>er</sup> , 2°, de la loi marchés publics

**Art. 91.** L'article 15, § 2, du même arrêté est abrogé.

**Art. 92.** Dans l'article 15 du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Est également soumise à l'accord du Gouvernement la conclusion des baux de location dont le montant du loyer annuel est supérieur à 250.000 EUR.

**Art. 93.** A l'article 15, § 4, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° sont insérés avant le 1<sup>er</sup> alinéa les mots suivants : « Sans préjudice des conventions de marché conjoint et sous réserve de l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française » ;

2° un second alinéa rédigé comme suit est inséré : « Pour le calcul des seuils prévus au § 1<sup>er</sup>, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention ».

**Art. 94.** L'article 15, § 5, du même arrêté est abrogé.

**Art. 95.** A l'article 16 du même arrêté, les mots « et 124, § 1<sup>er</sup>, 5° » sont abrogés.

**Art. 96.** L'article 17, 1° et 2°, du même arrêté sont abrogés.

**Art. 97.** L'article 18 du même arrêté est abrogé.

**Art. 98.** A l'article 19 du même arrêté, les mots « ou l'article 7 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux » sont abrogés.

#### CHAPITRE 2. — Dispositions abrogatoires

**Art. 99.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française est abrogé.

**Art. 100.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2016 portant délégations en matière d'Enseignement organisé par la Communauté française - Ministère de la Communauté française est abrogé.

**Art. 101.** L'article 15 de l'arrêté royal du 8 mars 1951 relatif aux inventaires, aux dépôts et aux prêts d'œuvres d'arts est abrogé.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires

**Art. 102.** Les subdélégations données antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent de produire leurs effets jusqu'à leur remplacement ou leur révocation en vertu du présent arrêté.

**Art. 103.** Les demandes de dérogation de nationalité, en application des dispositions visées par le décret du 20 juin 2013 relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, introduites pour les années scolaires antérieures à l'année scolaire 2013-2014 et sur lesquelles la Communauté française ne s'est pas encore prononcé sont réputées avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'Office des étrangers et peuvent être accordées par l'Administrateur général de l'Enseignement ou le membre du personnel de niveau 1 qu'il délègue à cet effet.

**Art. 104.** L'article 37, §§ 3 à 6, entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

**Art. 105.** Le membre du Gouvernement ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement,  
Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

## Annexe 1

ANNEXE 1<sup>re</sup> A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE PORTANT DELEGATIONS DE COMPETENCE ET DE SIGNATURE AUX FONCTIONNAIRES GENERAUX ET A CERTAINS AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Tableau reprenant les fonctions visées à l'article 37

	<i>Procédure ouverte – procédure restreinte – dialogue compétitif – partenariat d'innovation – concession et tout autre contrat public</i>	<i>Procédure concurrentielle avec négociation – procédure négociée directe avec publication préalable – procédure sui generis avec publication préalable de l'article 89, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 17 juin 2016</i>	<i>Procédure négociée sans publication préalable et marché de faible montant</i>
<i>Secrétaire général</i>	500.000	250.000	Seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> de l'arrêté royal du 18 avril 2017.
<i>Administrateur général</i>	250.000	125.000	100.000
<i>Directeur général</i>	187.500	100.000	85.000
<i>Directeur général adjoint</i>	125.000	75.000	50.000
<i>Directeur</i>	seuil des marchés de faibles montants visé à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016		

Les montants repris au tableau ci-dessus sont exprimés en euros et s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

\*\*\*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certaines autres agents des services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française.

Bruxelles, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement,  
Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/15525]

**3 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 69 en 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1951 betreffende de inventarissen, de bewaargeving en de bruiklening van kunstwerken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 augustus 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 september 2020 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken ;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

## TITEL 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Ministerie » : het Ministerie van de Franse Gemeenschap, ingesteld binnen de diensten van de Regering bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap ;

2° « personeelslid » : iedere persoon die in welke hoedanigheid dan ook een betrekking bekleedt binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

3° « ambtenaar-generaal » : het personeelslid bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de personeelsleden die ad interim aangesteld worden in een ambt van rang 15, 16, 16+ of 17 overeenkomstig artikel 16 van dit besluit ;

4° « delegerende overheid » : de bevoegde minister(s) ;

5° « delegatie-houdende overheid » : de ambtenaar-generaal aan wie een bevoegdheidsdelegatie bij besluit wordt verleend ;

6° « subdelegatie » : de akte waarbij een delegatie-houdende overheid of een subgedelegeerde, overeenkomstig hoofdstuk 2 van deze titel, aan een personeelslid dat onder zijn hiërarchisch gezag staat, alle of een deel van de hem/haar verleende bevoegdheden delegeert ;

7° « subgedelegeerde » : de begunstigde van een subdelegatie, zelfs op grond van een voorafgaande subdelegatie verleend ;

8° « decreet van 20 december 2011 » : het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

9° « subsidies » : de subsidies bepaald in artikel 57 van het decreet van 20 december 2011 ;

10° « nominatieve subsidie » : de subsidie waarvoor de begunstigde met naam is ingeschreven in de tabel van de basisartikelen bedoeld in artikel 8, § 4, 6°, van het decreet van 20 december 2011 ;

11° « organieke subsidie » : een subsidie die is toegestaan bij een normatieve akte die de voorwaarden voor de toekenning ervan en het bedrag (of de berekeningswijze ervan) op een vaste en definitieve wijze vaststelt ;

12° « facultatieve subsidie » : elke subsidie die noch nominatief noch organiek is in de zin van de punten 10° en 11° ;

13° de wet op de overheidsopdrachten : de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

14° de concessiewet : de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten ;

15° het koninklijk besluit van 18 april 2017 : het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

16° het koninklijk besluit van 14 januari 2013 : het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

### HOOFDSTUK 2. — *Subdelegaties*

#### *Afdeling 1. — Voorwerp en vorm van akten van subdelegatie*

**Art. 2.** § 1. Behalve in gevallen waarin dit besluit deze mogelijkheid uitdrukkelijk verbiedt of beperkt, kunnen de delegatie-houdende overheden, door middel van een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie, opgesteld overeenkomstig de nadere regels van artikel 3, de door dit besluit toegewezen bevoegdheden of een deel daarvan delegeren aan de personeelsleden die zij aanwijzen.

De delegatie-houdende overheden mogen alleen delegatie verlenen aan de personeelsleden over wie zij hun hiërarchische gezag uitoefenen.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de subgedelegeerde, en van de persoon(nen) die op grond van de akte van subdelegatie voor zijn vervanging moet(en) zorgen, wordt de delegatie-houdende bevoegdheid uitgeoefend door de bevoegde delegatie-houdende overheid.

Indien de delegatie-houdende overheid zelf afwezig is, wordt voor de plaatsvervangende gezorgd overeenkomstig hoofdstuk 4 van deze titel.

§ 3. De bevoegdheid tot subdelegatie bedoeld in paragraaf 1 kan, behoudens in gevallen waarin dit besluit daarin uitdrukkelijk voorziet, niet worden gesubdelegeerd.

**Art. 3.** Elke subdelegatie is gebaseerd op een schriftelijke en voorafgaande akte.

Om geldig te worden opgesteld, vermeldt de akte van subdelegatie :

1° de datum waarop deze is vastgesteld ;

2° de bevoegdheid die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst en haar wettelijke of regelgevende basis ;

3° de regelgevende basis die subdelegatie verleent ;

4° het ambt en de rang van de delegatie-houdende overheid en de subgedelegeerde alsook de identiteit van de gesubdelegeerde indien zijn ambt niet volstaat om hem te identificeren ;

5° desgevallend, indien de delegatie-houdende overheid dit gepast acht of indien dit besluit erin voorziet, de identiteit, het ambt en de rang van de plaatsvervanger (s) die is/zijn aangewezen om de verleende bevoegdheid uit te oefenen in geval van afwezigheid of verhindering van de subgedelegeerde.

§ 2. Hij bevat ook de handtekening van de delegatie-houdende overheid en van de subgedelegeerde (n).

§ 3. De akte vermeldt ook de datum van inwerkingtreding, maar deze mag niet vroeger zijn dan de datum van de vaststelling ervan en, in voorkomend geval, de datum waarop deze eindigt.

Bij gebrek aan vermelding van de datum van inwerkingtreding van de akte bedoeld in het eerste lid, wordt deze geacht in werking te treden op de datum van bekendmaking ervan.

§ 4. De bepalingen van dit besluit die uitdrukkelijk van paragraaf 1 afwijken, worden strikt geïnterpreteerd.

#### *Afdeling 2. — Afzetting en wijziging van subgedelegeerde*

**Art. 4.** § 1. De delegatie-houdende overheid kan te allen tijde beslissen de verleende subdelegatie geheel of gedeeltelijk af te zetten door middel van een schriftelijke en voorafgaande afzettingsakte waarin de identiteit, het ambt en de rang worden vermeld van het personeelslid met betrekking tot wie een dergelijk ontslag is verleend, alsook de datum waarop deze van kracht wordt.

§ 2. In geval van definitieve afzetting eindigt de overeenkomstig artikel 3 vastgestelde akte van subdelegatie van rechtswege met ingang van de datum van inwerkingtreding van de akte van afzetting.

§ 3. In geval van vervanging van de subgedelegeerde of van één van zijn plaatsvervangers, vermeldt de akte van afzetting de identiteit van het personeelslid dat hem vervangt. Deze vervanging gaat in op de dag van de inwerkingtreding van de akte van afzetting.

In dit geval wordt een speciale vermelding van de identiteit van de opvolger en van de datum waarop de vervanging van kracht wordt, op akte van subdelegatie aangebracht, die vervolgens opnieuw wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 7.

**Art. 5.** Onverminderd artikel 3, § 3, wordt de subdelegatie van rechtswege beëindigd op de datum waarop de gesubdelegeerde het ambt vermeld in de subdelegatie-akte definitief ophoudt te bekleden.

#### *Afdeling 3. — Wijziging van delegatie-houdende overheid*

**Art. 6.** Indien de delegatie-houdende overheid gewijzigd wordt, blijven de akten van subdelegatie die door de eerdere delegatie-houdende overheid werden genomen, geldig totdat deze wordt afgezet of vervangen door de nieuwe delegatie-houdende overheid

#### *Section 4. — Bekendmaking van de akten van subdelegatie*

**Art. 7.** De subdelegaties die verleend worden krachtens dit besluit, worden door het Ministerie van de Franse Gemeenschap bekendgemaakt op de website [www.gallilex.cfwb.be](http://www.gallilex.cfwb.be) binnen de dertig dagen na de ondertekening ervan.

Onverminderd andere vormen van bekendmaking, kunnen subdelegaties met betrekking tot aakten die personeelsleden van het ministerie betreffen, tegen hen worden ingeroepen vanaf de dag van hun bekendmaking op de site bedoeld in het vorige lid.

De subdelegaties die betrekking hebben op de meeste burgers, worden door het Ministerie van de Franse Gemeenschap in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Ze zijn afdwingbaar vanaf de dag van de bekendmaking ervan.

#### *HOOFDSTUK 3. — Algemene voorwaarden waaraan personeelsleden moeten voldoen om een delegatie uit te oefenen*

**Art. 8.** § 1. De delegaties van bevoegdheid en ondertekening bedoeld bij of krachtens dit besluit kunnen alleen worden uitgeoefend door personeelsleden.

Wanneer dit besluit een voorwaarde van administratieve rang vaststelt, moet het niet-statutaire personeelslid een weddeschaal genieten die ten minste gelijk is aan die van een personeelslid dat bij of krachtens dit besluit dezelfde delegatie kan uitoefenen

Voor de toepassing van dit besluit oefent een lid van het personeel dat ad interim is aangewezen om een personeelslid van een bepaalde rang voorlopig te vervangen of dat is aangewezen om een hoger ambt te vervullen in de zin van het besluit van de Regering van 5 december 2008 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen, alle prerogatieven uit die met dit ambt gepaard gaan.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit en zolang een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de omzetting van graden niet in werking is getreden, kan de Secretaris-generaal, bij schriftelijke akte en bekendgemaakt volgens de nadere regels bedoeld in artikel 7 van dit besluit, de graden van de personeelsleden die binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van een administratie van een ander gezagsniveau overgeplaatst worden, gelijkstellen met de graden die opgenomen zijn in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 9.** De bepalingen van dit besluit die betrekking hebben op het ontbreken van een delegatie-houdende overheid of een gesubdelegeerde, hebben betrekking op alle hypothesen van ambtelijke afwezigheid van de betrokken persoon, met name de afwezigheid van de titularis die de betrokken betrekking uitoefent, behalve wanneer de hogere of ad interim ambten worden uitgeoefend.

**Art. 10.** In geval van nood kunnen de leden van de Regering, schriftelijk en binnen de grenzen van de hun toegekende bevoegdheden, aan elk personeelslid een bevoegdheids- of ondertekeningsdelegatie verlenen waarin dit besluit niet voorziet.

De verleende delegaties zijn onderworpen aan een bekendmaking volgens de nadere regels die hun afdwingbaarheid garanderen

In het geval bedoeld in het eerste lid en tenzij de ministeriële instructie dit uitdrukkelijk toestaat, kan het personeelslid dat op grond van dit artikel een delegatie heeft gekregen, geen gebruik maken van de mogelijkheid tot subdelegatie bedoeld in artikel 2.

**Art. 11.** § 1. De delegaties van bevoegdheden die bij of krachtens dit besluit worden verleend, worden uitgeoefend onverminderd :

1° de controle en uitoefening door de delegerende overheden of de delegatie-houdende overheden van de bevoegdheden die zij hebben gedelegeerd;

2° de uitoefening door een ambtenaar-generaal van hogere rang van de bevoegdheden van de delegatie-houdende overheden onderworpen aan zijn hiërarchische gezag met inbegrip, voor de uitoefening van deze bevoegdheden, van de mogelijkheid om onder dezelfde voorwaarden als de bevoegde delegatie-houdende overheid de akten van subdelegatie te verrichten.



Elk voorstel van een personeelslid met betrekking tot de uitvoering van een akte waarvoor hij geen delegatie heeft, wordt noodzakelijkerwijs doorgegeven aan de bevoegde delegatie-houdende overheid of aan haar dichtstbijzijnde subgedelegeerde via elk van de hiërarchische meerderen die deel uitmaken van de bestaande hiërarchische lijn tussen dat personeelslid en die overheid.

§ 2. De delegatie-houdende overheden kunnen, bij de uitoefening van de bevoegdheid tot subdelegatie bedoeld in artikel 2, vereisen dat hun gesubdelegeerden hen verslag uitbrengen in de vorm van een jaarverslag over de uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden.

In dat geval leggen zij de nadere regels vast in de in artikel 3 bedoelde voorafgaande schriftelijke akte.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen die van toepassing zijn bij afwezigheid of verhindering van een ambtenaar-generaal*

**Art. 12.** De plaatsvervangingsregels bedoeld in dit hoofdstuk doen geen afbreuk aan de mogelijkheid om artikel 11, § 1, eerste lid, toe te passen in geval van afwezigheid of verhindering van een delegatie-houdende overheid.

**Art. 13.** § 1. Onverminderd artikel 21, § 1, bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal, treedt de administrateur-generaal van de Algemene administratie Onderwijs op als zijn plaatsvervanger.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal of de administrateur-generaal van de Algemene administratie Onderwijs wordt de Secretaris-generaal vervangen door hetzij de administrateur-generaal die door de Secretaris-generaal wordt aangesteld door een voorafgaande en schriftelijke akte die overeenkomstig artikel 3 wordt opgesteld en ter informatie aan de secretaris van de Regering wordt meegedeeld, hetzij door de administrateur-generaal met de oudste ranganciënniteit, met dien verstande dat bij gelijke anciënniteit in de rang zal eerst met de dienstanciënniteit en vervolgens met de leeftijd rekening gehouden worden.

**Art. 14.** Bij afwezigheid of verhindering van een administrateur-generaal wordt de administrateur-generaal vervangen door de ambtenaar-generaal aangesteld door de betrokken administrateur-generaal door een voorafgaande en schriftelijke akte die overeenkomstig artikel 3 wordt opgesteld en ter informatie aan de Secretaris-generaal wordt meegedeeld, ofwel bij ontstentenis hiervan, door de ambtenaar-generaal die binnen de betrokken algemene administratie titularis is van de hoogste graad met dien verstande dat bij gelijke anciënniteit in de graad zal eerst met de graadanciënniteit en vervolgens met de dienstanciënniteit en daarna met de leeftijd rekening gehouden worden.

**Art. 15.** Bij afwezigheid of verhindering van een directeur-generaal of een adjunct-directeur-generaal worden de delegaties die hem door of krachtens dit besluit worden verleend, uitgeoefend ofwel door het personeelslid aangesteld bij een voorafgaande akte van subdelegatie, ofwel, bij ontbreken van zulke aanstelling door het personeelslid van de Algemene Dienst met de hoogste graad met dien verstande dat bij gelijke anciënniteit in de graad zal eerst met de anciënniteit in de graad en vervolgens met de dienstanciënniteit en daarna met de leeftijd rekening gehouden worden.

**Art. 16.** Het personeelslid dat, ad interim wordt aangesteld om voorlopig te voorzien in de vervanging van een ambtenaar-generaal van rang 15, 16, 16+ of 17 beschikt over alle prerogatieven die door dit besluit worden gedelegeerd aan de ambtenaar-generaal die hij vervangt.

**Art. 17.** § 1. De voorafgaande en schriftelijke akten die vastgesteld worden met toepassing van dit hoofdstuk, worden bekendgemaakt volgens de nadere regels beschreven in artikel 7.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 moeten de akten met betrekking tot de periodes van afwezigheid die niet één maand overschrijden, niet worden bekendgemaakt.

De akten bedoeld in het eerste lid kunnen aan derden worden tegengeworpen door een afschrift van de betrokken akte aan de op grond daarvan verleende beslissingen bij te voegen.

## TITEL 2. — ALGEMENE DELEGATIES

### HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Art. 18.** De delegaties bedoeld in deze titel worden uitgeoefend onverminderd de bijzondere delegaties bedoeld in titel 3.

### HOOFDSTUK 2. — *Delegaties inzake het personeel van het Ministerie*

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen die van toepassing zijn op dit hoofdstuk*

**Art. 19.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° « Minister » : het lid van de Regering bevoegd voor de ambtenarenzaken ;

2° « statuut » : de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

3° « SELOR » : de algemene directie Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning ;

4° « Directiecomité » : het orgaan bedoeld in artikel 12 van het statuut of het (de) personeelslid(leden) van dit orgaan waaraan dit zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk heeft gedelegeerd;

5° « de Directeur-generaal » : de leidend ambtenaar-generaal van de Algemene Directie Ambtenarenzaken en Personeelsbeleid.

**Art. 20.** § 1. In afwijking van artikel 2, § 1 kan de Secretaris-generaal de exclusieve bevoegdheden die hem krachtens dit hoofdstuk worden gedelegeerd alleen subdelegeren aan de Directeur-generaal mits een voorafgaande en schriftelijke akte van subdelegatie opgesteld in overeenstemming met artikel 3.

§ 2. Overeenkomstig artikel 2, § 1, kunnen de Secretaris-Generaal en de administrateurs-generaal bevoegdheden die zij krachtens dit hoofdstuk respectievelijk uitoefenen ten aanzien van het Secretariaat-Generaal of de Algemene administratie die zij onder hun hiërarchische gezag aan de Directeurs-Generaal opdragen, subdelegeren door middel van een voorafgaande en schriftelijke akte van subdelegatie die overeenkomstig artikel 3 wordt opgesteld.

In afwijking van artikel 2, § 1, kunnen de directeurs-generaal de bevoegdheden die hen gedelegeerd worden krachtens het eerste lid subdelegeren in de gevallen en onder de voorwaarden die in dit hoofdstuk zijn vastgesteld.

**Art. 21.** § 1. In afwijking van artikel 13, § 1, bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal, worden de exclusieve bevoegdheden die hem krachtens dit hoofdstuk worden gedelegeerd, door de Directeur-generaal uitgeoefend.

In geval van afwezigheid of gelijktijdige verhinderdheid van de Secretaris-generaal en de directeur-generaal worden de bevoegdheden bedoeld in het eerste lid in noodgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal van rang 15 die tot dezelfde algemene directie behoort en die door de secretaris-generaal aangesteld wordt bij een schriftelijke en voorafgaande akte opgesteld overeenkomstig artikel 3, of, bij gebreke daarvan, door de ambtenaar-generaal van rang 15, die tot dezelfde algemene directie behoort, met de hoogste anciënniteit in de rang, met dien verstande dat bij gelijke anciënniteit in de graad eerst met de dienstanciënniteit en vervolgens met de leeftijd rekening zal worden gehouden.

§ 2. In afwijking van artikel 14, bij afwezigheid of verhinderdheid van de Secretaris-generaal, een administrateur-generaal of een directeur-generaal die over een subdelegatie beschikt met toepassing van artikel 20, § 2, worden de bevoegdheden die zij respectievelijk krachtens dit hoofdstuk uitoefenen ten aanzien van het Secretariaat-Generaal, de algemene administratie of de algemene directie die ze leiden, uitgeoefend in dringende noodzaak :

1° hetzij door het leidinggevend personeelslid van rang 12 dat door de afwezige of verhinderde ambtenaar-generaal wordt aangewezen op grond van een voorafgaande en schriftelijke akte opgesteld overeenkomstig artikel 3 waarvan deze bekendgemaakt wordt overeenkomstig artikel 7;

2° of, bij gebrek aan een dergelijke aanwijzing, door het leidinggevend personeelslid van rang 12 met de hoogste rang, met dien verstande dat bij gelijke rang eerst met de anciënniteit in de rang, vervolgens met de dienstanciënniteit en ten slotte met de leeftijd rekening zal worden gehouden.

Onder leidinggevend personeelslid van rang 12 in de zin van het vorige lid wordt verstaan het leidinggevend personeelslid van rang 12 bedoeld in artikel 2, § 2, vierde lid, van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

*Afdeling 2. — Delegaties inzake aanwerving, aanstelling, benoeming en bevordering van de personeelsleden*

**Art. 22.** Delegatie van bevoegdheden wordt aan de Secretaris-generaal verleend om :

1° de Franse Gemeenschap te vertegenwoordigen in al haar betrekkingen met SELOR, met inbegrip van de uitoefening van de prerogatieven die haar door SELOR worden toevertrouwd, overleg te plegen met haar Directeur-generaal en de beslissingen te nemen met betrekking tot de organisatie van vergelijkende examens bedoeld in de artikelen 3, 14 tot 19, 21 tot 24 en 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren;

2° vacant te verklaren :

a) de betrekkingen van de personeelsformatie van de ambtenaren van niveau 1 tot rang 12 inbegrepen, 2+, 2 en 3, daartoe aangesteld door het Directiecomité ;

b) de graden van deskundige met toepassing van artikel 40/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap binnen de perken van de programmeringsnorm bepaald in artikel 120 van hetzelfde besluit met inbegrip van het feit dat deze bepalingen van toepassing zijn met verwijzing naar de contractuele personeelsleden die vallen onder artikel 14/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

3° de geslaagde kandidaten toegelaten door SELOR tot de stage toe te laten en de stagedoende personeelsleden of degenen die van de stage zijn vrijgesteld in vast verband te benoemen overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

4° met toepassing van alle regels inzake de loopbaan, de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1 tot en met rang 12, 2+, 2 en 3 te benoemen;

5° de grondwettelijke eed van de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2 en 3 te ontvangen;

6° wervingsovereenkomsten te sluiten en aanhangsels daarvan van de aangestelde personeelsleden na advies van de Directeur-generaal :

a) door de Secretaris-generaal, voor het personeel van het Secretariaat-generaal ;

b) door de administrateurs-generaal, elk wat betreft de algemene administratie die hij leidt ;

7° het vereiste voorstel op te stellen voor de verandering van graad, verandering van categorie, verandering van kwalificatiegroep en bevordering door overgang naar een hogere rang of door bevordering naar een hoger niveau ;

8° hogere ambten toe te kennen of te verlengen tot en met rang 12;

9° de leden van de delegatie van de overheid binnen het Intermediair Overlegcomité van het Ministerie en, op voorstel van de voorzitters van de Basisoverlegcomités van het Ministerie, elk voor het door hem of haar voorgezeten comité, de leden van de delegatie van de overheid binnen de comités aan te stellen, waaronder de Secretaris-Generaal de plaatsvervangend Voorzitter benoemt wanneer deze niet wordt aangewezen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

10° tot ad interim aanstellingen tot rang 12 inbegrepen over te gaan;

11° de betrekkingen in de wetenschappelijke loopbaan van de wetenschappelijke instellingen die in het Ministerie geïntegreerd worden vacant te verklaren, tot de stage in deze betrekkingen toe te laten en te benoemen met toepassing van alle regels van de wetenschappelijke loopbaan.

Delegatie van ondertekening wordt verleend aan de Secretaris-generaal om de akten voor de toekenning van de opdrachten bedoeld in artikel 8, § 3, laatste lid, van het besluit van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, met inbegrip van de toekenning van een mogelijke weddecomplement dat eraan verbonden is.

De vacatieverklaringen van de betrekkingen van rang 12, gedaan met toepassing van het eerste lid, 2°, de benoemingen tot rang 12 gedaan met toepassing van het eerste lid, 4° en de toekenningen of verlengingen van de hogere ambten in de rang 12 gedaan met toepassing van het eerste lid, 8°, zijn het voorwerp van informatie aan de

Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de Functionele Minister, alsook van een jaarlijks evaluatieverslag aan de Regering over de uitoefening van deze delegaties

De delegaties bedoeld in het eerste lid, 2° en 4°, worden, wat betreft de betrekkingen van rang 12, uitgeoefend onverminderd de administratieve en budgettaire controles die zijn vastgelegd in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole en na de toestemming van de Minister van Begroting te hebben gekregen.

**Art. 23.** De administrateurs-generaal kunnen, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3, de aanstellingsbevoegdheid bedoeld in artikel 22, 6°, b), subdelegeren aan de verantwoordelijken van de dienst, elk voor de personeelsleden van hun dienst, wanneer de ondertekening van de wervingsovereenkomsten of de akten van tewerkstelling betrekking hebben op :

1° de uitoefening van de ambten tot en met rang 15 van de personeelsleden bedoeld in artikel 2, A, van het besluit van de Regering van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden voor de ononderbroken diensten in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

2° de vervanging van de personeelsleden die afwezig zijn voor een periode van hoogstens zes maanden.

**Art. 24.** Op aanvraag van de Minister informeert de Secretaris-generaal de leden van de Regering door hen een bijgehouden lijst van alle personeelsleden in hun werkelijke ambten en graden mee te delen met inbegrip van de mogelijke hogere ambten.

**Art. 25.** § 1. De vacantieverklaringen van de wervings- en aanwervingsambten bedoeld in artikel 22 gebeuren :

1° binnen de perken bepaald bij het besluit van 21 juni 1999 betreffende de vervanging van sommige personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren

2° binnen de perken van een budgettaire envelop eigen aan het Secretariaat-generaal en aan elke Algemene Administratie.

3° in voorkomend geval, binnen de perken van de hulpmiddelen die voortvloeien uit de beheersovereenkomst afgesloten met toepassing van het besluit van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

§ 2. De budgettaire enveloppen bedoeld in paragraaf 1, 2°, worden bepaald door de Algemene Directie Ambtenarenzaken en Personeel rekening houdend voor het Secretariaat-generaal en elke algemene administratie met de vervanging van de definitief vertrokken personeelsleden en degenen die tijdelijk afwezig zijn zonder bezoldiging. Elke wettelijke of uitvoerende beslissing waarbij het bestuursvermogen om personeel aan te werven ingeperkt of verhoogd wordt, beperkt of verhoogt met zoveel de voornoemde middelen.

Elke envelop omvat het geheel aan ter beschikking gestelde middelen door het personeel waarvan de vervanging opgelegd wordt door een wets- of reglementaire bepaling en 2/3 van de andere middelen.

Het overschot (1/3) van de ter beschikking gestelde middelen met toepassing van het vorige lid wordt verder verdeeld over de verschillende enveloppen bedoeld in het eerste lid door het orgaan bedoeld in artikel 12 van het statuut, op voorstel van de Secretaris-generaal.

**Art. 26.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal en de administrateurs-generaal, respectievelijk voor wat betreft de Secretaris-generaal of de algemene administratie die zij leiden om stageovereenkomsten zonder bezoldiging van studenten af te sluiten.

De Secretaris-generaal, de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal die over een subdelegatie beschikken met toepassing van artikel 20, § 2, kunnen, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3, de bevoegdheid bedoeld in het eerste lid subdelegeren aan de leidinggevende personeelsleden van rang 12 of aan de verantwoordelijken van een dienst wanneer deze dienst effectief geen leidinggevend personeelslid van rang 12 bevatten.

### *Afdeling 3. — Delegaties inzake arbeidsvoorwaarden*

**Art. 27.** § 1. Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal :

1° op voorstel of voorafgaand advies van de administrateur-generaal of de betrokken directeur-generaal om :

a) de aanwijzing van de ambtenaren van niveau 1 tot en met rang 12, 2, 2+ en 3 te bepalen of wijzigen;

b) de administratieve standplaats van genoemde ambtenaren te bepalen of wijzigen;

2° de wedden van de personeelsleden vast te stellen en te betalen, de vordering van de wedde te bepalen, en het bedrag van de toelage voor de uitoefening van hogere ambten vast te stellen en te betalen;

3° op voorstel of voorafgaand advies van de betrokken administrateurs-generaal of directeurs-generaal, de bijzondere forfaitaire toelage toe te kennen en te schorsen, met toepassing van artikel 7, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 houdende toekenning van een bijzondere vaste toelage aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren;

4° toestemming te geven voor de cumulatie van activiteiten in particuliere of openbare aangelegenheden bedoeld in artikel 14 van het statuut, alsook om de toelating tot cumulatie te hernieuwen;

5° toestemming te verlenen voor de prestaties die buiten de normale werkuren worden uitgevoerd;

6° administratieve erkenning te verwezenlijken met toepassing van artikel 36 van het statuut;

7° de certificaten van identificatie aan de personeelsleden uit te reiken;

8° toestemming te geven, via een overeenkomst, voor de terbeschikkingstelling van het personeel in het kader van specifieke samenwerkingsprogramma's tussen de overheden van de Belgische openbare sector.

Delegatie van ondertekening wordt verleend aan de Secretaris-generaal om de akten te ondertekenen die de beslissingen van het Directiecomité inzake telewerk formaliseren.

De toestemmingen voor de cumulatie van activiteiten gegeven met toepassing van paragraaf 1, 4°, aan de ambtenaren-generaal worden ter informatie meegedeeld aan de functioneel bevoegde ministers.

§ 2. De voorstellen of adviezen bedoeld in paragraaf 1, onder 1°, worden geformuleerd door de administrateurs-generaal wanneer ze betrekking hebben op een betrekking in de personeelsformatie van een algemene administratie die niet inbegrepen is in de personeelsformatie van een algemene directie.

Ze worden geformuleerd door de directeurs-generaal wanneer ze betrekking hebben op een betrekking in de personeelsformatie van een algemene directie.

De voorstellen en adviezen bedoeld in het eerste lid worden niet vereist wanneer het gaat om een betrekking in de personeelsformatie van het Secretariaat-generaal die niet in de personeelsformatie van een algemene directie inbegrepen is.

§ 3. Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal en aan de administrateurs-generaal, respectievelijk voor wat betreft het Secretariaat-generaal of de algemene administratie die ze leiden, om vóór de betaling van de overeenstemmende wedde en op voorafgaand advies van de Directeur-generaal de toekenning van de toelagen goed te keuren voor buitengewone prestaties die door een personeelslid worden verricht.

#### *Afdeling 4. — Delegaties inzake vervoerkosten en opdrachten*

**Art. 28.** De Secretaris-generaal keurt de uitgaven voor beroepskosten van de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal onder zijn directe gezag goed.

Elke administrateur-generaal keurt de uitgaven voor beroepskosten van de directeurs-generaal goed van de algemene directie staan die hij leidt

De leidend ambtenaar-generaal van de Gemeenschappelijke Dienst voor Audit van de Federatie Wallonië-Brussel en van Wallonië keurt de uitgaven voor beroepskosten van het Secretariaat-generaal goed.

**Art. 29.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal om :

1° toestemming te geven voor het bijwonen van congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties georganiseerd in België, wanneer het bedrag van de ermee gepaard gaande kosten hoger is dan 625 euro ;

2° de andere reiskostenverklaringen goed te keuren van de administrateurs-generaal en directeurs-generaal voor wat betreft de reiskosten die overeenstemmen met het gebruik van een persoonlijk voertuig ten behoeve van de dienst;

3° de verblijfkosten van de administrateurs-generaal en directeurs-generaal goed te keuren ;

4° de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal dienst- of ambtsvoertuig ter beschikking te stellen voor professionele opdrachten;

5° aan de personeelsleden de documenten te verstrekken met betrekking tot het verkrijgen van een permanent vervoerbewijs, desgevallend verminderd met het aandeel van de werkgever, en het vervoerbewijs terug te halen wanneer de begunstigde de hoedanigheid van personeelslid verliest;

**Art. 30.** § 1. Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal en aan de administrateurs-generaal, respectievelijk voor wat betreft het Secretariaat-generaal of de algemene directie die ze leiden om :

1° toestemming te geven voor het bijwonen van congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties georganiseerd in België, wanneer het bedrag van de ermee gepaard gaande kosten lager dan of gelijk is 625 euro ;

2° de verplaatsing van personeelsleden onder hun gezag toe te staan en om de verzoeken om requisitorium op naam van die personeelsleden te valideren om een vervoersbewijs te verkrijgen bij de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen (NMBS).

3° de andere reiskosten dan deze bedoeld in artikel 30, onder 2° en de verblijfkosten van de personeelsleden onder hun gezag goed te keuren;

4° om, binnen de grenzen van een kilometermaximum jaarlijks vastgesteld door de Minister voor elke algemene administratie en algemene directie, een kilometerquotum toe te wijzen aan de leden van het personeel dat ze machtigen om hun persoonlijk voertuig ten behoeve van de dienst te gebruiken en dat toe te kennen volgens naar behoren gemotiveerde specifieke behoeften, een punctueel kilometertarief binnen de grenzen van een algemeen kilometertarief dat jaarlijks door de Minister wordt vastgesteld voor elke algemene administratie en algemene directie;

§ 2. De Secretaris-generaal, de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal die over een subdelegatie beschikken met toepassing van artikel 20, § 2, kunnen de bevoegdheid bedoeld in paragraaf 1, onder 2° subdelegeren aan de personeelsleden die ze aanstellen, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3.

Niemand mag echter de gedelegeerde bevoegdheid krachtens het eerste lid uitoefenen voor reizen die door hem persoonlijk worden gemaakt en voor reizen die worden gemaakt door een personeelslid van een gelijkwaardige of hogere rang.

§ 3. De Secretaris-generaal, de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal die over een subdelegatie beschikken met toepassing van artikel 20, § 2, kunnen, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3, de bevoegdheid bedoeld in paragraaf 1, onder 3°, subdelegeren aan de leidinggevende personeelsleden van rang 12 of aan de verantwoordelijke van een dienst wanneer deze dienst effectief geen leidinggevend personeelslid van ten minste rang 12 bevat.

**Art. 31.** § 1. Met inachtneming van de regels en voorwaarden bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 tot organisatie van de dienstopdrachten in het buitenland wordt bevoegdheidsdelegatie verleend aan de Secretaris-generaal om opdrachten in het buitenland toe te staan van de personeelsleden van het Ministerie wanneer deze opdrachten niet passen in de bilaterale betrekkingen van de Franse Gemeenschap, de deelname van de Franstalige deelstaten aan de uitoefening van hun bevoegdheden in een multilateraal kader of de internationale promotie van de Franse Gemeenschap en wanneer de uitgaven die gedgekeurd moeten worden voor de uitvoering van de opdracht niet meer dan 2.500 euro bedragen.

In afwijking van artikel 2 kan elke Minister die bevoegd is om andere opdrachten in het buitenland toe te staan, volgens de mogelijke nadere regels die hij bepaalt in een schriftelijke en voorafgaande akte, zijn bevoegdheid geheel of gedeeltelijk aan de Secretaris-generaal delegeren.

Behalve wat betreft de vertegenwoordigingsopdrachten van de Franse Gemeenschap in Internationale organisaties kan de Secretaris-generaal de delegatie bedoeld in het eerste en het tweede lid delegeren aan de administrateurs-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal, elk voor wat betreft de entiteit die hij leidt en binnen de perken van een daartoe vastgestelde budgettaire envelop. De gedelegeerde overheid bezorgt het Secretariaat-generaal de gegevens die nuttig zijn voor de analyse van de strategische en operationele doelstellingen in verband met de betrokken aangelegenheid.

§ 2. Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal om toestemming te geven voor de verplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie buiten het Koninkrijk. In dit kader zijn de regels bepaald in het ministerieel besluit van 2 juli 2018 houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan personeelsleden en vertegenwoordigers van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies, van toepassing.

De Secretaris-generaal kan de delegatie bedoeld in het eerste lid verlenen aan de administrateurs-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal, elk voor wat betreft de entiteit die hij leidt.

*Afdeling 5. — Delegaties inzake verloven*

**Art. 32.** § 1. Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal :

1° om aan de personeelsleden die niet tot de categorie van de ambtenaren-generaal behoren, het volgende verlof te verlenen :

- a) adoptie- en opvangverlof;
- b) ouderschapsverlof;
- c) verlof wegens persoonlijke aangelegenheden;
- d) verlof om een stage of een proefperiode te verrichten in een andere betrekking in een overheidsdienst of in het gesubsidieerd onderwijs;
- e) verlof om een ambt van lid van het bestuurspersoneel of onderwijzend personeel of een ambt van lid van het opvoedend hulppersoneel in de sector van het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap uit te oefenen;
- f) verlof om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen van de Europese Vergaderingen, de federale wetgevende kamers, de gewest- en gemeenschapsraden, de provincieraden en gemeenteraden;
- g) verlof om les te volgen bij de school voor civiele bescherming, als vrijwillige dienstnemer bij dit korps, of als leerling die niet tot dat korps behoort;
- h) verlof om in vredestijd prestaties te verrichten bij het korps civiele bescherming als vrijwillige dienstnemer bij dit korps;
- i) verlof wegens verminderde prestaties om persoonlijke redenen
- j) het verlenen van een opdracht, met inbegrip van de verlenging en erkenning van de aard van algemeen belang;

2° met instemming van de Minister, de administratieve stand te bepalen van de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2 en 3 in het geval van :

- a) hetzij een verlof om opdrachten uit te voeren in het kabinet van een federale Minister of staatssecretaris, een gemeenschap, een gewest of een college;
- b) hetzij een aanwijzing voor de uitvoering van een opdracht die de ambtenaar verhindert de aan zijn benoeming inherente ambten uit te voeren ;

3° de personeelsleden het voordeel van de maatregelen inzake loopbaanonderbreking en herverdeling van het werk toe te kennen die van toepassing zijn op de betrokken personeelsleden.

§ 2. De verloven bedoeld in paragraaf 1 worden toegekend op voorstel of na advies van de administrateurs-generaal of van de betrokken directeurs-generaal.

De voorstellen of adviezen bedoeld in het eerste lid worden geformuleerd door de administrateurs-generaal wanneer ze betrekking hebben op een betrekking in de personeelsformatie van een algemene administratie die niet inbegrepen is in de personeelsformatie van een algemene directie.

Ze worden geformuleerd door de directeurs-generaal wanneer ze betrekking hebben op een betrekking in de personeelsformatie van een algemene directie.

**Art. 33.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de ambtenaren-generaal, respectievelijk voor wat betreft de diensten die ze leiden om :

1° het toekennen aan de personeelsleden die onder hun gezag staan, van de jaarlijkse vakantie, verlof om dwingende redenen van familiaal belang, de omstandigheidsverloven en verloven wegens overmacht en uitzonderlijke verloven;

2° na advies van de Directeur-generaal, aan personeelsleden die niet tot de categorie van de ambtenaren-generaal behoren het volgende verlof te verlenen :

- a) om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep;
- b) om een politiek mandaat of een ambt dat ermee kan worden gelijkgesteld, uit te oefenen;

De ambtenaren-generaal kunnen de bevoegdheid bedoeld in het eerste lid, onder 1°, subdelegeren aan de dienstverantwoordelijken, elk voor wat betreft de personeelsleden die tot hun dienst behoren, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3.

*Afdeling 6. — Delegaties inzake ziekte, arbeidsongeschiktheid of arbeidsongevallen*

**Art. 34.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal :

1° de nodige administratieve akten te verrichten wanneer het bestuur medische expertise (MEDEX) tot de conclusie komt dat de kandidaat of personeelslid ongeschikt is, met inbegrip van ontslagneming en toelating tot het pensioen;

2° de ambtenaren die niet definitief dienstongeschikt zijn, maar voor wie de duur van de afwezigheid langer is dan die van de verloven wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking te stellen en de wachtwedde vast te stellen die moet worden toegekend aan de betrokken ambtenaren;

3° een personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid, en voor wie de dienst voor medische controle verklaard heeft dat hij in staat is zijn ambt met deeltijdse opdracht opnieuw te bekleden;

4° akten die betrekking hebben op de vergoeding van arbeidsongevallen en beroepsziekten, met inbegrip van het toekennen aan een ongeval van de juridische bestempeling als "arbeidsongeval" of "ongeval op de weg naar het werk" uit te voeren en de beroepen tegen verantwoordelijke derde partijen in te stellen;

*Afdeling 7. — Delegaties met betrekking tot schorsing en beëindiging van ambten*

**Art. 35.** Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de Secretaris-generaal :

1° een ambtenaar in non-activiteit te plaatsen, indien hij zonder toestemming afwezig is of zonder reden de duur van zijn verlof overschrijdt;

2° een ambtenaar uit zijn ambt te verwijderen in het belang van de dienst, met uitzondering van de mandaathouder ambtenaren-generaal;

3° wat betreft de personeelsleden die niet behoren tot de categorie van ambtenaren-generaal :

a) op hun verzoek of omdat zij de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt, het ontslag van hun ambt toe te kennen;

b) ambtshalve personeelsleden bedoeld in artikel 83, §§ 3 tot en met 6 van de wet van economische en budgettaire hervormingen van 5 augustus 1978, in rustpensioen te stellen;

c) om het recht op het pensioen ten laste van de Schatkist van de personeelsleden bedoeld in a) en b) te bepalen;

4° personeel onder contract wegens zware fout te ontslaan ;

5° het personeelslid aan te stellen dat het betwiste voorstel voor de Beroepskamer moet verdedigen.

*HOOFDSTUK 3. — Delegaties inzake overheidsopdrachten*

**Art. 36.** De financiële perken van de delegaties bedoeld in dit hoofdstuk nemen de btw niet in aanmerking.

**Art. 37.** § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen bedoeld in de paragrafen 2 en 3, wordt de bevoegdheid om een opdracht of concessieovereenkomst te gunnen en zich van de gunning van een opdracht of concessieovereenkomst te onthouden, zich bij een aankoopcentrale aan te sluiten en een andere overheidsopdracht te sluiten, aan de houders van de in bijlage 1 genoemde ambten gedelegeerd, binnen de financiële perken vermeld voor elk van deze ambten afhankelijk van de gekozen gunningsprocedure.

Overeenkomstig artikel 2, § 1, kunnen de delegatie-houdende overheden de door dit hoofdstuk aan hen gedelegeerde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk subdelegeren, binnen de in de artikelen 39, 40 en 41 strikt omschreven perken.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de bevoegdheid om een opdracht gebaseerd op een kaderovereenkomst te gunnen, aan de leidinggevende personeelsleden van rang 12 gedelegeerd.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 worden de opdrachten voor leveringen en diensten die betrekking hebben op de werksuitgaven en waarvan de bedragen ten laste komen van een functioneel programma van een organisatieafdeling van de begroting in de zin van artikel 8, § 1, derde lid, 1°, van het decreet van 20 december 2011 gedelegeerd respectievelijk aan de Secretaris-generaal, ofwel aan de administrateur-generaal ofwel aan de directeur-generaal voor opdrachten die worden gegund door het Secretariaat-generaal, de algemene administratie of de algemene directie die zij leiden, wanneer het bedrag van deze opdrachten de financiële perken overschrijdt die in de tabel opgenomen in bijlage 1 voor hun ambt zijn vermeld.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 worden de opdrachten voor werken en de opdrachten voor leveringen en diensten die aanvullend zijn voor de opdrachten voor werken aan de directeur-generaal voor infrastructuur gedelegeerd met betrekking tot opdrachten die worden gegund door de directie-generaal die hij leidt, wanneer het bedrag van deze opdrachten de financiële perken overschrijdt die in de tabel opgenomen in bijlage 1 voor zijn ambt zijn vermeld.

§ 5. In afwijking van paragraaf 1 worden de opdrachten voor diensten bedoeld in artikel 88 van de wet op de overheidsopdrachten gedelegeerd ofwel aan de Secretaris-generaal ofwel aan de administrateur-generaal, ofwel aan de Directeur-generaal respectievelijk voor wat betreft de opdrachten gegund door het Secretariaat-generaal, de algemene administratie of de algemene directie die ze leiden wanneer het bedrag van deze opdrachten de financiële perken overschrijdt die in de tabel opgenomen in bijlage 1 voor zijn ambt zijn vermeld.

§ 6. De opdrachten bedoeld in de paragrafen 3 tot 5 maken het voorwerp uit van een jaarlijkse programmering die aan de Functioneel Minister en aan de Minister van Begroting wordt bezorgd.

De jaarlijkse programmering zal voor het betrokken jaar het geheel van de geplande vastleggingen en afbetalingen omvatten alsook een projectie over de 4 volgende jaar voor alle geprogrammeerde opdrachten bedoeld in de paragrafen.

Voor de opdrachten bedoeld in de paragrafen 3 tot 5 die, bij de gunning ervan, 110% van het bedrag dat in de jaarlijkse programmering ingeschreven is, overschrijden en die in bijlage 1 vermelde drempels overschrijden, wordt aan de Functionele Minister en de Minister van Begroting aanvullende informatie verstrekt.

Geen enkele opdracht mag worden gegund boven de kredieten die beschikbaar zijn op het begrotingsartikel waaronder zij is geprogrammeerd.

Voor de dossiers die ingeschreven zijn voor de jaarlijkse programmering kan in de loop van het lopende jaar en het daaropvolgende jaar een vastlegging worden gedaan.

Zolang de jaarlijkse programmering niet bezorgd wordt, kunnen voor de opdrachten bedoeld in de paragrafen 3 tot 5 geen begrotingsvastleggingen worden gedaan, tenzij de opdracht waarop de vastlegging betrekking heeft, in de vorige programmering was voorzien.

De programmering wordt uiterlijk op 31 januari van elk jaar aan de Functionele Minister en de Minister van Begroting voorgelegd.

Daarnaast zal bij de voorstelling van de programmering ook een uitvoeringsverslag over het voorgaande jaar worden voorgelegd.

**Art. 38.** De bevoegdheid om te beslissen dat de gunningsprocedure gewijzigd moet worden en dat opdrachten gegund moeten worden volgens de procedure bedoeld in de artikelen 38, § 1, eerste lid, 2°, of 42, § 1, eerste lid, 1°, c), van de wet van 17 juni 2016, wordt gedelegeerd aan de personeelsleden die een opdracht met toepassing van artikel 37 gegund hebben.

Wanneer de Regering of de minister de oorspronkelijke opdracht heeft gegund, worden de bevoegdheden bedoeld in het eerste lid gedelegeerd ofwel aan de Secretaris-generaal, ofwel aan de administrateur-generaal of de directeur-generaal met betrekking tot opdrachten die worden gegund door het Secretariaat-generaal, de Algemene administratie of de Algemene directie die zij leiden.

**Art. 39.** § 1. De bevoegdheid om diensten en werken te herhalen of bijkomende leveringen te verkrijgen met toepassing van de artikelen 42, § 1, eerste lid, 2°, en 42, § 1, eerste lid, 4°, b), van de wet van 17 juni 2016 en de bevoegdheid om de opdracht te hernieuwen met toepassing van artikel 57, tweede lid, van de wet van 17 juni 2016, worden gedelegeerd aan de personeelsleden die de opdracht met toepassing van artikel 37 hebben gegund.

De bovenvermelde personeelsleden kunnen de krachtens het eerste lid aan hen gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren aan een leidinggevend personeelslid van rang 12 of meer, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3.

§ 2. Wanneer de Regering of de Minister de oorspronkelijke opdracht heeft gegund, worden de in § 1 bedoelde bevoegdheden gedelegeerd aan respectievelijk de Secretaris-Generaal, de administrateur-generaal of de Directeur-Generaal met betrekking tot opdrachten die door het Secretariaat-Generaal, de Algemene administratie of de Algemene Directie die zij leiden, worden gegund.

**Art. 40.** § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 52 wordt de bevoegdheid om maatregelen en beslissingen te nemen die betrekking hebben tot de uitvoering van een overheidsopdracht of een concessieovereenkomst, gedelegeerd aan de personeelsleden die de opdracht overeenkomstig artikel 37 hebben gegund.

Bovengenoemde personeelsleden kunnen de krachtens het eerste lid aan hen gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren aan een of meer leidinggevende personeelsleden van rang 12 of meer, mits een voorafgaande en schriftelijke akte van subdelegatie die kan worden opgenomen in het bestek of in de brief waarin de gunning van de opdracht wordt bekendgemaakt. In dat geval zijn de voorwaarden vermeld in artikel 3 niet van toepassing.

§ 2. De bevoegdheid om een voorwaardelijke tranche uit te voeren en een optie uit te oefenen wordt gedelegeerd aan de personeelsleden die de opdracht overeenkomstig artikel 37 hebben gegund.

Bovengenoemde personeelsleden kunnen de krachtens het eerste lid aan hen gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren aan een leidinggevend personeelslid van rang 12 of meer, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3.

Wat betreft de voorwaardelijke tranches en opties die moeten worden uitgeoefend in het kader van de uitvoering van opdrachten die door de minister of de Regering worden gegund, wordt een bevoegdheidsdelegatie verleend aan de Secretaris-generaal, de administrateur-generaal of de directeur-generaal respectievelijk voor de opdrachten die worden gegund door het Secretariaat-generaal, de algemene administratie of de algemene directie die zij leiden.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 worden de volgende bevoegdheden aan de Secretaris-generaal voorbehouden :

1° de bevoegdheid om een aannemer voor een bepaalde duur uit te sluiten van de opdrachten van het ministerie met toepassing van artikel 48 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013;

2° de bevoegdheid om de sancties bedoeld in artikel 49 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 toe te passen in geval van ontdekking van een akte, een overeenkomst of een akkoord dat de normale concurrentievoorwaarden zou kunnen vervalst.

§ 4. In afwijking van artikel 2 kan de bevoegdheid om actiemiddelen van de aanbesteder bedoeld in de artikelen 45 tot 48, 50 en 51 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, toe te passen, slechts aan één leidinggevend personeelslid van minstens rang 12 gesubdelegeerd worden.

**Art. 41.** § 1. De bevoegdheid om de wijzigingen goed te keuren in de opdracht bedoeld in de artikelen 38, 38/1, 38/2, 38/4, 38/9, 38/10, 38/11 en 38/12 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, wordt gedelegeerd aan de personeelsleden die de opdracht overeenkomstig artikel 37 hebben gegund.

De bovenvermelde personeelsleden kunnen de krachtens het eerste lid aan hen gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren aan een leidinggevend personeelslid van rang 12 of meer mits een voorafgaande en schriftelijke akte van subdelegatie opgesteld overeenkomstig artikel 3.

§ 2. De bevoegdheid om de wijzigingen goed te keuren in de opdracht bedoeld in de artikelen 38/3, 38/5, 38/7 en 38/8 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 wordt gedelegeerd aan een leidinggevend personeelslid van rang 12 of meer, mits een schriftelijke en voorafgaande akte van subdelegatie.

**Art. 42.** In afwijking van artikel 13, bij afwezigheid of verhinderd van de Secretaris-generaal, worden de delegaties die hem worden verleend door deze afdeling, uitgeoefend door de administrateurs-generaal, elk voor wat betreft de bevoegdheden toegekend aan de Algemene administratie die hij leidt.

2Voor wat betreft het Secretariaat-generaal, of bij gezamenlijke afwezigheden van de Secretaris-generaal en de betrokken administrateur-generaal, worden de delegaties bedoeld in het eerste lid uitgeoefend door de administrateur-generaal van de Algemene administratie Onderwijs.

#### HOOFDSTUK 4. — *Delegaties inzake subsidies*

**Art. 43.** § 1. Onverminderd de artikelen 59 tot 63 en de bevoegdheid van de Regering of van de bevoegde minister om de wijze van verdeling van de middelen te bepalen in geval van ontoereikende begrotingskredieten, wordt de bevoegdheidsdelegatie verleend aan de ambtenaren-generaal, elk in het kader van de aan hun respectieve diensten toegekende bevoegdheden, voor

1° de besluiten inzake de toekenning van :

a) elke organieke subsidie;

b) elke nominatieve subsidie ;

c) elke facultatieve subsidie die bepaald wordt in een lopende meerjarenovereenkomst of programmaovereenkomst of een gerichte meerjarensteun waarvan de toekenning, het bedrag en de duur vooraf zijn vastgesteld in een beslissing van de bevoegde minister of van de Regering.

d) terugbetaling van het « Fonds Ecureuil » van elk terugvorderbaar geldvoorschot toegekend aan de begunstigden opgenomen op de lijst vastgesteld door de functioneel bevoegde ministers overeenkomstig artikel 1, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen

2° elke overeenkomst tot kosteloze terbeschikkingstelling of uitlening van materiaal, verleend overeenkomstig artikel 57, tweede lid, 2°, van het decreet van 20 december 2011, waarvan de waarde lager is dan of gelijk is aan 25.000 euro.

§ 2. Onverminderd de artikelen 59 tot 63 wordt de delegatie van ondertekening verleend aan de ambtenaren-generaal, elk in het kader van de aan hun respectieve diensten toegewezen bevoegdheden om, op verzoek van de bevoegde minister, elk besluit tot toekenning van een niet in § 1 bedoelde subsidie te ondertekenen, in voorkomend geval na voorafgaand advies van de adviesorganen

Onder adviesorgaan wordt verstaan in de zin van deze bepaling : « de raden, commissies, comités en andere organen, ongeacht hun benaming, die als voornaamste taak hebben op eigen initiatief of op verzoek van de regering of van een of meer ministers advies uit te brengen. ».

§ 3. De delegaties bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden uitgeoefend onverminderd de administratieve en budgettaire controles die vastgesteld zijn in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole en na de toestemming van de Minister van Begroting te hebben gekregen.

De ambtenaren-generaal kunnen, elk in het kader van de aan hun respectieve diensten toegekende bevoegdheden, de toestemming van de Minister van Begroting vragen over de ontwerpen van besluiten en overeenkomsten die het voorwerp uitmaken van de delegaties bedoeld in paragraaf 1.

#### HOOFDSTUK 5. — *Delegaties inzake financiën*

**Art. 44.** Onverminderd de delegaties verleend aan de administrateurs-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal, wordt bevoegdheidsdelegatie verleend aan de Secretaris-generaal om :

- 1° de thesauriers en ontvangers van het Minister aan te stellen ;
- 2° de verslagen van de ontvangers en de thesauriers te controleren en hen aan het Rekenhof voor te leggen;
- 3° de teruggave of de terugnemering aan of van de Domeinen van roerende goederen zonder bestemming tot een maximumbedrag van 10 000 EUR toe te laten;
- 4° de btw-aangiften goed te keuren.

Bevoegdheidsdelegatie wordt verleend aan de ambtenaren-generaal en de directeurs, elk binnen het kader van de aan hun respectieve diensten verleende bevoegdheden, voor :

- 1° begrotingsuitgaven vast te leggen die betrekking hebben op een juridische vastlegging die zij bij delegatie mogen aangaan ;
- 2° de rechten ten gunste van derden vast te stellen, de vereffening ervan te verzekeren en de opdracht tot betaling ervan te geven
- 3° de rechten ten laste van derden vast te stellen en de terugvordering ervan te gelasten;
- 4° de rekeningen die afgegeven moeten worden door de thesauriers en ontvangers van het Ministerie goed te keuren.

In afwijking van artikel 2 kunnen de bevoegdheden bedoeld in het eerste lid van dit artikel slechts gesubdelegeerd worden na het advies van de Directeur-generaal van de Algemene Directie Begroting en Financiën te hebben ingewonnen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Diverse delegaties*

**Art. 45.** § 1. Bevoegdheid wordt gedelegeerd aan de ambtenaren-generaal, elk in het kader van de aan hun respectieve diensten verleende bevoegdheden, voor:

- 1° het valideren van correspondentie over gewone onderzoekshandelingen, verzoeken om informatie, herinneringen en bulletins of toezendbrieven;
- 2° het afleveren van kopieën en uittreksels van documenten die in het archief van hun diensten zijn gedeponneerd;
- 3° het vaststellen van de verkoopprijs van de publicaties en alle daarmee gelijkgestelde documenten die worden gepubliceerd ten laste van de kredieten die in de begroting van het Ministerie zijn opgenomen;
- 4° het verrichten van elke handeling in verband met de behandeling van verzoeken om hergebruik van informatie van de openbare sector;
- 5° onverminderd de regels en delegaties die van toepassing zijn op de procedures voor overheidsopdrachten, het ondertekenen van overeenkomsten met betrekking tot het afstaan, de verwerving, overdracht, overname of licentietoekenning van intellectuele-eigendomsrechten.

§ 2. Delegatie van bevoegdheden wordt aan de Secretaris-generaal toegekend om:

- 1° voorafgaand overleg te verzoeken met de gegevensbeschermingsautoriteit over de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens;
- 2° elke handeling uit te voeren die wordt voorgeschreven door de Belgische wetgeving inzake persoonsgegevens en de Europese verordening 2016/679 betreffende de bescherming van persoonsgegevens;
- 3° het sluiten van de kaderovereenkomst tussen de Regeringsdiensten en het *Entreprise publique des Technologies de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)* met toepassing van artikel 4, § 1, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) en van artikel 10, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën (ETNIC) ;
- 4° het valideren van de fiches die zijn opgenomen in de bijlage bij de in punt 2° bedoelde kaderovereenkomst, opgesteld in uitvoering van artikel 4, § 3, van het in punt 2° bedoelde decreet van 25 oktober 2018.
- 5° om uitvoeringscontracten af te sluiten met betrekking tot opdrachten die van ETNIC naar het Ministerie worden verplaatst.



**TITEL 3. — BIJZONDERE DELEGATIES****HOOFDSTUK 1. — Bijzondere delegaties bij het Secretariaat-generaal***Afdeling 1. — Uitgifte van ontvangstbewijzen*

**Art. 46.** De delegatie wordt verleend aan de personeelsleden van niveau 1 van de diensten afhankelijk van het Secretariaat-generaal om de ontvangstbevestigingen van de aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap gerichte post te ondertekenen, met uitzondering van de dagvaardingen en de handelingen van de gerechtsdeurwaarders.

Indien nodig verwijst het betrokken personeelslid de gerechtsdeurwaarder naar het kabinet van de Minister-president, overeenkomstig artikel 82 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

*Afdeling 2. — Delegaties in gerechtelijke zaken en bekendmaking in het Belgisch Staatsblad*

**Art. 47.** In de volgende gevallen wordt de bevoegdheid gedelegeerd aan de Secretaris-generaal:

1° om naar de rechtbank te gaan, een klacht in te dienen die verder gaat dan wat artikel 29 van het wetboek van strafvordering voorschrijft, deel te nemen aan de strafbemiddeling en dadingen aan te gaan;

2° de bespoediging van geschillen, met inbegrip van de vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in de procedurehandelingen en op de zittingen, en de aanstelling van advocaten overeenkomstig het reglement inzake overheidsopdrachten;

3° een beroep en een cassatieberoep in te stellen tegen een rechterlijke beslissing in een geschillendossier waarvan het beheer is toevertrouwd aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° het afnemen van verklaringen van derden die in beslag zijn genomen of zijn toegewezen, schuldbemiddeling, gerechtelijke delegaties, kredietopeningen en schuldwaarborgen in zaken die verband houden met de geldelijke geschillen van het Ministerie;

5° om het "goed voor afdruk" voor het *Belgisch Staatsblad* te valideren.

Behalve in aangelegenheden betreffende de terugvordering van hetgeen onverschuldigd is betaald en in aangelegenheden betreffende arbeidsongevallen, wordt de in lid 1, 1° en 3° bedoelde bevoegdheidsdelegatie uitgeoefend na kennisgeving aan de bevoegde minister ten minste 3 dagen voor de uitoefening van de bevoegdheid.

In afwijking van artikel 2, § 1, kan de Secretaris-generaal de hem bij lid 1 toegekende bevoegdheden slechts aan personeelsleden van niveau 1 delegeren door middel van een voorafgaande schriftelijke subdelegatiehandeling die overeenkomstig artikel 3 wordt opgesteld.

*Afdeling 3. — Delegaties met betrekking tot het Agence francophone pour l'Education et la Formation tout au long de la vie*

**Art. 48.** De Secretaris-generaal wordt gemachtigd om de door het directiecomité van het Agence francophone pour l'Education et la Formation tout au long de la vie aan de leden van de uitvoerende cel van het agentschap toegekende delegaties goed te keuren op voorstel van de Directeur ervan.

*Afdeling 4. — Bijzondere delegaties aan de Algemene directie Infrastructuur**Onderafdeling 1. — Bijzondere definities voor deze afdeling*

**Art. 49.** Voor de toepassing van deze afdeling gelden de volgende definities:

1° "Directeur-generaal": de Directeur-generaal van de Algemene directie Infrastructuur ;

2° "personeelslid": het personeelslid in de zin van artikel 1, 1°, dat is toegewezen aan de Algemene directie Infrastructuur ;

3° "SPABS" : een van de zes overheidsbedrijven die zijn opgericht bij het decreet van 5 juli 1993 tot oprichting van zes door de overheid georganiseerde publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van schoolgebouwen voor het onderwijs georganiseerd door de inrichtende machten;

4° "Eigenaarsautoriteit": de bevoegde minister of de Raad van Bestuur van het bevoegde SPABS, naargelang het om een eigendom van de Franse Gemeenschap of van een SPABS gaat;

5° "bevoegde minister »: het lid van de Regering dat in zijn of haar bevoegdheid het beheer van het betrokken gebouw heeft.

*Onderafdeling 2. — Algemene bepalingen*

**Art. 50.** De territoriale bevoegdheid van de externe diensten wordt uitgeoefend binnen de grenzen van de provincie waarin zij hun respectieve hoofdzetel hebben, met uitzondering van :

1° de Brusselse Gewestelijke Directie belast met de schoolinfrastructuur van de Franse Gemeenschap (WBE), waarvan de territoriale bevoegdheid wordt uitgeoefend binnen de grenzen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de Brusselse Gewestelijke Directie belast met de gesubsidieerde schoolinfrastructuur, waarvan de territoriale bevoegdheid wordt uitgeoefend binnen de grenzen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de provincie Waals-Brabant.

De Directeur-generaal kan elk personeelslid van ten minste niveau 1 van de Algemene directie Infrastructuur aanwijzen om bij de centrale administratie alle of een deel van de bevoegdheden op zich te nemen die niet onder de bevoegdheid van de externe diensten vallen en die op grond van deze onderafdeling aan de directeuren zijn gedelegeerd.

**Art. 51.** Bij afwezigheid of verhinderdheid van de Directeur-generaal wordt de vervanging verricht door de ambtenaar van rang 15 die door de Directeur-generaal is aangewezen bij een vooraf overeenkomstig artikel 3 opgesteld schriftelijk besluit of, bij gebreke daarvan, door de ambtenaar van rang 15 met de hoogste anciënniteit in de rang, met dien verstande dat bij gelijke anciënniteit in de rang eerst de anciënniteit in de dienst en vervolgens de leeftijd in aanmerking wordt genomen.

*Onderafdeling 3. — Delegaties inzake overheidsopdrachten*

**Art. 52.** De bevoegdheid om maatregelen en beslissingen te nemen in verband met de uitvoering van een overheidsopdracht of een concessieovereenkomst als bedoeld in artikel 40 wordt ook gedelegeerd aan de personeelsleden van niveau 1 aan wie de Directeur-generaal het beheer van een met infrastructuur belaste dienst heeft toevertrouwd.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden kunnen de krachtens dit artikel aan hen gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren aan elk personeelslid, ongeacht zijn rang, door middel van een voorafgaande schriftelijke akte van delegatie die overeenkomstig artikel 3 is opgesteld.

**Art. 53.** In het kader van de uitvoering van de werkingsbegroting van het *Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française*, het *Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné* en het *Fonds de garantie des bâtiments scolaires*, zijn de Directeur-generaal en de adjunct-directeuren-generaal bevoegd om, binnen de financiële grenzen van hun respectieve opdrachten zoals vermeld in bijlage 1, contracten voor werken, leveringen en diensten te sluiten en goed te keuren die betrekking hebben op de volgende zaken:

- 1° het inrichten van de lokalen die nodig zijn voor de werking van de diensten die ervan afhankelijk zijn;
- 2° het onderhoud en het herstellen van deze lokalen;
- 3° aankoop, huur, onderhoud en reparatie van apparatuur en meubilair, aankoop van operationele verbruiksgoederen, dienstbenodigdheden, consumentenuitgaven, aankoop van documentatie;
- 4° communicatie- en informatiemiddelen met betrekking tot de opdrachten van de dienst.

In afwijking van lid 1 is de aankoop van motorvoertuigen onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de minister die de schoolgebouwen in zijn of haar bevoegdheid heeft.

**Art. 54.** Op het gebied van de informatica is de Directeur-generaal bevoegd om, met het oog op de behoeften van de diensten voor zelfboekhouding van de Algemene directie Infrastructuur, de algemene kaders vast te stellen voor de samenwerking met andere overheden en met openbare en particuliere dienstverleners, op voorwaarde dat deze algemene kaders in overeenstemming zijn met het strategische digitale en informaticaplan dat is vastgesteld bij het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader voor het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap.

In dit verband kan hij hardware, software of IT-diensten aanschaffen waarvan de financiële raming op het ogenblik van de gunning van de opdracht niet meer dan 250 000 EUR bedraagt.

#### Onderafdeling 4. — Aanwinsten, vervreemdingen en reële rechten

**Art. 55.** Bevoegdheid wordt aan de Directeur-generaal gedelegeerd:

- 1° om te onderhandelen over overeenkomsten betreffende onroerendgoedtransacties die een zakelijk recht overdragen of die een zakelijk recht vormen;
- 2° om de genoemde overeenkomsten te sluiten, na instemming van de eigenaar, en alle daartoe nuttige formaliteiten te vervullen, met inbegrip van de ondertekening van de verkoopakte, met inachtneming van de eventuele voorwaarden die door de eigenaarsautoriteit zijn gesteld.

Voor de toepassing van dit artikel omvat de eigenaarsautoriteit ook de autoriteit die op het punt staat het betrokken onroerende of reële recht te verwerven.

#### Onderafdeling 5. — Verhuur en bezettingen

**Art. 56.** § 1. Bevoegdheid wordt aan de Directeur-generaal gedelegeerd om:

- 1° te onderhandelen over overeenkomsten voor de huur en de bezetting van onroerende goederen, alsmede over eventuele wijzigingen daarvan;
- 2° de onder 1° bedoelde overeenkomsten en de wijzigingen ervan te sluiten, op voorwaarde dat de duur van de huur of het gebruik niet langer is dan zes jaar en de jaarlijkse huur minder bedraagt dan 50.000 euro, exclusief kosten en eventuele indexering;
- 3° te onderhandelen over overeenkomsten die de vergoeding van huurschade regelen en het sluiten van dergelijke overeenkomsten tot een maximumbedrag van 30.000 EUR exclusief btw;
- 4° behalve in de gevallen bedoeld in de punten 1° tot en met 3°, alle maatregelen te treffen en alle documenten goed te keuren die betrekking hebben op de uitvoering van de overeenkomsten bedoeld in 1°, met inbegrip van de inventarissen van de inrichtingen.

Onverminderd de bevoegdheid van de onder 3° bedoelde Directeur-generaal, wordt aan de algemene ambtenaren die de Algemene Dienst voor het beheer van het patrimonium en van de Algemene Dienst voor de gesubsidieerde schoolinfrastructuur beheren, de bevoegdheid gedelegeerd om te onderhandelen over en overeenkomsten te sluiten voor de vergoeding van de huurschade van de lokalen die door de diensten worden gebruikt, afhankelijk van hun algemene dienst, tot een bedrag van 2.500 euro exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

§ 2. Delegatie van bevoegdheden aan de Secretaris-generaal om :

- 1° overeenkomsten te sluiten voor de huur en ingebruikneming van gebouwen, alsook voor de wijziging ervan, op voorwaarde dat de duur van de huur of ingebruikneming niet langer is dan zes jaar en dat de jaarlijkse huur minder bedraagt dan 100.000 euro, exclusief kosten en eventuele indexering;
- 2° overeenkomsten af te sluiten tot vergoeding van huurschade tot een maximumbedrag van 67.000 euro exclusief btw.

§ 3. Boven de in het tweede lid vastgestelde bedragen worden de genoemde overeenkomsten ondertekend door de Directeur-generaal, met instemming van de bevoegde minister of de Regering, afhankelijk van het bedrag en/of de duur van de overeenkomst.

In dat geval kan de Directeur-generaal alle daartoe noodzakelijke formaliteiten vervullen, met inbegrip van de eventuele ondertekening van een authentieke akte, met inachtneming van de voorwaarden die eventueel door de bevoegde minister worden gesteld.

**Art. 57.** § 1. Bevoegdheid wordt aan de Directeur-generaal gedelegeerd om:

- 1° onderhandelingen te voeren over overeenkomsten voor het verhuren of ter beschikking stellen van onroerende goederen, alsmede over de wijzigingen daarvan;
- 2° de in 1° bedoelde overeenkomsten en de wijzigingen daarvan te sluiten, mits de duur van de bezetting niet meer dan vijf dagen bedraagt;
- 3° te onderhandelen over overeenkomsten tot vergoeding van huurschade en deze te ondertekenen tot een maximumbedrag van 10.000 euro exclusief belasting over de toegevoegde waarde;

4° behalve in de gevallen bedoeld in 1° tot en met 3°, alle maatregelen te nemen en alle documenten goed te keuren die betrekking hebben op de uitvoering van de overeenkomsten bedoeld in 1°, met inbegrip van de inventarissen.

§ 2. Delegatie van bevoegdheden wordt aan de Secretaris-generaal verleend om:

1° overeenkomsten te sluiten voor de verhuur of terbeschikkingstelling van onroerende goederen, alsmede wijzigingen daarvan, op voorwaarde dat de duur van het gebruik niet meer dan 30 dagen bedraagt;

2° het sluiten van overeenkomsten tot vergoeding van huurschade tot een maximumbedrag van 30.000 euro exclusief btw.

§ 3. Na afloop van de(het) in lid 2 vastgestelde duur of bedrag worden deze overeenkomsten door de Directeur-generaal ondertekend, na instemming van de bevoegde minister of Regering, afhankelijk van het bedrag en/of de duur van de overeenkomst.

In dat geval kan de Directeur-generaal alle daartoe noodzakelijke formaliteiten vervullen, met inbegrip van de eventuele ondertekening van een authentieke akte, met inachtneming van de voorwaarden die eventueel door de bevoegde minister worden gesteld.

Onderafdeling 6. — Bijzondere delegaties voor gebouwen van de Franse Gemeenschap in mede-eigendom

**Art. 58.** De Directeur-generaal krijgt de bevoegdheid om toestemming te geven en zijn goedkeuring te hechten aan elke interventie in een algemene vergadering van mede-eigenaars en aan alle daarmee verband houdende notulen, op voorwaarde dat de eventuele financiële verbintenis ten laste van de Franse Gemeenschap minder dan 31.000 euro exclusief belasting over de toegevoegde waarde bedraagt en dat geen enkele overdracht van reële rechten wordt geaccepteerd.

Behalve in de in lid 1 bedoelde gevallen, kan elke interventie in een algemene vergadering van mede-eigenaars en de bijbehorende notulen slechts worden toegestaan of goedgekeurd door de Directeur-generaal na goedkeuring door de bevoegde minister.

Onderafdeling 7. — Delegaties met betrekking tot subsidies voor schoolinfrastructuur

**Art. 59.** Voor de toepassing van deze onderafdeling wordt verstaan onder:

1° "de Minister": het lid van de Regering dat de schoolgebouwen van het gesubsidieerde onderwijs in zijn of haar hoedanigheid heeft;

2° "de algemene dienst": de Algemene dienst voor gesubsidieerde schoolinfrastructuur;

3° "de Adjunct-directeur-generaal": de ambtenaar-generaal die belast is met de algemene dienst;

4° "gedelegeerde ambtenaar": de ambtenaar die onder zijn rechtstreeks gezag de Adjunct-directeur-generaal in een externe dienst van de Algemene directie Infrastructuur vertegenwoordigt;

5° "het decreet van 5 februari 1990": het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen voor het niet-universitair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd;

6° "het Fonds voor gesubsidieerd officieel onderwijs": de Administratieve dienst met autonome boekhouding ingesteld bij artikel 7 van het decreet van 5 februari 1990;

7° "het Waarborgfonds": de bij artikel 9 van het decreet van 5 februari 1990 ingestelde administratieve dienst met autonome boekhouding;

8° "CRAC": de autonome dienst van het Waalse Gewest, opgericht bij het decreet van 23 maart 1995 tot oprichting van een gewestelijk centrum voor bijstand aan de gemeenten, dat belast is met het toezicht en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en de provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en de provincies van het Waalse Gewest moet helpen bewaren;

9° "programma voor prioritaire werken": het subsidieprogramma bedoeld in het decreet van 16 november 2007 betreffende het voorrangsprogramma van de werken ten gunste van de schoolgebouwen voor het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, de psycho-medisch-sociale centra en de internaten voor het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

10° "Fonds voor de oprichting van plaatsen": de administratieve dienst met autonome boekhouding ingesteld bij artikel 13bis van het decreet van 5 februari 1990.

**Art. 60.** De gedelegeerde ambtenaren voeren alle maatregelen uit voor het onderzoek van de subsidieaanvragen voor de schoolinfrastructuur.

Zij dienen bij de Adjunct-directeur-generaal voorstellen in voor de toekenning van subsidies

**Art. 61.** Voor de dossiers betreffende de financiering via het Fonds voor gesubsidieerd officieel onderwijs, het CRAC, het Fonds voor de oprichting van plaatsen en het Programma voor prioritaire werkzaamheden is aan de Adjunct-directeur-generaal de bevoegdheid gedelegeerd om alle maatregelen voor het onderzoek van het dossier uit te voeren en te laten uitvoeren en om in het kader van de maatregelen voor het onderzoek van de dossiers met alle bevoegde diensten en administraties te corresponderen, waarbij de subsidiebeslissingen evenwel door de minister worden ondertekend.

In afwijking van het eerste lid wordt de Adjunct-directeur-generaal in fine gemachtigd om te ondertekenen, mits dit geen extra financiële verplichtingen met zich meebrengt:

1° elke verzending die het bedrag van een vaste toezegging of subsidieovereenkomst corrigeert;

2° alle besluiten tot definitieve afrekening, inclusief die met betrekking tot "CRAC"-bestanden.

3° elke subsidieovereenkomst van het programma voor prioritaire werken waarvoor de Regering geen afwijking moet verlenen.

**Art. 62.** Voor de dossiers betreffende de financiering via het waarborgfonds is de Adjunct-directeur-generaal gedelegeerd om alle maatregelen voor het onderzoek van het dossier te nemen en te laten nemen, alsook om in het kader van de maatregelen voor het onderzoek van de dossiers te corresponderen met alle bevoegde diensten en administraties en om alle beslissingen te treffen overeenkomstig de machtigingen die hem zijn verleend met toepassing van het reglement bedoeld in artikel 10, § 5, tweede lid, 2°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

**Art. 63.** In het kader van de bevoegdheden van de algemene dienst wordt bevoegdheid aan de Adjunct-directeur-generaal gedelegeerd om:

1° de betaling van de voorschotten op de subsidie te vereffenen naarmate de werkzaamheden worden uitgevoerd of, in voorkomend geval, in schijven, binnen de grenzen van de toegekende subsidiebeslissingen;

2° de voorschotten op de in het kader van het programma voor prioritaire werken te vereffenen subsidies goed te keuren;

3° het definitieve bedrag van de door de minister of de Regering te betalen subsidie uit het programma voor prioritaire werken goed te keuren;

4° een inrichtende macht te machtigen om werken met een uiterst dringend karakter aan te vatten alvorens een subsidieaanvraag in te dienen bij het programma voor prioritaire werken;

5° het sluiten van de bijzondere overeenkomsten met betrekking tot de uitzonderlijke financiering van schoolgebouwen van het officiële gesubsidieerde net, gesloten met toepassing van artikel 7, § 6, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, naar aanleiding van de vaste subsidieovereenkomsten die door de minister zijn gesloten.

#### HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere delegaties bij de Algemene administratie Hulpverlening aan de jeugd en het Centrum voor uit handen gegeven minderjarigen*

**Art. 64.** De bevoegdheid wordt gedelegeerd aan de adviseurs en adjunct-adviseurs van de hulpverlening aan de jeugd en aan de directeurs en adjunct-directeuren van de jeugdbescherming om namens de Franse Gemeenschap tussen te komen in de rechtsvorderingen bedoeld in de artikelen 27, 36, 44 en 54 van het decreet van 18 januari 2018 betreffende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

#### HOOFDSTUK 3. — *Bijzondere delegaties bij de Algemene administratie Sport*

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 65.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "minister" verstaan het lid van de Regering dat Sport in zijn bevoegdheid heeft.

**Art. 66.** Alle bijzondere delegaties die in dit hoofdstuk worden vermeld, zijn beperkt tot het bedrag van de kredieten die zijn opgenomen in de ramingen voor de Franstalige sector van het Sportfonds.

**Art. 67.** De administrateur-generaal krijgt de bevoegdheid om betalingsverplichtingen aan te gaan en betalingsopdrachten te geven voor uitgaven in verband met:

1° onverminderd artikel 74, lid 2, de ontvangstkosten die voortvloeien uit officiële plechtigheden;

2° de verbintenissen, voor een totale jaarlijkse dienstverlening die niet meer bedraagt dan een derde van het aantal uren van een volledig ambt, van incidentele werknemers, belast met pedagogische en leidinggevende opdrachten, en van personen belast met het houden of geven van cursussen voor sportleraren georganiseerd door de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bezoldigingstarieven en, in voorkomend geval, de door de minister goedgekeurde verbintenissennormen;

3° de toepassing van de verschillende door de minister ondertekende verbintenisovereenkomsten;

4° de aanwerving van studenten, bestemd voor sportcentra en de begeleiding van uitzonderlijke sportevenementen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 juli 2011 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een solidariteitsbijdrage op de tewerkstelling van studenten die niet onderworpen zijn aan het stelsel van sociale zekerheid en haar koninklijke besluiten van toepassing op de studentenarbeidsovereenkomst;

5° de aanwerving, bij wijze van uitzondering, van occasionele personeelsleden die belast zijn met technische opdrachten in verband met de catering, de huisvesting, de schoonmaak, het onderhoud, het ambt als conciërge, met als enig doel de continuïteit van de dienstverlening aan de klanten te verzekeren in geval van onverwachte afwezigheid van vast personeel en de noodzaak om deze afwezigheid zo snel mogelijk te compenseren, en in afwachting van de inwerkingtreding van de overeenkomst voor de vervanging van het afwezige personeelslid;

6° de vaststelling en betaling van de lonen, toelagen en vergoedingen van het personeel dat is aangeworven overeenkomstig de punten 2°, 4° en 5°;

7° de toepassing van de overeenkomsten die de minister sluit met de verenigingen zonder winstoogmerk die belast zijn met het beheer van de sportcentra, met inbegrip van de tussenkomst in de kosten die voortvloeien uit de bezetting van de door deze verenigingen beheerde installaties.

De personeelsleden die de in de leden 1, 2, 4 en 5 bedoelde bevoegdheden hebben gekregen, doen de directeur een driemaandelijks activiteitenprogramma, een maandelijks prognose van de bezetting, tabellen met de omvang van de wekelijkse onderwijsdiensten en een origineel van elke arbeidsovereenkomst die zij sluiten toekomen, ongeacht hun ambt in de Algemene administratie Sport.

##### *Afdeling 2. — Subdelegaties aan personeelsleden die zijn toegewezen aan de centrale diensten van de Algemene administratie Sport*

**Art. 68.** In afwijking van artikel 2, § 1, kunnen de krachtens artikel 68 aan de administrateur-generaal toegekende delegaties worden gesubdelegeerd aan de personeelsleden die zijn toegewezen aan de centrale diensten van de Algemene administratie Sport binnen de in deze afdeling vastgestelde grenzen.

**Art. 69.** De bevoegdheid bedoeld in artikel 67, eerste lid, 1°, kan slechts worden gesubdelegeerd aan een ambtenaar-generaal van rang 15.

**Art. 70.** De in artikel 67, eerste lid, onder de punten 2, 4, 6 en 7, bedoelde bevoegdheden kunnen worden gesubdelegeerd aan een personeelslid met minstens een managementambt van rang 12 wat betreft de bevoegdheden van de diensten die onder zijn gezag staan.

Het personeelslid dat krachtens artikel 3, § 1, 5°, wordt aangesteld om het in het eerste lid bedoelde personeelslid te vervangen in geval van afwezigheid of verhindering, moet ten minste rang 10 bekleden.

*Afdeling 3. — Subdelegaties aan personeelsleden die zijn toegewezen aan de externe diensten van de Algemene administratie Sport*

**Art. 71.** In afwijking van artikel 2, § 1, kunnen de krachtens artikel 67 aan de administrateur-generaal toegekende delegaties worden gesubdelegeerd aan de personeelsleden die zijn toegewezen aan de externe diensten van de Algemene administratie Sport binnen de in deze afdeling vastgestelde perken.

**Art. 72.** De bevoegdheden bedoeld in artikel 67, eerste lid, punten 2° en 3°, kunnen worden gesubdelegeerd aan personeelsleden van niveau 1 van de inspectiedienst, in het kader van de bevoegdheden van de diensten die onder hun gezag staan.

**Art. 73.** De in artikel 67, eerste lid, bedoelde bevoegdheden kunnen worden gesubdelegeerd aan de personeelsleden die belast zijn met de leiding van een sportcentrum:

1° onder de punten 3°, 6° en 7°;

2° onder de punten 2° en 4°, op voorwaarde dat occasionele werknemers en studenten worden aangeworven om begeleidingsdoeleinden en om het goede verloop van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde sportactiviteiten, met inbegrip van residentieële activiteiten, te verzekeren;

**Art. 74.** In afwijking van artikel 37, § 1, wordt de bevoegdheid tot het aangaan van betalingsverplichtingen en het verlenen van toestemming voor uitgaven in verband met de gunning en uitvoering van opdrachten voor werken, leveringen en diensten die rechtstreeks verband houden met de uitvoering van hun opdrachten, gedelegeerd:

1° aan de personeelsleden van niveau 1 van de inspectiedienst, tot een maximum van 2.500 euro exclusief btw, specifiek voor uitgaven in verband met de organisatie van sportevenementen en activiteiten die door hun eigen diensten worden uitgevoerd;

2° aan de personeelsleden die belast zijn met de leiding van een sportcentrum, tot een maximum van 2.500 euro exclusief btw; dit maximum wordt verhoogd tot 5.000 euro exclusief btw voor uitgaven in verband met de aankoop van producten voor de voeding van de stagiairs en het onderhoud van de lokalen en de installaties van het centrum; de uitgaven in verband met het energieverbruik, de telefonische communicatie en de portokosten van de post zijn niet beperkt.

Boven de in het eerste lid genoemde drempels of, wat betreft de niet in het eerste lid genoemde uitgaven, onder 2°, wordt de bevoegdheid om uitgaven in verband met de gunning en uitvoering van opdrachten voor werken, leveringen en diensten vast te leggen of toe te staan, toegekend aan de houders van de in bijlage 1 opgesomde ambten, binnen de financiële perken die voor elk van deze ambten zijn vermeld, naar gelang van de gekozen gunningsmethode en het type opdracht.

**Art. 75.** Bij afwezigheid van de in de artikelen 72 tot en met 74 bedoelde personeelsleden worden de bevoegdheden die krachtens die artikelen aan hen zijn gesubdelegeerd, uitgeoefend door de vaste ambtenaar die krachtens artikel 3, § 1, 5°, is aangewezen om hen te vervangen of, bij gebreke daarvan, door de vaste ambtenaar die bij die dienst is aangesteld en die de hoogste salarisschaal ontvangt en die het bewijs kan leveren dat zijn dienstbekleding het langst ononderbroken heeft geduurd.

*HOOFDSTUK 4. — Bijzondere delegaties bij de Algemene administratie Onderwijs*

*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 76.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder "Administrateur-generaal" verstaan: de ambtenaar-generaal die belast is met de Algemene administratie Onderwijs.

*Afdeling 2. — Bijzondere delegaties bij de Administrateur-generaal*

**Art. 77.** De bevoegdheid om wijzigingen aan te brengen in de specifieke overeenkomst tussen de sociale opleidingsfondsen van de niet-commerciële sector (vzw FE.BI-APEF) en het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs voor sociale promotie-, wordt gedelegeerd aan de Administrateur-generaal.

*Afdeling 3. — Bijzondere delegaties met betrekking tot het onderwijzend personeel*

**Art. 78.** § 1. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal van de Algemene administratie Onderwijs en aan de Directeuren-generaal die elke algemene directie van deze algemene administratie leiden, elk voor de bevoegdheden die aan de administratie zijn gedelegeerd of aan de algemene directie die hij leidt, in de volgende aangelegenheden:

1° vaststelling en vereffening van de lonen en weddetoelagen, toelagen en vergoedingen die op tijdelijke of permanente basis worden toegekend aan de leden van de verschillende onderwijzende en gelijkgestelde personeelsleden;

2° vaststelling van salarisafrekeningen, mandaten, betalingsopdrachten, regularisatieopdrachten, zendingen ter goedkeuring van de aanwerving of aanstelling op permanente basis van leden van het onderwijzend personeel en gelijkgestelden;

3° de toekenning of verificatie van de voorwaarden voor de toekenning van verlof, afwezigheid en beschikbaarheid aan onderwijzend personeel en gelijkgesteld personeel - met uitzondering van jaarlijks verlof, omstandigheidsverlof en verlof wegens overmacht - met inbegrip van de toestemming om tijdens dit verlof betaald werk te verrichten en de vervroegde hervatting van de werkzaamheden tijdens dit verlof, met uitzondering van het opdrachtverlof dat wordt toegekend krachtens de artikelen 5 en 14 van het decreet van 24 juni 1996 tot regeling van de dienstverlof, het opdrachtverlof en het ontslag om bijzondere, door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsopdrachten;

4° toestemming om het ambt te verlengen tot het einde van het school- of academiejaar waarin het personeelslid recht heeft op rustpensioen voor het personeelslid deeltijds ter beschikking gesteld om redenen van persoonlijke aard voorafgaand aan het rustpensioen, voor het personeelslid van het leerplichtonderwijs en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie toegelaten tot het rustpensioen en dat waarschijnlijk een schaarste-ambt zal vervullen tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid de leeftijd van 67 jaar bereikt, voor het personeelslid van het leerplichtonderwijs en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie dat in aanmerking komt voor een rustpensioen en dat tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, als deskundige kan werken op het gebied van het onderwijs voor sociale promotie, voor de personeelsleden van de Hogescholen, de Hogere kunstscholen en de Hogere instituten voor bouwkunde die in aanmerking komen voor een rustpensioen en die tot het einde van het academiejaar waarin het personeelslid de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, een

mandaat van docent in een Hogere kunstschool kunnen krijgen tot een maximum van 120/600ste, en voor de personeelsleden van de Hogescholen, van de Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor Architectuur die de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt en die toestemming kunnen krijgen om in actieve dienst te blijven voor een periode van maximaal één jaar, die slechts eenmaal kan worden verlengd;

5° toestemming voor ontslag wegens gebrek aan werkgelegenheid en ziekte van onderwijzend personeel en gelijkgestelden;

6° behandeling van de aanvragen om toegang tot het pensioen;

7° toestemming voor verwijderingsmaatregelen voor zwangere vrouwen en vrouwen die borstvoeding geven;

8° toekenning van taalkundige afwijkingen;

9° verlening van afwijkingen inzake bekwaamheidsbewijzen;

10° het toestaan van afwijkingen van de nationaliteit voor de ambten van inspecteur, zonedirecteur en afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, met uitzondering van het ambt waarvoor de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken om redenen van openbare veiligheid een ongunstig advies heeft uitgebracht;

11° erkenning van een hoofdamt in het onderwijs voor personeelsleden die vóór 1 januari 2006 als zelfstandige werkzaam waren;

12° erkenning van nuttige ervaring voor alle ambten die niet vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en gesubsidieerd;

13° erkenning van de professionele of wetenschappelijke bekendheid in de Hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type;

14° administratief en geldelijk beheer van de loopbanen van contractueel aangeworven schoolbemiddelaars;

15° de vaststelling van de invaliditeitspensioenen en de pensioenen voor de overlevende echtgenoten of wettelijk samenwonenden, voor de kinderen en de ouders van het slachtoffer in rechtstreekse toepassing van de federale reglementering inzake arbeidsongevallen of ongevallen op weg naar het werk, in aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Dienst Arbeidsongevallen vallen;

16° het nemen van beslissingen waarbij de genezing zonder blijvende arbeidsongeschiktheid wordt verklaard voor leden van het onderwijzend personeel en gelijkgestelden;

17° de goedkeuring, ter uitvoering van de vereiste voorstellen, van de besluiten tot benoeming van de leden en de verslaggevers, met uitzondering van de voorzitters en de secretarissen, van de volgende organen: Kamers van beroep, Commissie DE BONDT, Zonecommissies voor het beheer van betrekkingen, Centrale commissie voor het beheer van betrekkingen, Zonale reffectatiecommissies, Commissie voor het beheer van de betrekkingen van godsdienstmeesters en godsdienstleraren, Kamers van beroep, Paritaire commissies, Commissie voor de erkenning van nuttige ervaring, Commissie voor de erkenning van nuttige ervaring en bekendheid, Netoverschrijdende commissie voor bekwaamheidsbewijzen, Vaste en netoverschrijdende commissies voor de statuten, Zonale en interzonale commissies voor de aanstelling van het personeel, Permanente Commissie voor Bevordering en Selectie, Reffectatiecommissie voor het technisch personeel van PMS-centra, Aanwijzingscommissie voor godsdienstmeesters en -leraren, Commissie voor de machtiging om les te geven in de taalbadtaal en examencommissies voor de toekenning van selectie- en bevorderingbrevetten;

18° de aanneming van individuele besluiten met betrekking tot de leden van het onderwijzend personeel en het daarmee gelijkgesteld personeel en de uitvoering van ministeriële beslissingen, met uitzondering van benoemingshandelingen en handelingen tot oplegging van een tuchtmaatregel;

19° machtiging om de benoeming, de toetreding tot de stage en de aanstelling van de leden van het onderwijzend en gelijkgesteld personeel voor te stellen indien de kandidaat geen onberispelijk gedrag vertoont;

20° machtiging tot vrijwillig ontslag van leden van het onderwijzend personeel en gelijkgesteld personeel.

§ 2. De Administrateur-generaal, de Directeuren-generaal kunnen, elk wat betreft de bevoegdheden van de administratie of de algemene directie die hij leidt, aan een personeelslid van niveau 1 ten minste de in § 1 bedoelde bevoegdheden delegeren.

De administrateur-generaal van de Administratie Onderwijs kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden delegeren aan de Directeur-generaal van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijspersoneel, aan de Directeur-generaal van het onderwijspersoneel of aan de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor het beheer van het onderwijspersoneel, ongeacht hun respectieve bevoegdheden.

De Directeuren-generaal en de Adjunct-directeuren-generaal die op grond van lid 2 bevoegdheden hebben gekregen, kunnen deze bevoegdheden subdelegeren overeenkomstig de in lid 1 vastgestelde delegatieregels.

De in de voorgaande leden bedoelde subdelegaties worden vooraf schriftelijk vastgelegd in een overeenkomstig artikel 3 opgesteld document.

*Afdeling 4. — Bijzondere delegaties met betrekking tot de bevoegdheden die zijn overgedragen aan de Algemene directie Leerplichtonderwijs en de Algemene directie Hoger onderwijs, Onderwijs voor levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek*

**Art. 79.** § 1. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal en de Directeuren-generaal van de Algemene directie Leerplichtonderwijs en de Algemene directie Hoger onderwijs, Onderwijs voor levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek, elk wat betreft de bevoegdheden die zijn overgedragen aan de administratie of aan de algemene directie die hij leidt, in de volgende aangelegenheden:

1° de ondertekening van diploma's, getuigschriften en studieattesten. De administrateur-generaal en de Directeur-generaal kunnen deze bevoegdheid aan één personeelslid van ten minste niveau 1 delegeren;

2° toekenning van de gelijkwaardigheidsverklaring van studies en beslissingen inzake beroepserkenning voor de toegang tot onderwijsopdrachten;

3° toelating tot subsidies van scholen en psycho-medisch-sociale centra;

4° vastlegging en vereffening van de werkingsdotaties aan de onderwijsinstellingen en de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, alsook van de diverse subsidies, overdracht van de desbetreffende kredieten;

- 5° het verlenen van de afwijkingen en vrijstellingen bedoeld in de artikelen 56, 56 bis en 58 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 tot organisatie van het secundair onderwijs;
- 6° het verlenen van toestemming om van school te veranderen overeenkomstig de afwijkingsbepalingen van artikel 79, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;
- 7° machtiging om een tijdelijke leerkracht aan te werven ter vervanging van een personeelslid in opleiding, overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs;
- 8° het toestaan van de afwijkingen bedoeld in artikel 9, § 1, van het Besluit van de Executieve van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het georganiseerd onderwijs in de Franse Gemeenschap;
- 9° de goedkeuring bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van het decreet van 17 juli 2002 tot vaststelling van het getuigschrift van geschiktheid voor het hoger onderwijs (CAPAES) in de Hogescholen en de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, alsook artikel 15 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de CAPAES-commissie;
- 10° een met redenen omklede beslissing om de lesopdracht te subsidiëren die aan een leraar wordt toegekend met toepassing van artikel 28 van het decreet van 2 juni 1998 tot organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd;
- 11° de waardering van de opschriften van de diploma's volgens de te onderwijzen specialiteit, overeenkomstig de bepalingen van artikel 100, § 5, van het decreet bedoeld in 10°;
- 12° het verlenen van vrijstellingen van het bekwaamheidsbewijs inzake pedagogische bevoegdheid bedoeld in artikel 104 van het decreet bedoeld in 10°;
- 13° aanwijzing van de leden en afgevaardigden van de Franse Gemeenschap die zitting hebben in de examencommissies die bevoegd zijn om getuigschriften van onderwijsbekwaamheid af te geven, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 112 en 114 van het in 10° bedoelde decreet;
- 14° het verlenen van de vergunningen bedoeld in artikel 1, § 4bis, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 1998;
- 15° toekenning van de afwijking bedoeld in artikel 6 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs;
- 16° toekenning van de afwijkingen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en de oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan;
- 17° het verlenen van de toelating tot wijziging van het taalonderwijs aan een leerling die het 6de jaar van het basisonderwijs volgt, zoals bepaald in artikel 7 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het kleuter- en het gewoon basisonderwijs en tot wijziging van de reglementering van het onderwijs;
- 18° het toestaan van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 13, § 3, 14, § 2, en 15, § 3 en § 4, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;
- 19° de erkenning van kwalificaties met toepassing van de artikelen 10, 11, 12, 13, 15 en 16 van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers;
- 20° het verlenen van de afwijking voor leerlingen die erkend zijn als topsporters, beloftesporters of opleidingspartners, bepaald in artikel 9, § 1, 6°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;
- 21° het verlenen van de afwijking bepaald in artikel 63 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;
- 22° de jaarlijkse goedkeuring van de lijst van de instellingen bedoeld in artikel 12, 1° en 3° van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;
- 23° het verlenen van vergunningen betreffende de overname van een leerling door een van de diensten van de artikelen 1.7.1-29 tot 31 van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het wetboek van het basis- en secundair onderwijs, en het oprichten van de gemeenschappelijke kern;
- 24° machtigingen aan instellingen voor hoger onderwijs (academisch en niet-academisch) om schenkingen en legaten te aanvaarden;
- 25° toekenning van de afwijking voor de organisatie van opleidingsstages in het buitenland als bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster";
- 26° het verlenen van de afwijking voor de organisatie van opleidingsstages tijdens de schoolvakanties bedoeld in artikel 3 van het in 26° bedoelde Regeringsbesluit;
- 27° toekenning van de afwijking voor de organisatie van opleidingsstages tijdens de schoolvakanties bedoeld in artikel 11, § 1, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende het vierde niveau van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde;
- 28° het verlenen van de vergunningen bedoeld in de artikelen 20, § 4, vijfde lid, en 23bis, § 3, tweede lid, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;
- 29° het verlenen van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 6ter en 10/1 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van het 1ste niveau van het secundair onderwijs;
- 30° het verlenen van de vrijstellingen van ondervraging zoals bepaald in artikel 6, § 2, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap;
- 31° het verlenen van de omkadering van de scholen overeenkomstig de bepalingen van de decreten van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling, van

3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, van 30 april 2009 tot organisatie van een gedifferentieerde begeleiding in de scholen van de Franse Gemeenschap om ervoor te zorgen dat elke leerling gelijke kansen op sociale emancipatie heeft in een pedagogische kwaliteitsomgeving en van 7 februari 2019 met het oog op het onthaal, het onderwijs en de ondersteuning van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

32° toekenning van de afwijking bepaald in artikel 1.9.3-2, eerste lid, 2°, tweede lid, van bovenvermeld decreet van 3 mei 2019, voor de organisatie van summatieve evaluatieproeven in het kwalificerend onderwijs ;

33° toekenning van de afwijking bedoeld in artikel 5, vierde lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiebewijzen;

34° de ondertekening, ter uitvoering van de vereiste voorstellen, van de besluiten tot benoeming van de leden, met uitzondering van de Voorzitters en Secretarissen, van de examencommissie die belast is met de afgifte van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid;

35° het verlenen van de uitzonderlijke toelating bedoeld in artikel 37, vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het kleuter- en lager onderwijs;

36° de benoeming van de leden van de taalcommissies ingesteld bij het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van de taalexamens, van de leden van de examencommissie ingesteld bij het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen inzake het onderwijs in de taalbadtaal en diverse maatregelen op het gebied van het onderwijs en van de leden van de examencommissie ingesteld bij het ministerieel besluit van 2 september 1975 tot vaststelling van het programma van de taalexamens voor leerkrachten van artistieke opleidingen in het kunstonderwijs.

§ 2. De Administrateur-generaal, de Directeuren-generaal kunnen, elk wat betreft de bevoegdheden van de administratie of de algemene directie die hij leidt, de in § 1 bedoelde bevoegdheden delegeren aan een personeelslid van ten minste niveau 1.

**Art. 80.** § 1. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal en de Directeur-generaal van de Algemene directie Hoger onderwijs, Onderwijs voor levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek om te ondertekenen:

1° de beslissingen betreffende de aanvragen tot erkenning van beroepsbeoefenaars uit de gezondheidssector, genomen met toepassing van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van beroepen in de gezondheidssector, alsook de beslissingen betreffende de erkenning van Europese diploma's, genomen met toepassing van hoofdstuk 9 van dezelfde wet;

2° beslissingen om de goedkeuring te handhaven, in te trekken, op te schorten en terug te vorderen;

3° de goedkeuring van de stageplannen van de kandidaat-specialisten, de kandidaat-huisartsen, de kandidaat-tandheelkundige specialisten, de kandidaat-algemene tandartsen en de kandidaat-ziekenhuisapothekers, de goedkeuring van wijzigingen aan deze stageplannen, evenals alle beslissingen die hieromtrent verband houden met deze stageplannen, genomen met toepassing van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015;

4° beslissingen met betrekking tot opleidingsonderbrekingen ter verkrijging van een specifieke beroepstitel voorbehouden aan artsen of tandartsen, genomen op verzoek van de kandidaat of op basis van de vaststelling, door de stagebegeleider, dat de kandidaat de gekozen discipline niet kan uitoefenen;

5° beslissingen met betrekking tot aanvragen voor een bewijs van inschrijving als zorgassistent, genomen met toepassing van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015;

6° attesten van overeenstemming van een opleidingskwalificatie met Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

7° beslissingen over de niet-ontvankelijkheid van een aanvraag tot goedkeuring, registratie of gebruik van voorafgaande kennismaking, naargelang het geval, voor de beroepen bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015;

8° beslissingen over de niet-ontvankelijkheid van een verzoek om erkenning van beroepskwalificaties zoals bedoeld in hoofdstuk 9 van dezelfde wet;

9° de handelingen met betrekking tot de toekenning van toelagen en studieleningen die onder de bevoegdheid van de Directie Toelagen en Studieleningen vallen, ter uitvoering van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning en de terugbetaling van de studieleningen voor gezinnen met minstens 3 kinderen;

10° de benoemingen van de leden van de Raad van Beroep en van de Hogere Raad bevoegd voor studietoelagen en -leningen krachtens het decreet houdende regeling van de studietoelagen voor de Franse Gemeenschap, gecoördineerd op 7 november 1983;

11° de vaststelling en vereffening van toelagen, subsidies of rentes waarvoor organieke normen gelden die de voorwaarden voor de toekenning ervan bepalen, alsmede het bedrag of de wijze van berekening van dat bedrag voor studietoelagen en -leningen.

§ 2. De Administrateur-generaal, de Directeurs-generaal kunnen, elk wat betreft de bevoegdheden van de administratie of de algemene directie die hij leidt, de in § 1 bedoelde bevoegdheden delegeren aan een personeelslid van ten minste niveau 1.

**Art. 81.** Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal en de Directeur-generaal van de Algemene directie Hoger onderwijs, Onderwijs voor levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek om op voorstel van de ARES de leden van de afdelingen van de gelijkwaardigheidscommissie te benoemen, zoals bepaald in artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2016 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van in het buitenland afgegeven getuigschriften, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs.



Deze bevoegdheid kan door middel van een voorafgaande schriftelijke subdelegatiehandeling overeenkomstig artikel 3 aan een personeelslid van niveau 1 worden gedelegeerd.

*Afdeling 5. — Bijzondere delegaties met betrekking tot de bevoegdheden die zijn overgedragen aan de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel*

**Art. 82.** § 1. De Directeur-generaal van de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel is de ambtenaar-generaal bedoeld in de artikelen 11, § 2, lid 1, 33, lid 2, 60, § 2, 83, lid 3, 106, lid 3, 133, § 2, lid 1, en 139, lid 2, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de algemene inspectiedienst.

§ 2. In hetzelfde decreet is de in de artikelen 4, §§ 3 en 4, 5, §§ 4 tot en met 7, 6, §§ 2 en 3, en 7, §§ 3 en 4 bedoelde ambtenaar de administrateur-generaal van de Algemene administratie Onderwijs.

**Art. 83.** De Directeur-generaal van de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel is de ambtenaar-generaal bedoeld in artikel 25 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de algemene dienst voor de sturing van scholen en PMS-centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst.

**Art. 84.** De bevoegdheid voor het sluiten van specifieke sectorale overeenkomsten tussen de Algemene administratie Onderwijs en de verschillende beroepssectoren wordt gedelegeerd aan de administrateur-generaal en de Directeur-generaal van de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel.

**Art. 85.** Aan de administrateur-generaal en de Directeur-generaal van de Algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel wordt de bevoegdheid gedelegeerd om de vrijstelling bedoeld in artikel 10, § 4, van het decreet van 28 maart 2019 te verlenen met betrekking tot de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs en het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs toe te kennen.

*HOOFDSTUK 5. — Bijzondere delegaties bij de Algemene administratie Cultuur*

**Art. 86.** § 1. De bevoegdheid wordt gedelegeerd aan de administrateur-generaal van de Algemene administratie Cultuur:

1° overeenkomsten te sluiten voor de overdracht van documenten uit de Centrale Reserve van de Franse Gemeenschap, gesloten in het kader van het beleid van uitdunning en heroriëntatie van bepaalde documenten;

2° het recht van voorkoop uit te oefenen bij de aankoop van roerende cultuurgoederen voor openbare verkoop bij beslissing van de bevoegde minister of de Regering, met vermelding van de voorwerpen die aan voorkooprecht kunnen worden onderworpen en van het maximumbedrag dat kan worden vastgelegd;

3° de leningen en de depots van kunstwerken, bedoeld in de artikelen 8, 9 en 13 van het koninklijk besluit van 8 maart 1951 betreffende de inventaris, de depots en de leningen van kunstwerken, toe te kennen en de daarmee verband houdende overeenkomsten te sluiten;

4° het afgeven van uitvoervergunningen voor culturele goederen;

5° de erkenning te verlenen aan rechtspersonen en natuurlijke personen met toepassing van artikel 32 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de podiumkunsten;

6° besluiten aan te nemen ter subsidiëring van de omroepsteun die wordt toegekend aan programma's die onder het toepassingsgebied van de dienst voor de verspreiding van de podiumkunsten vallen;

7° het sluiten van contracten voor renteloze leningen aan boekhandelaren en uitgevers, na raadpleging van de *Commission des Ecritures et du Livre*;

8° het verlenen van vergunningen voor de restauratie of de verplaatsing van geklasseerde goederen als bedoeld in artikel 7 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende cultuurgoederen en het immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap, alsook het verlenen van vergunningen voor de restauratie of de verplaatsing van goederen die worden geklasseerd en op de in artikel 12 van hetzelfde decreet bedoelde veiligheidslijst worden geplaatst, op voorwaarde dat de gedane uitgaven niet meer bedragen dan 6.000 euro, ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap;

9° de beslissing te nemen om de procedure in te leiden voor de indeling van roerende cultuurgoederen, gekwalificeerd als schatten, zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende cultuurgoederen en het immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap.

10° de inschrijving toe te staan van de in artikel 9 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap bedoelde wapenschilden en de wijziging, opheffing of annulering van de inschrijving krachtens artikel 10 van datzelfde decreet uit te spreken.

§ 2. In afwijking van artikel 14 worden in geval van afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal de in § 1 bedoelde delegaties uitgeoefend door de hoge ambtenaren van rang 15, elk voor de opdrachten die aan hun respectieve administraties zijn overgedragen.

**Art. 87.** De bevoegdheid wordt aan de ambtenaar van rang 15 van de Algemene Dienst voor de audiovisuele sector en de media gedelegeerd om:

1° elke standaardovereenkomst als bedoeld in artikel 11, 5°, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de cinematografische en audiovisuele creatie in het kader van de toekenning van steun voor de creatie van audiovisuele werken als bedoeld in titel IV van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de cinematografische en audiovisuele creatie te sluiten;

2° het sluiten van elke overeenkomst in het kader van de toekenning van een subsidie met betrekking tot het Fonds Spécial RTBF/ Fédération Wallonie Bruxelles/ Producteurs indépendants in overeenstemming met de overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap, de RTBF en de beroepsverenigingen die betrokken zijn bij de onafhankelijke productie;

3° het sluiten van elke overeenkomst in het kader van de toekenning van een subsidie met betrekking tot het Fonds FWB-RTBF voor de Belgische reeks overeenkomstig de overeenkomst van 22 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschap en de RTBF;

4° elk subsidiebesluit te nemen ter ondersteuning van het uitgeven van Franstalige Belgische films op DVD/Blue ray voor een bedrag gelijk aan of minder dan 4.500 euro;

5° elke handeling aan te nemen met betrekking tot de coördinatie van de frequenties overeenkomstig de overeenkomsten van Genève van 1984 voor FM en 2006 voor DVB-T en DAB-T;

6° het sluiten van elke overeenkomst in het kader van een projectoproep na voorafgaande goedkeuring door de minister over de beslissing tot toekenning van de subsidie en over het model van de overeenkomst en over de inhoud van de voorafgaande projectoproep indien het om een nieuw experimenteel initiatief waarin niet is voorzien door een decreet gaat;

7° in het kader van de promotiesteun een vrijstelling toe te kennen of te weigeren, op voorwaarde dat de originele versie in het Frans is, overeenkomstig artikel 29, 2°, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de cinematografische en audiovisuele creatie;

8° in het kader van een steunaanvraag voor de organisatie van evenementen, met toepassing van artikel 5, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 betreffende de steun aan de promotie van audiovisuele werken, een voorstelling in een andere plaats dan een bioscoop of een erkende vertoningslocatie in aanmerking te laten komen als openbare vertoning van evenementen, indien deze plaats rechtstreeks verband houdt met het thema van de betrokken film of een specifiek publiek kan bereiken dat verband houdt met het thema of de aard van de film;

9° in het kader van de steun aan de creatie of de steun aan de bevordering een afwijking te verlenen of te weigeren van de voorwaarde dat de volledige of de hoofdproductie in de oorspronkelijke Franstalige versie moet zijn geproduceerd, respectief op grond van de bijlagen 2, 3, 4, 4/1, 4/2 en 4/3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun aan de creatie en op grond van de bijlagen 3, 4 en 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 betreffende de steun voor de promotie van audiovisuele werken;

10° het verlenen of weigeren, in het kader van steun aan de creatie van audiovisuele werken, van de toestemming om het bedrag van de verleende steun geheel of gedeeltelijk over te dragen aan een andere natuurlijke of rechtspersoon, overeenkomstig artikel 14/1, tweede lid, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de film- en audiovisuele creatie.

#### TITEL 4. — WIJZIGINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

##### HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

**Art. 88.** In artikel 10, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van de werking van de Regering, worden in de rubriek "Dossiers B", in 3° en 4°, de woorden "en van directeur" opgeheven.

**Art. 89.** In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De Regering beraadslaagt en beslist niet over" worden vervangen door de woorden "Onverminderd artikel 43 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren en bepaalde andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, geven geen aanleiding tot een beraadslaging van de Regering";

2° in punt 3°, onder b), worden de woorden "rechtstreekse investeringen," geschrapt;

3° er wordt een negende lid ingevoegd, luidend als volgt: "9° overeenkomsten voor de verhuur van gebouwen waarvan de jaarlijkse huur minder dan 250.000 euro bedraagt, op voorwaarde dat de duur van de huur of het gebruik niet meer dan zes jaar bedraagt";

4° er wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt:

"11° de rangschikking van de roerende cultuurobjecten, met inbegrip van de schatten, bij toepassing van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende cultuurobjecten en het immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap".

**Art. 90.** In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° vóór het eerste lid worden de volgende woorden ingevoegd: "Onverminderd de delegaties bedoeld in artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren en bepaalde andere personeelsleden van de overheidsdiensten van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap,";

2° de tabel wordt vervangen door de volgende tabel:

	Open procedure Bepaalde procedure Concurrentiegerichte dialoog	Uitzonderlijke procedures, met uitzondering van de concurrentiegerichte dialoog, concessies (d.w.z. de procedure van gunning via onderhandelingen zonder voorafgaande bekendmaking, de mededingingsprocedure van gunning via onderhandelingen, de procedure van rechtstreekse onderhandeling met voorafgaande bekendmaking, het innovatiepartnerschap, procedures met betrekking tot sociale diensten en andere specifieke diensten, procedure sui generis met voorafgaande bekendmaking van de wet inzake overheidsopdrachten, enz.)
Opdrachten voor werken, leveringen of diensten	Bedrag dat overeenkomt met de Europese drempel voor werken	Bedrag dat overeenstemt met het dubbele van de drempel bedoeld in artikel 41, § 1, 2°, van de Overheidsopdrachtenwet

**Art. 91.** Artikel 15, § 2, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 92.** Artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“De instemming van de Regering is ook vereist voor het sluiten van huurovereenkomsten waarvan de jaarlijkse huur meer dan 250.000 euro bedraagt.

**Art. 93.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 15, § 4, van hetzelfde besluit:

1° vóór het eerste lid worden de volgende woorden ingevoegd: “Onverminderd de gemeenschappelijke marktovereenkomsten en onder voorbehoud van artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de algemene ambtenaren en bepaalde andere personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap”;

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt: “Voor de berekening van de in § 1 bedoelde drempels moeten alle uitgaven die voortvloeien uit de ontwerpovereenkomst in aanmerking worden genomen”.

**Art. 94.** Artikel 15, § 5, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 95.** In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden “en 124, § 1, 5<sup>o</sup>” opgeheven.

**Art. 96.** De punten 1° en 2° van artikel 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 97.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 98.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden “of artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de bijzondere sectoren”, opgeheven.

#### HOOFDSTUK 2. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 99.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 100.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juni 2016 houdende delegaties in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 101.** Artikel 15 van het koninklijk besluit van 8 maart 1951 betreffende de inventarissen, de bewaargeving en de bruiklening van kunstwerken, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 102.** Subdelegaties die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn verleend, blijven van kracht totdat zij op grond van dit besluit worden vervangen of herroepen.

**Art. 103.** Aanvragen tot afwijking van de nationaliteitsvereiste, met toepassing van de bepalingen van het decreet van 20 juni 2013 betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, ingediend voor de schooljaren vóór het schooljaar 2013-2014 en waarover de Franse Gemeenschap nog geen advies heeft uitgebracht, worden geacht het voorwerp te zijn geweest van een gunstig advies van de Dienst Vreemdelingenzaken en kunnen worden toegekend door de administrateur-generaal van het Onderwijs of door het personeelslid van niveau 1 dat hij voor dit doel afvaardigt.

**Art. 104.** Artikel 37, §§ 3 tot en met 6, treedt in werking op 1 januari 2021.

#### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

**Art. 105.** Het lid van de Regering dat de ambtenarenzaken in zijn hoedanigheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 september 2020

Voor de Regering,

De Minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op WBE,  
Fr. DAERDEN